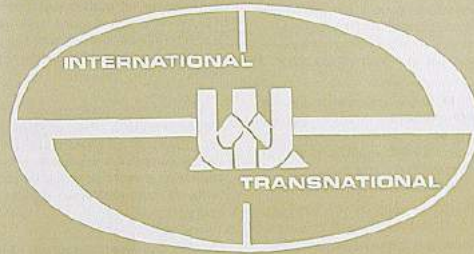


TRANSNATIONAL

ASSOCIATIONS

TRANSNATIONALES



UAI

1910 - 1990

80

ANS YEARS

UIA

Langage et transnationalité

Language in a
Transnational Perspective

1991 - n° 1

The review of international
associations and meetings

Revue bimestrielle jan.-fév. 1991
Bureau de dépôt: Bruxelles X

La revue des associations et
des réunions internationales

43rd year

43^{ème} année

This publication, produced by the UAI, appears six times a year.

Cette publication, éditée par l'UAI, se présente à ses lecteurs sous la forme d'une revue de période bimestrielle.

The purpose of the studies, surveys and information included in this periodical concerning the international and transnational networks of nongovernmental organizations is to promote understanding of the associative phenomenon in a human society which continues to grow and evolve regardless of the consequences.

Son objet associatif d'études, d'enquêtes, d'informations, au service des réseaux internationaux et transnationaux d'organisations non gouvernementales, s'attache aux idées et aux faits d'un phénomène de société humaine en expansion continue et en évolution hâtée.

The programme of the review, in accordance with the principles of the UAI, is intended to clarify general awareness concerning the associative phenomenon within the framework of international relations and, in particular, to inform associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them.

Son programme, conforme aux principes et aux méthodes de l'UAI, vise, en général, à éclairer les connaissances du grand public sur la vie associative dans la perspective des relations internationales et, en particulier, à informer les associations des divers aspects de leurs problèmes propres et d'intérêt commun.

The columns of this review are open to association officers, research workers and specialists of associative questions. The articles do not of course necessarily reflect the point of view of the publisher.

Les colonnes de la revue sont ouvertes à la fois aux responsables d'associations, chercheurs, spécialistes des matières associatives, dont les articles n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'éditeur.

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES	Secrétaire général / Secretary-General: Jacques RAEYMAECKERS (Belgique)	Pierre PESCATORE (Luxembourg) Ancien juge à la Cour de justice des
UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS	Membres / Members:	Andrew E. RICE (U.S.A.)
COUNCIL. CONSEIL.	F.W.G. BAKER (U.K.) International Council of Scientific Unions. Christian DE LAET (Canada) Institut Gamma, Montréal	Former Executive Secretary of the Society for International Development Cyril RITCHIE (Ireland) President, Federation of Semi-Official and Private Institutions Established in Geneva.
Président: August VANSTENDAEL (Belgique) Secrétaire général de Coopération et solidarité.		
Vice-Présidents: Paul CARON (USA) Financial expert Raymond MARTINEAU (Canada) Chargé des relations avec les ONG, Office européen des Nations Unies S.A. SAXENA (India)	Philip EVERTS (Netherlands) Professor, Leiden University. Johan GALTUNG (Norway) Professor of Peace Studies, University of Hawaii Fritz HONDUS (Netherlands) Directeur adjoint des affaires juridiques, Conseil de l'Europe Georges MALEMPRE (Belgique) Chef de la Division des organisations internationales non gouvernementales et des fondations, UNESCO.	Myriam SCHREIBER (Belgique) Vice-présidente de la Fédération abolitionniste internationale. Egon SLOPANKA (Germany) Vice President, Liaison Committee of Development NGOs to the European Committee of Human Rights (Italy) Professeur, Università di Padova
Trésorier général / Treasurer General: Paul E. HERNANIX (Belgique) Président honoraire de l'Association des chambres de commerce et d'industrie européennes (EURO-CHAMBRES).	Marcel MERLE (France) Professeur à l'Université de Paris 1. Gegori MOROZOV (URSS) Maître émérite des sciences de l'Institut de l'Académie des sciences de l'URSS.	REPRESENTATIONS PERMANENTES DE L'UAI UAI REPRESENTATIVES Organisation des Nations Unies: New York: Andrew RICE Genève: Cyril RITCHIE Paris: Maryvonne STEPHAN

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS ASSOCIATION TRANSNATIONALES

1991 — N° 1

SOMMAIRE

CONTENTS

Rédaction/ Editorial

Jacques RAEMYAECKERS
Robert FENAU
Geneviève DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK
Paul GHIS
Myriam SCHREIBER

Published by/ Publié par:

Union of International Associations (UIA)
(founded 1910)
Issn-0020-6059

Editorial and Administration:

Rue Washington 40,1050 Bruxelles (Belgium)
Tel (02) 640 18 08 - 640 41 09
Tx 65080 INAC B- Fax (322) 649 32 69

Editeur responsable:

Jacques Raemyaekers
Rue Washington 40, 1050 Bruxelles
(Belgique)
Tél. (02) 640 18 08 - 640 41 09
Télécopie: (322) 649 32 69

Subscription rate: BF 1.300, or equivalent
per year (6 issues) + postage 8F 270.

Abonnement : FB 1.300 ou équivalent, par an
(6 numéros) + Frais de port FB 270.

Method of payment:

Mode de paiement à utiliser:

Bruxelles: Compte-chèque postal n° 000-
0034699-70 ou Compte n° 210-0508283-55 à
la Générale de Banque, 253, avenue Louise,
1050 Bruxelles.

London: Account n° 04552334, National
Westminster Bank Ltd., 1 Princes Street.

Genève: Compte courant n° 472.043.30 O à
l'Union des Banques Suisses.

Paris : par virement compte n° 545150-04200
au Crédit du Nord, 6-8, boulevard Hauss-
mann, Paris 75009.

Copyright © 1991 by Union of International
Associations. All rights reserved. No part of
this work may be reproduced or copied in any
form or by any means - graphic, electronic,
or mechanical, including photocopying, rec-
ording, taping, or information and retrieval
systems — without written permission of the
Secretary General, Union of International
Associations.

Commemoration du 80^{ème} anniversaire de l'UIA
Celebration of the 80th Anniversary of the UIA

- Message de Mark Eyskens 3
- Message de Javier Pérez de Cuéllar 4
- Message de Federico Mayor 5
- L'UIA 1910-1990, par Jacques Raemyaekers 6
- Remarks on Regional Cooperation, by Cyril Ritchie 7
- Conclusion, par Pierre Harmel 9

On and Around the UIA's 80th Anniversary Celebratio ns,
by Christian De Laet 11

Assemblée générale de l'UIA 13

Rapport d'ensemble du secrétaire général sur les activités de l'UIA
(nov. 1988 - nov. 1990) 14

Langage et transnationalité
Language in a Transnational Perspective

Terminologie et coopération internationale
par Alain Landry 16

International Cooperation in Lexicography
by Sergiusz Czerni 19

Dangers Stemming from the Standardization of Terminology before its
Transnationalization, by Zygmunt Stoberski 22

Annexe: La transnationalisation de la terminologie facilite la
communication internationale et renforcera la Maison européenne 24

Standardized Terminologies and Cultural Diversity, by Paul Ghis 27

Political Metaphors: Real Creativity or Prestidigitation?
by Francesca Rigotti 33

Recontextualizing Social Problems through Metaphor
by Anthony J.N. Judge 37

L'identité culturelle de la «Grande Europe»: mythe ou réalité?
par Jan Berting et Hans van de Braak 47

Geographical Distribution of International Meetings by Continent, Country
and City (1989)

Répartition géographique des réunions internationales par continents,
pays et villes (1989) 55

Vie associative - Association News 59

Commémoration
du
quatre-vingtième anniversaire de TUAI

Bruxelles, 29 novembre 1990 *



Celebration
of the eightieth anniversary of the UIA

Brussels, 29 November 1990

* Séance académique tenue à la Maison des associations internationales à Bruxelles, sous la présidence de M. August Vanistendael, ministre d'Etat, président de l'UIA.



MESSAGE DE MARKEYSKENS

Ministre des Affaires étrangères
de Belgique

Je tiens à apporter par le présent message l'hommage du gouvernement belge à l'Union des associations internationales pour son quatre-vingtième anniversaire.

Pays-hôte de plus de douze cents organisations internationales, la Belgique, traditionnellement attachée à un idéal de paix et de coopération, s'honore d'avoir vu naître chez elle cette institution de portée universelle, dont l'action a largement contribué, au fil des années, à jeter les fondements de l'organisation intergouvernementale et à répandre l'esprit de solidarité internationale.

Cet effort correspond aujourd'hui à une mutation des relations internationales qui n'implique pas seulement les Etats, mais aussi d'autres acteurs transnationaux, très actifs dans le domaine de la coopération internationale.

La célébration de l'anniversaire de l'UAI est l'occasion de mettre en lumière la portée fondamentale de cette coopération et les perspectives d'avenir auxquelles elle est appelée à répondre dans un contexte évolutif.

Je me réjouis de ce que la première convention internationale, engageant les Etats, concernant le statut juridique des organisations internationales non gouvernementales, vient d'obtenir le nombre de ratifications nécessaires ~ dont celle de la Belgique — et entrera en vigueur le 1er janvier prochain. Il convient de rendre hommage à l'UAI qui, depuis de longues années, a œuvré en vue d'un tel instrument juridique, dont la signature en 1986 dans le cadre du Conseil de l'Europe consacre pour la première fois une reconnaissance officielle des organisations internationales non gouvernementales.

Qu'il me soit permis d'assurer l'Union des associations internationales du souci du gouvernement belge de continuer à l'aider et à l'encourager dans la poursuite heureuse de sa mission au service de la communauté internationale.



MESSAGE DE JAVIER FERREZ DE CUÉLLAR

Secrétaire général
de
l'Organisation des Nations Unies

non lucratif et, en particulier, d'organisations non gouvernementales est plus que jamais indispensable à la solution des problèmes universels de notre temps et à la construction d'un monde plus équitable et plus humain.

En faisant connaître ces différentes associations qui ont tendance à se multiplier mais aussi à se regrouper au niveau régional, et en contribuant à l'harmonisation et donc à l'efficacité de leurs activités respectives, vous jouez un rôle crucial dont l'importance continuera à s'accroître à proportion du resserrement des liens entre les groupes et les individus dont tout indique qu'il se poursuivra dans les décennies à venir.

En ce jour où vous êtes réunis pour mesurer ensemble le chemin parcouru et pour vous préparer à répondre aux besoins nouveaux qui se feront jour à l'approche du troisième millénaire, je vous adresse tous mes vœux de succès dans votre noble entreprise.

L'ONU, qui a toujours entretenu les relations les plus étroites et les plus fructueuses avec l'Union des associations internationales, est heureuse de s'associer à la célébration du quatre-vingtième anniversaire de sa fondation.

En son nom, je tiens à vous féliciter de l'oeuvre immense que vous avez, d'ores et déjà, accomplie tout au long d'un siècle assurément marqué par les plus grandes tragédies mais aussi par le constant rapprochement des nations et des peuples que vous avez facilité, orienté et guidé.

Permettez-moi de vous encourager à développer vos activités au moment où la suppression des barrières matérielles et spirituelles qui séparaient le monde en blocs rivaux libère les énergies des hommes et donne un nouvel élan à leur volonté d'échanges et de coopération.

La mise en oeuvre de leur solidarité au sein d'un réseau bien ordonné d'associations internationales a but

Message de T. Zoupanos

Office européen des Nations Unies

Monsieur Jan Mértenson, directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, regrette vivement que des obligations officielles l'empêchent d'être parmi vous aujourd'hui pour vous adresser de vive voix ses vœux les plus sincères, à l'occasion du 80ème anniversaire de la fondation de l'Union des associations internationales.

Ce 80ème anniversaire correspond en effet à une période essentielle dans l'histoire des relations internationales, une phase qui souligne, plus que jamais, la nécessité d'un multilatéralisme dynamique et fécond, basé sur la conscience des défis à relever, certes, mais aussi des chances à saisir.

Les Nations Unies ont pu compter, depuis leur création, sur votre appui actif, sur votre soutien compétent et éclairé en maintes circonstances : nous en sommes profondément reconnaissants, conscients du fait que sans cette détermination dont vous faites preuve, sans cette pleine adhésion aux principes et objectifs de la Charte que vous avez choisie, nous serions aujourd'hui moins forts, moins assurés de voir aboutir notre effort pour un avenir meilleur.

Aujourd'hui en effet, cet effort prend un sens tout particulier : les changements fondamentaux survenus en Europe centrale au cours de l'année passée ont de fait ouvert de nouvelles et brillantes perspectives à l'évolution tant de l'Europe que de la communauté internationale dans son ensemble. Certes, le danger d'un conflit né de l'escalade de la tension dans le Golfe se précise; certes, la paix

et la sécurité ne sont encore que chimères en certaines régions; certes, le progrès économique et social est bien loin d'être satisfaisant sous certaines latitudes; certes enfin, les droits de l'homme sont encore trop souvent niés, ignorés, bafoués, au nom d'une raison d'état dont la légitimité est bien fragile.

Mais force est de constater que les Nations unies, comme les diverses associations ici représentées sont aujourd'hui en mesure d'agir mieux, d'agir davantage dans le sens de l'édification de ce monde de paix, de sécurité, de justice et de respect de l'individu que prône la Charte.

L'autorité retrouvée du Conseil de sécurité des Nations Unies, la solidarité nouvelle qui vient de se faire jour au sein de la communauté internationale nous autorisent aujourd'hui à croire — envers et contre tout — en un futur où l'Organisation mondiale sera en mesure d'assumer pleinement le rôle que lui ont confié les auteurs de la Charte.

Je sais, nous savons que nous pourrions compter sur vous, sur ce dévouement, cette loyauté et ce dynamisme que vous avez su, des décennies durant, mettre au service de l'être humain, quel qu'il soit.

Ces qualités nombreuses qui sont les vôtres seront — vous le savez — plus précieuses que jamais au cours des temps à venir: soyez assurés du fait que les Nations Unies les apprécient à leur juste valeur, à leur vraie valeur.

Message de Salah Chérit

Directeur du Centre des Nations Unies pour le Bénélux et
Bureau de liaison avec les Institutions des Communautés européennes

Je souhaiterais, pour ma part, au nom du Centre des Nations Unies à Bruxelles, et en mon nom propre saisir l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui pour féliciter chaleureusement l'ensemble des membres de l'Union des Associations internationales ainsi que leur Président et leur Secrétaire général. L'étroite collaboration et les relations privilégiées qui nous unissent depuis plus de quinze ans, nous sont précieuses. Vous n'avez jamais cessé d'inciter le grand public à s'intéresser et à participer davantage à la réalisation des objectifs et des programmes de notre Organisation mondiale. Vous n'avez jamais également cessé d'appeler les plus hautes personnalités à appuyer davantage encore la Charte des Nations Unies. L'ONU se félicite de votre action et vous considère comme de véritables partenaires dans une tâche de paix, de justice et de pro-

grès - idéaux qui s'avèrent de plus en plus nécessaires au moment où l'Humanité vit un tournant de son histoire.

M. Javier Pérez de Cuéllar, secrétaire général des Nations Unies, note à ce propos dans son rapport sur l'activité de l'Organisation pour 1990 que *«le règlement des différends, le respect des droits de l'homme et la promotion du développement — tels sont les fils qui, ensemble, tissent la trame de la paix; que l'un d'eux vienne à manquer et le tissu se défait»*.

Je suis persuadé que cette même conviction vous anime et je suivrai pour ma part avec beaucoup d'attention vos débats qui viendront, sans nul doute, enrichir la réflexion internationale sur un thème qui est d'une actualité certaine et par conséquent on ne peut plus important.



MESSAGE DE FEDERICO MAYOR

Directeur général de l'Unesco

Si l'on veut consolider dans le sens d'un développement irréversible des libertés individuelles et d'un progrès économique et social durable les nouveaux rapports qui s'établissent dans ces pays entre l'Etat, la société civile, les groupes et les individus, il faut que ces sociétés puissent bénéficier d'une expérience du type de celle qui a été accumulée par des organisations internationales telles que votre Union. A mon sens, il s'agit là certainement d'un domaine d'action privilégié pour l'UAI dans les prochaines années.

Mais l'euphorie suscitée par la chute du Mur de Berlin, ne supprime pas l'angoisse face aux conflits qui persistent dans le monde, face au dénuement du tiers monde. N'est-il pas nécessaire que les pays nantis se souviennent aujourd'hui des responsabilités qui leur incombent aussi dans les relations nord-sud ? Les vents de la liberté qui ont commencé de souffler l'an dernier laissent entiers nombre de problèmes qui conditionnent l'avenir de l'humanité: les injustices et les inégalités, plus criantes que jamais, en matière de développement ne sont, vous le savez, que l'un de ces problèmes. C'est sans doute sur cet axe nord-sud que se situe, le défi majeur de notre temps, que l'action des organisations gouvernementales et non gouvernementales doit viser à relever en priorité.

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES, 1/1991 5

Dans un discours prononcé en 1909, le président fondateur de l'UAI constatait déjà l'essor d'une coopération scientifique et culturelle internationale et préconisait le développement de relations de peuple à peuple. Bien plus tard, et dans un contexte historique différent, les fondateurs de l'Unesco devaient proclamer, dans l'Acte constitutif de l'Organisation, *«qu'une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et suivie des peuples et que, par conséquent, cette paix doit être établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité»*. Ainsi se concrétisaient les espoirs des fondateurs de l'UAI : une organisation naissait qui, bien que composée d'Etats, aurait pour vocation de promouvoir, par-delà les frontières, l'éducation, la science et la culture, en associant à son oeuvre organisations professionnelles et représentant les opinions publiques.

L'accroissement des libertés fondamentales dans les pays de l'Europe de l'Est — dont la chute du Mur de Berlin a été, il y a un an, le symbole —, résulte de l'émergence de ce qu'on appelle aujourd'hui une «société civile», qui a été un moteur essentiel des réformes entreprises, qu'il s'agisse de groupements syndicaux, de mouvements religieux ou de mouvements agissant en faveur des droits de l'homme.

Mais loin de moi l'idée de préjuger le cours que l'Union, maintenant octogénaire, imprimera à sa destinée — je la lui souhaite, en tout cas, vive et heureuse. A ces vœux traditionnels de succès et de longue vie, j'ajoute les

remerciements chaleureux de l'Unesco pour la coopération particulièrement fructueuse qui n'a cessé de se développer, au cours de ces dernières années, entre nos deux organisations. Bonne route!

L'UAI 1910-1990

par
JACQUES RAEYMAECKERS
Secrétaire général
de l'UAI

En survolant les quatre-vingts ans d'existence de l'Union des associations internationales, j'en évoquerai les diverses étapes, rendant les hommages dus à ceux qui l'ont créée et, au fil des ans, en ont fait ce qu'elle est en 1990.

Mais je m'efforcerai surtout de montrer que dans un monde bien différent aujourd'hui de celui où notre Institut est né, ses principes et ses objectifs sont plus actuels que jamais et que tout en y restant fidèle, il a su s'adapter aux mutations des circonstances, de manière à pouvoir répondre aux tâches et situations nouvelles qui se présentent à nous en cette fin du vingtième siècle.

L'Union des associations internationales est issue du premier Congrès mondial des associations internationales tenu à Bruxelles en 1910 sous la présidence du ministre d'Etat Auguste Beernaert, Prix Nobel de la Paix (1909).

Ce n'est pas par hasard que l'UAI a pris naissance dans une région du monde qui, en dépit et peut-être aussi à cause de ses vicissitudes et de ses malheurs, a eu le privilège — plus tôt que d'autres — d'assister à une grande concentration d'associations internationales et d'y reconnaître le droit d'association, avec les autres libertés.

Selon ses statuts, le premier objectif de l'UAI est « de concourir à un ordre universel fondé sur des principes de dignité humaine, de solidarité des peuples et de libre communication ».

On trouve là les deux éléments correspondant à la conception de nos pères fondateurs, le Sénateur Henri La Fontaine (Prix Nobel de la Paix 1913) et l'avocat Paul Olet (le créateur de la documentation moderne, promoteur de la classification décimale universelle):

1) en premier, l'internationalisme, terme alors audacieux dans l'Europe des nationalités sortie du XIX^e siècle, et dont les artisans cherchaient à introduire un état de droit dans les rapports entre nations, à la place de ce que par un euphémisme, Hobbes qualifiait d'*«état de nature»* et qui revenait, en somme, à la loi de la jungle.

2) en second, au service de cet objectif d'internationalisme, le documentarisme, répondant à l'idée que des rapports harmonieux entre les hommes ne peuvent provenir que d'une meilleure compréhension mutuelle, donc d'une bonne communication.

De là découle également la conception de la *«double société»*, énoncée en 1913 par l'UAI, et qui prévoyait une organisation internationale reposant sur deux piliers, l'un relevant du secteur public, l'autre du secteur privé non lucratif. Et cela afin de tenir compte du fait que les relations et intérêts humains sont groupés — soit géographique-ment, c'est-à-dire en Etats — soit par similitude d'objets et de fonctions, c'est-à-dire en associations. On y retrouve en germe la notion de transnationalité des associations, consacrée lors du Forum de l'UAI de 1980.

Par une remarquable vision de l'avenir, nos fondateurs appelaient ainsi de leurs vœux une organisation internationale comprenant simultanément une entente des Etats au sein d'une «Société des nations» et un rapprochement des organismes non lucratifs au sein d'une «Union des associations».

Telle est donc la base sur laquelle s'est bâtie notre Institut.

La période suivant la deuxième guerre mondiale a vu la consécration de la nouvelle diplomatie institutionnelle, marquée par l'augmentation du nombre des organisations intergouvernementales. Des organisations variant: selon l'extension géographique, du régional à l'universel; selon les compétences, du spécialisé au général; selon les engagements, d'une simple confrontation des points de vue à une alliance, à une intégration.

Parallèlement et de façon complémentaire à l'évolution multilatérale du «secteur public» international, se développait celle du secteur privé et de ses solidarités.

Les sciences humaines ont orienté les recherches et les études dans les nouvelles perspectives d'une société désormais ouverte ou en voie de l'être. Ainsi, le professeur Merle de l'Université de Paris, membre éminent de notre conseil, a été des premiers, dans sa *Sociologie des relations internationales*, à reconnaître la survenance du nouvel acteur.

Cette double évolution dans le secteur privé, entrevue et préconisée au début du siècle par des esprits éclairés, a été considérablement accélérée au cours de ces dernières décennies par divers facteurs réagissant les uns sur les autres : la décolonisation qui a porté aux limites de l'univers les relations entre Etats; les progrès étonnants de la

technique, notamment celle des communications; la chute des cloisonnements entre les divers domaines politique, économique, social, du développement, des droits de l'homme — tout en créant un sentiment croissant d'interdépendance globale, sinon de solidarité vis-à-vis de nos semblables.

Plus de vingt-cinq mille organisations et associations internationales opèrent aujourd'hui dans le monde. Elles se caractérisent par une extrême diversité de nature, d'objets, de structures, de méthodes, qui ne sont que le reflet des multiples facettes de l'esprit humain.

L'explosion quantitative des associations (souvent désignées et parfois plus connues sous les termes ONG ou OING) au lendemain de la deuxième guerre mondiale a bouleversé la structure et les objectifs de l'UAI qui en 1910 groupait la plupart des quelque 400 associations alors existantes et qui est devenue en 1951 un institut mondial indépendant, tout en conservant par tradition sa dénomination d'origine.

Forte d'une documentation unique constamment tenue à jour sur les associations et réunions internationales, héritière des 12 millions de fiches manuscrites établies par Outlet, l'UAI a pu, dès 1970, grâce surtout à l'appui du gouvernement du pays-hôte et au mécénat, se doter d'instruments informatiques adéquats, lui permettant une abondante production de publications: la plus connue de celles-ci est le *Yearbook of International Organizations*, qui en est à sa 27ème édition et bénéficie du patronage officiel des Nations Unies; il faut citer aussi l'*Encyclopedia of World Problems and Human Potential*, la série des Statuts d'associations internationales, l'*International Congress Calendar* et la revue bimestrielle *Associations transnationales*.

Sa longue expérience dans le recueil d'informations sur les mouvements associatifs internationaux, informations généralement dispersées et peu disponibles, en même temps que sa connaissance de l'ensemble du réseau des associations, a placé tout naturellement l'UAI au centre des recherches qui, aujourd'hui, se développent très largement dans ce secteur et méritent l'attention des milieux académiques. Notre Forum mondial des associations internationales de 1980, qui a fait événement en

consacrant la notion de transnationale, et à sa suite en 1984 le Colloque international sur l'identité associative en Afrique, ont eu un grand retentissement.

Sur le plan juridique, il faut citer, comme l'a fait Monsieur le ministre Eyskens, la participation active de l'UAI aux travaux préparatoires ayant conduit à la signature en 1986 de la Convention du Conseil de l'Europe sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales, convention qui entrera en vigueur le 1er janvier 1991 et donnera aux associations et fondations internationales des moyens d'action accrus.

Dans la filiation de l'UAI, il convient de citer la création en 1949 de la Fédération des associations internationales établies en Belgique (FAIB), à l'image de celle de la Fédération des institutions internationales semi-officielles et privées établies à Genève (FIIG), créée dès 1939, tandis que naissait à Paris en 1977 l'Union des organisations internationales non gouvernementales établies en France (UIOF), et plus récemment à Londres un organisme de même nature (l'International Associations Forum). Ces quatre fédérations viennent de tenir leur réunion annuelle à Bruxelles pendant ces journées commémoratives.

Enfin, aboutissement d'un effort mené par l'UAI depuis ses origines, une fondation d'utilité publique a été créée en 1982 à l'initiative de la FAIB, par laquelle le gouvernement-hôte a mis à la disposition des associations internationales, pour y établir leur siège ou y tenir leurs réunions, la Maison des associations internationales, qui abrite nos travaux.

Je voudrais pour terminer exprimer les sentiments de reconnaissance de notre Institut aux autorités nationales et internationales pour leur fidèle soutien, et rendre hommage aux oeuvres de nos présidents et de mes prédécesseurs le chevalier Speckaert et l'ambassadeur Fenaux, à qui l'UAI doit d'avoir suivi une tradition de continuité et de progrès et d'être à même aujourd'hui d'aborder avec confiance les tâches qui s'ouvrent à elle dans les perspectives d'avenir.

Remarks on régional coopération

by
CYRIL RITCHIE
LIAI Council Member,

President of the Federation of International Institutions established in Geneva

Introduction

As a Federation of 120 extra-governmental organizations established in Geneva, and having itself celebrated its 60th anniversary last year, FIIG is particularly proud to be associated with the 80th anniversary of the indispensable Union of International Associations. We convey our warmest greetings and good wishes. We think with particular

esteem and affection of those three UAI stalwarts present here in this room, the UAI Secretaries-General Speckaert, Fenaux and Raeymaeckers. We also pay tribute to the deeply regretted UAI President Casadio, whose untimely death last year leaves us ever more fully realizing how vast was his contribution to international cooperation. We wish you well, Mr President Vanistendael, as you carry forward the leadership and primacy of the UAI: we have full confidence

in your sagacity and diplomacy, and we will support you to the hilt in your task.

I was asked a few days to make some remarks this afternoon on regional cooperation. Given time and other constraints, I will simply raise some issues and some questions that I believe should be looked at in greater depth during tomorrow's commemorative seminar. My thoughts are not original, and I have drawn heavily on work done by my NGO colleagues.

Networking

NGOs are producers as well as consumers of knowledge. The form and content of this knowledge must be such that it is widely useable — above all for sharing with fellow NGOs of the same region confronted by many similar problems. This requires regional networking.

Networking is the process of being willing to listen and learn from each other. Networking implies a process in which no one claims ownership of an idea. Two types of networking are: (1) functional — stressing participation, applicability, and pragmatism; (2) institutional — stressing membership, coordination, and formalities. Regionally at least, the former is more desirable.

The keys to successful networking are common needs, unifying platforms (shared ideologies), democratization of information and global communication. Regional networking is one means of fostering self-reliant development. Such networks can usefully be set up around particular issue orientations, e.g. women, environment, credit, refugees, etc. Regional networks which have a real constituency in their voluntary membership could exchange: publications and videos regarding grassroots experiences and field level experiments; documentation on successes and failures; resources such as expertise and training; volunteers to work in each others' countries for short periods of time.

Regional networks can fulfill three functions: (1) to give a supplementary voice to NGOs vis-à-vis governments and the public; (2) to gather information on NGO communities and to disseminate it transnationally; (3) to provide a regional forum for members to discuss common issues and problems. All of these should help NGOs to avoid repetition of past errors and to better prepare for future programming and advocacy.

I invite participants to take up these topics in the course of tomorrow's seminar, with a view to seeing precisely how we can work together in the future.

NGO relations with government

One of the fundamental reasons that NGOs have received so much attention of late is that they are perceived to be able to do something that national governments can not or will not do. Most NGOs have no intention or desire to supplant or compete with the state in their development efforts; on the contrary in both the North and South most NGOs continue to interact heavily with governments. Regional NGO networks may however fail in a no-mans land, having neither a juridical nor practical link with any national government and lacking a valid intergovernmental interlocutor in most regions. In this respect the relationships established by one regional IGO, the Council of Europe, are most instructive. Perhaps the seminar tomorrow will examine the opportunities created by the Council of Europe-NGO partnership, and also the growing problems created by the plethora of NGOs acquiring formal Council of Europe status.

Relations between NGOs and governments vary drastically from country to country. Some NGOs derive much support and encouragement from their government; they are registered with the government and may often work in close collaboration with it. NGOs may also frequently need to work closely with government as a way of avoiding antagonizing the authorities. Most NGOs and other people's movements in Latin America have functioned historically as an opposition to government, while in Eastern Europe in the last 40 years NGOs were permitted to exist as puppets or mouthpieces of governments or of the ruling party. Today in many of the newly democratic countries NGOs see themselves as playing a crucial role in the strengthening of civil society. How can regional NGO networks help this process?

NGOs from both the North and South accept funds from governments. While contributions from northern governments are increasing in scope and magnitude, accepting such funds can compromise an NGO and pose a serious threat to its integrity, autonomy, and advocacy role. NGOs differ on accepting money from those they want to change: some say it is not right to take money from those they oppose; others say that it creates an involvement and opportunities for dialogue. Once again regional NGO networks find themselves in a sort of void. Are there opportunities for regional NGOs to be financed by regional inter-governmental organizations? Tomorrow's seminar might well look at the present and future possible roles of the African, Asian and Inter-American Development Banks.

Institution building

Policies and plans for human activity, no matter how well conceived, are in the last resort no better than the institutions, legislation and other procedures used to translate them into action.

Bodies set up to foster regional NGO activity must be designed to promote new concepts and provide leadership in such fields as NGO management development and institution building. Indeed some of the most effective NGO regional networks — FAVDO in Africa, ANGO in Asia — have given high priority to serving their members in the area of institutional development. Tomorrow's seminar may consider how NGO networks can further help NGOs, old and new, to be more responsive to change, capable of changing themselves and suitable for promoting change by others. Given the well-known tendency of institutions to perpetuate themselves, which may lead over the long term to a redundant and cumbersome bureaucracy, we should not exclude the consideration that institutions should not outlive their original purpose.

Institutions, however, are ineffectual unless they have access to and control over the resources necessary for operation. Insufficient funding of NGOs and of their networks is a major obstacle to implementing otherwise well-intended policies and is one of the principal causes of crises in NGO management, in industrialized and developing countries alike. Resource bases, therefore, will be an important consideration when the seminar discusses recommendations relating to regional NGO networks.

Conclusion

Mr President, I hope these few disparate remarks will be of some use for the discussions tomorrow. May I close by once more assuring the Union of International Associations of FIG's solidarity, friendship, and readiness to cooperate fully in facing the future.



I CONCLUSION

par
PIERRE HARMEL

Ministre d'Etat ancien premier ministre
et ministre des Affaires étrangères
de Belgique

Célébrer le quatre-vingtième anniversaire de l'Union des associations internationales, c'est couvrir presque tout le vingtième siècle; c'est constater les changements intervenus pendant cette période à la fois longue et courte; et c'est mieux comprendre alors le pourquoi d'un développement sans cesse accru du mouvement associatif international.

Quand on aura plus de recul, on s'apercevra sans doute que le vingtième siècle de notre ère est celui des mutations qui ont fait naître un autre monde.

Nous savons déjà que les découvertes de la médecine et leur application pendant ce temps ont engendré un phénomène que l'on n'avait jamais connu: l'espérance de vie aura presque doublé en moins de cent ans, et la population de la terre se sera multipliée par cinq. Quand le siècle sera bientôt terminé, les pays de la zone de développement, au Sud, abriteront les quatre-cinquièmes de l'humanité.

Un deuxième phénomène : grâce notamment à la décolonisation, le nombre d'Etats souverains aura triplé, et en ces années de fin de siècle, nous assistons chaque mois à de nouvelles proclamations d'indépendance.

Troisième événement: l'accélération du progrès et des techniques les plus audacieuses ont rendu chaque lieu de la planète présent et visible à l'ensemble des hommes, et chaque vivant peut être entendu aussitôt par tous les autres. En même temps, la multiplication des moyens de transport rapides accroît à l'infini les déplacements définitifs ou occasionnels tout autour de la terre. La victoire sportive de Florence Arthaud, la semaine dernière, cette course exemplaire, a été vue et entendue dans chaque continent, au moment même où elle s'accomplissait.

Ce siècle apparaîtra encore comme celui d'un déploiement inouï des échanges de culture, celui d'une aspiration unanime à la croissance économique continue, celui du déclin progressif, au sein des pays développés, des classes sociales très tranchées et leur remplacement par une vaste classe moyenne.

Enfin, on pourra dire de ce siècle qu'il aura surtout été celui d'un vrai progrès de l'humanité, si les libertés humaines continuent à se substituer aux servitudes, si des valeurs universelles viennent à conforter un ordre de paix plutôt que des rapports de force, et si les efforts de justice sociale fondent une nouvelle solidarité des peuples.

Cet ensemble de changements compose un tout autre monde, une autre société universelle que celle des siècles révolus. De tels événements ont exercé, depuis quatre-vingts ans, une grande influence sur la croissance du mouvement associatif international et en retour, le rôle des mouvements associatifs aura accéléré ces changements.

Depuis quatre-vingts ans, l'UAI dénombre les secteurs scientifiques, culturels, juridiques, éducatifs, d'assistance médicale ou hospitalière, de solidarité sociale où se sont déployées les associations volontaires pour provoquer, accompagner, intensifier la grande mutation du monde contemporain. Il suffit d'en donner quelques exemples.

C'est la connaissance immédiate des détresses survenant en quelque coin du monde et la possibilité physique de rejoindre rapidement ces lieux de cataclysme qui a

provoqué et permis la naissance d'associations comme celle de Médecins sans frontières et l'action d'innombrables groupements spontanés pour venir au secours de chaque détresse collective.

C'est la voix déchirante des appels à la liberté humaine, mais aussitôt perçue, qui a engendré et déployé un mouvement comme Amnesty International.

C'est, dans l'Europe du Centre et de l'Est, l'association spontanée et répétée de foules immenses de citoyens pacifiques et résolus, qui a forcé les changements de régime et a gagné de proche en proche.

On ne peut pas nier non plus que la négociation tendant à la réduction des armements et à l'établissement d'un ordre de paix doive quelque chose aux mouvements pour la paix qui ont rassemblé tant de coopérateurs bénévoles.

Si enfin, au moins dans les sociétés développées, l'écart entre les classes sociales les unes trop riches et les autres trop pauvres a été comblé, qui peut mettre en doute que les mouvements sociaux, syndicaux et professionnels, y ont joué un rôle majeur? On voit, par ces exemples, que le rôle des associations non gouvernementales aura, dans ce siècle, été déterminant. Et c'est sans doute le moment de constater aussi que partout où ces mouvements ont déployé leur effort avec une ardente conviction, mais sans violence, ils ont été entendus, respectés et suivis. Tandis que là où naissait le tumulte, où s'employait la force physique, les buts poursuivis étaient moins bien compris et entendus.

Il existe une philosophie associative. Tous les mouvements sociaux qui ont engendré le changement sont toujours nés du désintéressement, de l'engagement pour ces causes nobles, et du groupement d'hommes et de femmes qui ont généralement consacré le meilleur de leur vie aux objectifs qui les réunissaient.

Le mouvement associatif ne fera que croître au fur et à mesure que, de par le monde, les libertés et ses initiatives qu'elles engendrent nécessairement fleuriront. Et le mouvement associatif international se déploiera plus encore au fur et à mesure que la conscience de l'interdépendance des peuples deviendra plus vive.

Un bref regard sur le siècle qui s'achève explique ainsi pourquoi, à côté des institutions publiques nationales et internationales, le rôle des organisations non gouvernementales a reçu une consécration évidente. Au terme de ces quatre-vingts premières années de l'UAI, nous devons nous réjouir de ce que les associations qu'elle groupe aient tant fait pour le déploiement de la société moderne, et de la nouvelle vie internationale.

On and around the UIA's 80th anniversary celebrations

Notes by Christian de Laet *

A question noted during the 80th anniversary debates relates to the increasing participation, and commitment, of the « independent sector(s) » in the public good. A number of organisations are seen to rise and occupy some of the social, environmental fields of collective services that are progressively vacated by governments, in their presumed failure to secure from them adequate fiscal or electoral harvests.

From « handmaidens and jobbers » * * to governments, to active entrepreneurs in the provision of collective (rather than « public ») goods and services, the hybrid (public-private) sector must necessarily be concerned with renewed visions and *raison d'être*, new missions and adequate (including self-sustaining) resources to carry them out.

In such a conspectus, are we to envisage the rise of a new set of societal forces vives with concomitant effects on political and economic processes? What alternances should be envisaged to offset unchecked growth of eventually unaccountable power and dominance?

if institutions no longer cover the whole possible range of activities allowed to conventional societal role players (assuming they ever did), the intervening spaces showing on related « activity maps » are left to associations or to individual entrepreneurs to explore and eventually occupy. From a formal institutional point of view, such interstices in the coverage of « public » goods and services are not easily perceived to exist, much less acknowledged to be relevant to the eventuality of change. Yet, interstitial spaces have the capacity to shelter from formal attention problems which, however ignored by official discourse, can grow to unmanageable proportions (cf. Kimon Valaskakis and the CATO experiment as a possible solution).

As institutions appear to find it progressively more difficult to manage the boundary layers of their systems' purview, a class of problems may arise which can escape overlong the regulatory control of governments. What was at first legitimate space for innovative entrepreneurs in search of new adventures «in the nature of trade», may become an uneven field of play and, at the limit, a festering ground for extortion or corruption. It is because such

spaces and contingencies cannot be fully mapped, much less monitored or regulated from the center outward that the growing presence of an independent sector must also be praised. Conceptual insights into societal ills rising in untenanted areas have been studied, often in cultures and in sites from which their observation is not so heavily biased by the opacity or the self-interest of the formal analysts of the ruling system. A notable example was found recently in Delhi, in the «think tank »-type, creativity-driven sessions of a small group of intimate intellectual explorers (Judge, Revi, Prakash, Khosla et al.). A particular aspect of the discussions aimed at describing the preconditions for « corruption », the seeds of its onset and the outcome of its potential growth, in three-dimensional diagrams. Analogies with health conditions (e.g. rheumatism) to blood-money circuits, to water flows in natural ecosystems, all built up a fascinating interdisciplinary imagery which quickly became the natural «currency» of the debates. «Alternances», «pumping effects», «breathing and fibrillation» aspects and other images drawn from a wide variety of academic and professional backgrounds, all tended to point to pictorial and eidetic information as a useful adjunct to, if not ultimately a substitute for, increasingly inefficient «verbal» systems of communications.

Much of the concern for alternative ways of presenting futures-oriented information is addressed in the forthcoming third edition of UIA's *Encyclopedia of World Problems and Human Potential*, shortly to be available in two volumes at UIA headquarters in Brussels.

There is a rising interest in developing a «Ways of Knowing » constituency which link the efforts of social, health, economic, environmental and other « human » sciences. The search for new paradigms, it is suggested, should proceed from levels at least two orders deeper than the present layer of conventional discourse; the intermediate order being the awareness that structural change is occurring worldwide but without, as yet, the competence of designing the requisite societal tools to remedy the condition.

The UIA is formally an association of people who are concerned with the necessity, and the usefulness, to provide broad-based «safety nets» for the pursuit of human evolution and, perhaps more prosaically, for the development of the common good. From a rich ferment of societal change inspired and nourished by distinguished Belgians early this century (among whom, two Nobel laureates), the

* Chadwick Alger and Christian de Laet animated the November 30 public debate on various implications of «regionalism» for the « associative » principle of which a summary of debates will be available through the Secretariat.
** The caricatural image is for emphasis.

association «phenomenon» has progressively found its way in the legal statutes of many modern nations and, more recently, international covenants.

It may be argued that countries and regions not part of the first industrial revolution («continent»-led in the 12th century) nor of the second European revolution (England-led in the 18th century) were not faced with the «necessity» of inventing what land-bound communal life and living provided all along in terms of associative significance and experience, in response to human needs for equity, participation and efficiency (cf. D. Temple on Distributive Economics, *UIA Revue* ***). It may also be argued that associative rights needed to be spelled out as a double response: to the rising capacity of nations to produce social thinkers who would map out overall strategic needs of humanity and, on the local arena of nation-states, to the necessity to provide safety valves against the imperatives and the excesses of strong remnant feudalism.

Whereas the day-to-day aspects of «association» are met by an information-communications function which involves international association by the hundreds as «associate» members, the Union itself is thus one of indi-

viduals who, reasonably, are expected to rise more easily in the articulation and the defense of associative principles

At the just-concluded General Assembly, 35 new members were elected, 15 women among them. The new members also spread the geographical base of the so-far significantly European-based membership. The deliberations pointed to a yet wider diffusion of the Union's reach throughout the world: the agreement in principle on certain desirable concomitant goals in the programming of UIA studies, research and other activities augurs well for the future, and for the success of the present biennium.

In 1992, Montreal will be the site of many national and international activities, in celebration of the 350th anniversary of its European establishment as well as the bicentennial of responsible Parliament in Upper and Lower Canada. Since the year would also bracket the 80th anniversary of the Nobel award to Henri Lafontaine, founder and president of the UIA and precursor of the League of Nations, it is proposed that the UIA hold its first General Assembly in Montreal in association with the local involvement with the Earth Summit '92, the UN Conference on Environment and Development to be held in Brazil.

*** *Transnational Associations*, 1988, 18-23.

Assemblée générale de TUAJ

29 novembre 1990

L'Assemblée générale des membres actifs (*) de l'UAJ s'est réunie à Bruxelles le 29 novembre 1990, à la Maison des associations internationales, sous la présidence de M. le ministre d'Etat A. Vanistendael.

Elle rend hommage aux membres décédés depuis la dernière Assemblée: MM. Hercik, Modinos, Sauvy et tout spécialement au très regretté Président F.A. Casadio. Une minute de silence est observée à leur mémoire.

Quatre rapports sont successivement entendus par l'Assemblée: rapport de gestion présenté par l'ambassadeur J. Raeymaeckers — on en lira le texte complet ci-dessous, rapport sur les publications et le système informatique présenté par M. A.J. Judge, rapport sur le département «Congrès et services» par Melle G. de Coninck, rapport financier par M. Hiernaux.

Les quatre rapports font l'objet d'un débat et sont approuvés. L'Assemblée approuve également les comptes de recettes et de dépenses des années 1988 et 1989, ainsi que les prévisions budgétaires pour les années 1990 et 1992.

L'Assemblée examine ensuite la liste des personnes qui lui sont proposées à la cooptation par le Conseil. Une liste complète des membres actuels de l'UAJ sera publiée dans un prochain numéro de la Revue.

L'Assemblée procède à la désignation des membres du Conseil. Comme prévu par les statuts, le mandat d'une moitié de ceux-ci vient à expiration. D'autre part, deux membres sont décédés et deux membres ne sont pas candidats à la réélection. Enfin, les statuts ayant élargi la composition du Conseil, il reste 4 postes disponibles. L'Assemblée procède à la réélection des 7 membres qui

se représentent et de 8 nouveaux membres proposés. Le nouveau Conseil ainsi constitué tient sa première réunion immédiatement après l'Assemblée générale et fixe les différentes fonctions à répartir entre ses membres; la composition du Conseil pour la période 1990-92 est donc la suivante :

M. le Ministre d'Etat August VANISTENDAEL, président
M. Paul CARON, vice-président
Melle Raymonde MARTINEAU, vice-président
Dr. S.K. SAXENA, vice-président
M. Paul HIERNAUX, trésorier général
M. Jacques RAEYMAECKERS, secrétaire général

Membres :

M. F.W.G. BAKER
Prof. Christian DE LAET
Prof. Philip EVERTS
Prof. Johan GALTUNG
M. Fritz HONDIUS
M. Georges MALEMPRE
Prof. Marcel MERLE
Prof. Grigori MOROZOV
M. Pierre. PESCATORE
M. Andrew RICE
M. Cyril RITCHIE
Mme Myriam SCHREIBER
M. Egon SLOPIANKA
Prof. Gianni TIBALDI

La prochaine Assemblée de l'UAJ se tiendra en 1992, le lieu n'en est pas fixé.

(*) Rappelons que les membres actifs de l'UAJ sont des "personnalités qui s'intéressent particulièrement à l'objet de l'UAJ... seuls ces membres participent à la direction et à la gestion de l'organisation ».

Rapport d'ensemble du secrétaire général sur les activités de TUAI

novembre 1988 - novembre 1990

présenté à l'Assemblée générale de l'UAI du 29 novembre 1990

Je vais avoir l'honneur de vous présenter le rapport sur les activités de l'UAI pendant la période écoulée depuis la dernière réunion de l'Assemblée générale en 1988, — une période qui restera avant tout pour notre Institut, marquée par le deuil.

Comme précédemment, j'y procéderai en introduisant successivement les rapports relatifs à nos trois départements.

Quelques chevauchements inévitables s'y présentent; ils reflètent les relations étroites existantes des activités considérées.

Situation financière

Vous trouverez dans vos dossiers les documents comptables relatifs aux années 1988 et 1989, ainsi que les prévisions budgétaires pour les années 1991-1992, établis par Melle Devillé, et soumis à l'approbation de l'Assemblée par M. le trésorier général.

Les chiffres font apparaître qu'à peu de chose près, l'équilibre est atteint sur les deux exercices.

Le poste des recettes le plus important reste de loin celui relatif aux publications issues de notre banque de données et couvre la majeure partie de ses coûts de fonctionnement.

Lés relations avec le partenaire commercial chargé des activités d'édition et de distribution restent placés sous le signe d'une collaboration vigilante (d'autres aspects de ces relations et de leur évolution sont évoqués dans le rapport du département des communications et recherches).

L'autre part de nos rentrées provient des cotisations et services aux membres associés, et reste en progrès constant.

Enfin des subventions régulières attestent l'intérêt traditionnel que les principaux Etats-sièges portent à notre institut et revêtent une signification symbolique appréciée.

Les prévisions pour 1991 et 1992 vous sont également présentées. De toute évidence, la conjoncture mondiale comporte des incertitudes qui commandent plus que jamais la poursuite de la gestion prudente suivie jusqu'à présent.

Services généraux, revue, études

Comme précédemment, les services dits «généraux» groupés sous l'aile de Melle Devillé, ont rempli les multiples exigences qui découlent, pour l'ensemble de

l'UAI, d'une politique du personnel, de l'économie de la maison, des diverses demandes extérieures, des relations avec les services publics et privés, des contacts avec les associations, de l'accueil des visiteurs et bien d'autres tâches.

C'est ici que je voudrais rendre hommage une fois de plus au personnel du secrétariat général de l'UAI pour la qualité de sa collaboration et pour son dévouement à la poursuite des objectifs de notre Institut.

Au cours de la période envisagée, j'ai pour ma part, poursuivi la tradition de rapports confiants, tant avec les autorités du pays hôte qu'avec les instances internationales, à la fois sur le plan officiel et personnel. J'ai notamment rendu visite à M. Mårtensson, directeur général de l'Office européen des Nations Unies à Genève, en marge de ma participation à la commémoration très réussie des 60 ans de la FIG.

Ultimeurement, j'ai eu un entretien avec M. Dondelinger, le commissaire européen traitant de l'Europe des citoyens. Je l'ai trouvé très conscient du rôle croissant que le mouvement associatif est appelé à y jouer, et sa présence aujourd'hui comme orateur au déjeuner-débat organisé conjointement par la FAIB et l'UAI, en est une preuve.

Très récemment, nous avons été en contact avec des représentants du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations Unies, que la lecture de notre Revue *Associations Transnationales* avait rendus attentifs au grand intérêt que présente pour leur action le rôle joué par le monde associatif.

Ceci m'amène à m'arrêter à la Revue, facteur de rayonnement de l'UAI dont le rôle s'affirme dans les milieux internationaux. Ainsi que je l'ai souligné déjà, elle est tributaire des contributions extérieures; il y aurait certes intérêt à y développer l'apport original de l'UAI, et j'en suis d'autant plus reconnaissant à ceux de nos membres qui ont ainsi concouru au maintien d'un niveau élevé de cette publication.

Par ailleurs, je crois que nous pouvons tous éprouver une légitime fierté à la veille de l'entrée en vigueur de la Convention de 1986 sur la reconnaissance de la personnalité juridique des OING; c'est là l'aboutissement d'une action menée de longue date par notre Institut, et un jalon dans l'histoire de l'associationnisme mondial.

L'UAI continue à suivre des études en cours sur le statut juridique des associations internationales, notamment au niveau européen.

Toujours dans le domaine juridique, je mentionnerai enfin ma participation au colloque organisé par Interphil à Aix-en-Provence en mai de cette année, avec pour thème

«The Law governing Non-profit Organizations other than foundations».

Communications et recherches

M. Judge a préparé comme de coutume un remarquable rapport sur le département qu'il a créé et dont il est l'âme. C'est à la fois un bilan impressionnant et une source d'inspiration pour l'avenir.

Pour ce qui est des publications, vous y relèverez notamment les points suivants :

- l'augmentation du nombre d'organisations répertoriées impose dans la conception et l'édition du *Yearbook* des choix et des décisions;

- à la suite du rmini-répertoire commandité par l'UNESCO, quelque 200 autres ont été réalisés chaque année et représentent de nouveaux moyens de communications avec d'importants groupements d'organisations internationales.

L'exécution du nouveau contrat passé en 1987 avec le partenaire commercial s'effectue jusqu'ici de manière satisfaisante.

M. Judge vous entretiendra encore des perspectives ouvertes par l'apparition ou le développement constants de nouvelles techniques, perspectives qu'il convient d'évaluer au regard de la mission statutaire de l'UAI envers le monde des associations, et aussi d'un souci de limiter notre dépendance vis-à-vis de l'éditeur.

Enfin, je voudrais à nouveau souligner combien notre Institut bénéficie dans les milieux scientifiques internationaux des invitations auxquelles M. Judge accepte de se rendre.

Congrès, services, membres associés

Le rapport que vous fera Melle de Coninck témoigne de la bonne santé de ce département dont elle à la charge.

Ceci se traduit notamment par une augmentation de

la diffusion du Calendrier trimestriel. On sait combien cette publication — qui fait autorité — constitue un baromètre précieux d'une activité associative particulièrement significative, celle des Congrès internationaux.

Depuis janvier 1989, cette publication a entièrement été reprise en charge par l'UAI, ce qui permet actuellement nos moyens techniques, et ce qui accroît notre indépendance vis-à-vis du partenaire commercial. L'expérience s'avère satisfaisante.

Une autre publication, très attendue dans le monde des congrès et unique en son genre, est celle des statistiques annuelles de congrès. Pour répondre à des demandes croissantes, un groupe de travail a été institué en octobre 1990, et doit déposer au printemps prochain des suggestions sur la possibilité d'élargir les études faites dans ce domaine et de les financer.

Les deux dernières réunions annuelles des membres associés, tenues à Bruxelles au début d'octobre, ont suscité beaucoup d'intérêt et sont aussi l'occasion de contacts fructueux entre eux et les représentants d'associations internationales.

Ces diverses activités et l'amélioration constante des services rendus expliquent l'augmentation constante du nombre des membres associés avec sa répercussion sur le chiffre des résultats financiers.

Il en est de même des réunions interfédérations, la plus récente ayant réuni hier la FIG, la FAIB et l'UIOF, avec la participation de l'organisme récemment créé à Londres sous le nom de «International Associations Forum».

La conclusion de ce rapport me paraît être que l'UAI poursuit, dans le respect de ses principes et de ses traditions, une action adaptée aux évolutions, et visant en cette période de grandes mutations, à être prête à faire face aux perspectives nouvelles qui s'ouvrent au monde des associations.

Terminologie et coopération internationale

par Alain Landry *

Summary

INTERNATIONAL COOPERATION AND COMPUTERIZED TERMINOLOGY

The increase in terminological activities with the advent of the computer age results from the proliferation of scientific and technological concepts, from the need for systematic study of concept sets by area of activity and for the designation of such concepts by terms recommended by standardization bodies.

The need to collect, study and publish reliable terminologies led to the creation of the first terminology data banks, such as Eurodicautom, Team, Lexis and TERMUM.

* " Nongovernmental Organisation.

in the larger national and international institutions which play a major role in the transfer of information.

*The author examines the process of terminological computerization in light of the needs described above. The importance of international terminological cooperation is demonstrated with the aid of concrete examples (Arabization and Gallicization, the trend towards complementary in banks, and the contribution made by organisms such as the International Information Centre for Terminology (INFO-TERM), ** the International Standardization Organization (ISO) * * and the Réseau international de néologie et de terminologie (RINT).*

Progrès technologiques et communication de l'information

Dans toutes les sociétés, l'évolution des sciences et des techniques a laissé une empreinte durable sur les habitudes de pensée et de langage en créant des besoins de communication nouveaux. La société moderne se distingue, à cet égard, par l'apparition d'une véritable industrie du savoir due à l'omniprésence de la technologie et de la bureaucratie, de l'éducation et de la communication de masse.

L'identification et la satisfaction de ces besoins revêtent une importance toute particulière pour les fournisseurs d'information. Enseignants, scientifiques, technologues, rédacteurs, traducteurs ou éditeurs n'ignorent pas que pour communiquer efficacement les connaissances d'un domaine donné, pour les véhiculer d'une langue à l'autre, il est indispensable de s'entendre au préalable sur le sens des mots. C'est bien cette exigence de qualité et de précision de l'information dans tous les domaines qui explique l'essor extraordinaire des activités terminologiques à l'ère de la révolution informatique.

En effet, la multiplication sans précédent des concepts techniques et scientifiques rend nécessaire une sys-

tématisation plus poussée des études sur les ensembles conceptuels par domaine d'activité. Parallèlement, la désignation raisonnée des concepts nouveaux devient de plus en plus difficile tant qu'elle ne peut s'appuyer sur un inventaire des éléments formatifs des termes spécialisés et sur un répertoire de néologismes. La prolifération désordonnée de ces derniers risque d'ailleurs fortement d'entraver la communication des idées. Quant à l'effort d'harmonisation de l'usage et de normalisation terminologique, il ne touche encore qu'un trop faible pourcentage des vocabulaires spécialisés.

Informatisation de la terminologie

Les retombées de l'informatique sur le traitement de l'information technique et scientifique sont considérables en fonction des besoins énoncés plus haut (définition et dénomination des concepts, normalisation des terminologies unilingues et multilingues).

En ce qui a trait à l'informatisation des terminologies multilingues, l'initiative revient, en Europe, aux secteurs de traduction de grands organismes tels que la Commission des Communautés européennes, le Bundessprachenamt et Siemens. Le but visé : recueillir, étudier et diffuser la terminologie multilingue non encore consignée dans les dictionnaires afin d'en assurer une utilisation uniforme par les tra-

* Secrétariat d'Etat, Canada

ducteurs, d'accélérer le processus de traduction, d'améliorer la qualité des traductions par l'emploi de terminologies fiables et de faciliter ainsi la communication interlangues. En ce qui concerne la terminologie unilingue, l'informatisation visait à faciliter la communication à l'intérieur d'une communauté linguistique homogène (exemple des banques de terminologie en France, aux Etats-Unis et en URSS) par la consignation de termes normalisés aux niveaux national et international et leur diffusion dans les milieux fournisseurs d'information, par le recensement et l'étude des terminologies selon leur domaine d'application, et par la création de termes désignant des concepts nouveaux.

Au Canada, la Banque de terminologie du gouvernement fédéral aide ce dernier à mettre en œuvre sa politique linguistique : l'égalité du français et de l'anglais en tant que langues officielles du pays. TERMIUM centralise, traite et fournit aux traducteurs et rédacteurs des terminologies bilingues fiables facilitant ainsi la communication interlinguistique. La Banque de l'Office de la langue française aide le gouvernement du Québec à appliquer sa politique d'aménagement linguistique et, de ce fait, est axée sur la terminologie de langue française.

Si, au début des années 1970, les banques de terminologie se définissaient par rapport au profil d'un certain groupe d'utilisateurs, on remarque aujourd'hui une tendance prononcée à la multifonctionnalité. C'est ainsi qu'en Suède, la banque TERMDOK diffuse l'information terminologique à des utilisateurs suédois publics ou privés et s'ouvre de plus en plus à d'autres utilisateurs Scandinaves. Au Danemark, la banque DANTERM a institué des groupes consultatifs en terminologie dans différents domaines d'activité. Au Canada, la banque TERMIUM, arrivée à sa troisième génération d'ordinateurs, élargit constamment son système d'exploitation coopérative illustrant, une fois de plus, le rôle de l'informatisation dans le développement de la coopération internationale.

De plus, les technologies reliées à (intelligence artificielle et à l'ingénierie des connaissances se fraient un chemin dans les milieux linguistiques et terminologiques et renforcent encore davantage le concept de la multifonctionnalité des banques de terminologie.

De façon plus concrète, il est à noter que TERMIUM comporte une base de données multilingues ainsi qu'une autre base consacrée aux difficultés de traduction. De plus, la banque TERMIUM, qui auparavant n'était accessible qu'en direct par terminal d'interrogation, est désormais disponible sur disque compact de format CD-ROM. Le CD-ROM tourne actuellement sur micro-ordinateur IBM ou compatible et un projet d'exploitation sur standard Apple est à l'étude. Cette technologie en pleine expansion offre les avantages suivants: rapidité d'accès, balayage des contextes, interrogation illimitée et grand nombre d'abonnés. Plusieurs mises à jour sont prévues chaque année afin que le CD-ROM n'accuse pas de retard important par rapport à la consultation en direct.

L'informatisation de la terminologie est donc en bonne voie et se poursuit activement puisqu'un groupe de travail vient d'être chargé de l'automatisation du poste de travail des terminologues. En plus d'optimiser les ressources disponibles et d'uniformiser les méthodes de travail, cette mesure devrait permettre en particulier d'améliorer l'efficacité du traitement des données, de faciliter les

travaux de recherches terminologiques et d'accélérer la diffusion des publications.

Pour intensifier les rapports entre les directeurs des grandes banques de terminologie, le Canada organisait, en mai 1983, un colloque international des exploitants de banques de terminologie. Ce colloque marquait un pas en avant dans la voie de la collaboration et un accord de coopération interbanques était signé. Cet accord prévoyait l'adoption d'un format unique pour les échanges de données informatisées, l'harmonisation progressive des systèmes de classification des domaines, la répartition des tâches de saisie des grands ensembles terminologiques, la mise de ces ensembles à la disposition des signataires de l'accord, l'organisation de missions d'information réciproque, l'étude périodique des échanges réalisés et l'examen des possibilités d'y associer d'autres banques exploitées suivant les mêmes principes.

En octobre 1990, les exploitants de banques de terminologie se sont à nouveau réunis et des modalités particulières de collaboration ont été arrêtées par les divers participants. Y étaient représentés les gestionnaires de la plupart des grandes banques de terminologie. Tous les participants ont fait le point sur leurs réalisations, leurs produits ainsi que sur les problèmes auxquels ils doivent faire face et ils ont manifesté à nouveau leur intérêt pour des projets de collaboration conjoints, des échanges de terminologie et de personnel.

La coopération internationale en matière de terminologie informatisée

L'informatisation des données terminologiques n'est pas l'apanage des grands organismes. On assiste, depuis une quinzaine d'années, à l'apparition d'autres banques qui mettent à profit les avantages de l'informatique pour répondre aux besoins d'un nombre croissant d'utilisateurs (exemple de la banque danoise et de la banque de l'Institut d'études et de recherches pour l'arabisation à Rabat). D'autres banques importantes font l'objet de projets d'envergure lancés en France et en Grande-Bretagne. Il est incontestable que la micro-informatique ainsi que toutes les technologies nouvelles en découlant ont révolutionné les méthodes de travail des professionnels œuvrant dans le domaine de la terminologie.

Dernièrement, le Secrétariat d'Etat du Canada a convenu d'un échange de publications avec le Conseil norvégien de terminologie technique, le Centre de terminologie de Catalogne (Espagne) ou TERMCAT et l'Organisation internationale pour l'uniformisation des néologismes terminologiques (IOUTN) à Varsovie. Par ailleurs, des ententes portant sur des échanges terminologiques au moyen du disque optique CD-ROM viennent d'être négociées avec l'OTAN et le Centre suédois de terminologie technique.

Plusieurs nations doivent non seulement informatiser la terminologie existante dans leur langue, mais aussi satisfaire aux besoins impératifs de création de terminologies nouvelles afin de mieux profiter des découvertes modernes. L'exemple des pays arabes engagés dans un effort collectif d'arabisation nous semble illustrer parfaitement cet aspect du problème qui a d'ailleurs été mentionné dans plusieurs interventions. Grâce à son potentiel unique de créativité lexicale (environ 20.000 racines tri- et quadrilitères significatives, chacune permettant d'engendrer des dizaines de dérivés selon des paradigmes préétablis), la

langue arabe est bien mieux équipée que le français, l'anglais ou l'allemand pour désigner par dérivation les millions de concepts nouveaux en sciences et en techniques.

La tâche des linguistes et des technologues arabes consiste en l'occurrence à étudier les divers systèmes conceptuels définis dans des langues comme le français et l'anglais afin de leur donner une identité et une expression arabes. Pour ce faire, ils doivent disposer de terminologies fiables dans au moins une de ces langues et, une fois les termes arabes créés, les diffuser rapidement dans tout le monde arabe en vue d'assurer une certaine harmonisation de l'usage.

A cet égard, le Canada a participé à plusieurs échanges de missions d'information avec les pays du Maghreb, le Koweït et le Soudan, fait don de publications et du contenu de la banque TERMIUM sur micro-fiches; signalons aussi la possibilité de coédition de vocabulaires multilingues, de séances de formation terminologique données par des terminologues canadiens dans les pays arabes ou à des terminologues arabes en stage au Canada.

La coopération internationale en matière de terminologie acquiert, dans ces conditions, une importance vitale tant pour les pays arabes que pour les organismes fournisseurs de terminologie, car l'arabe devient, comme chacun le sait, une langue de travail au sein d'un nombre croissant d'organismes internationaux. Témoin, l'intérêt suscité par le projet de version arabe du Vocabulaire des télécommunications de l'UIT — projet parrainé depuis 1982 par le Programme de développement des Nations Unies, par l'UIT et la Ligue des Etats arabes. Par ailleurs, le Canada vient de conclure des échanges de terminologies et de publications avec l'OTAN, le Centre suédois de terminologie technique, la Norvège et l'Espagne, ces échanges portant surtout sur les domaines techniques et scientifiques.

Le besoin de coopérer, en vue d'éviter le doublement des efforts, est d'ailleurs ressenti avec acuité par tous les organismes à vocation terminologique, chacun étant orienté vers le traitement prioritaire soit d'une langue, soit d'un domaine particulier d'activité, selon le profil et les exigences de sa propre clientèle. C'est à ce besoin que répondait la création du Centre international d'information pour la terminologie (INFOTERM, non gouvernemental) en 1971 et, suite au symposium de Vienne en 1975, la création du Réseau international de la terminologie (TermNet, non gouvernemental). Fournisseur d'information devenu irremplaçable dans les milieux terminologiques, INFOTERM recueille les normes et les vocabulaires terminologiques du monde entier, en prépare des bibliographies et publie des vocabulaires; fournit de la documentation et contribue à la diffusion des connaissances acquises en terminologie. Grâce aux programmes de coopération établis par TermNet, INFOTERM organise des rencontres internationales sur les problèmes terminologiques d'actualité, planifie et facilite les échanges de données terminologiques et documentaires, et contribue au développement des bases scientifiques de l'activité terminologique.

Sur le plan de la coopération internationale, il est éga-

lement important de signaler la participation du Canada à certains travaux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Ainsi, le Canada joue un rôle de premier plan au sein du Comité technique (TC) 37 (Principes et coordination). Grâce à sa vaste expérience pratique de la terminologie et des banques de données terminologiques informatisées, le Comité consultatif canadien du TC 37 apporte une contribution importante à la cause de la communication en terminologie, tant à l'échelle internationale qu'internationale. Jusqu'à maintenant, huit normes internationales ont été publiées dans le domaine de la terminologie et huit autres sont en cours de préparation.

Par ailleurs, le Canada participe aux travaux de normalisation terminologique du JTC 1 (Comité technique conjoint) (Informatique) de l'ISO. Autrefois appelé CT 97, ce dernier a pris l'initiative d'unir ses efforts à ceux de la Commission électrotechnique internationale (CEI) pour former le premier comité conjoint de normalisation sur le plan international. Plusieurs normes terminologiques internationales existent déjà dans le domaine de l'informatique, et le Canada y a toujours apporté une contribution très importante.

Dans un autre ordre d'idées, le développement accéléré des sciences et des techniques fait en sorte que les besoins terminologiques deviennent sans cesse plus importants. A une époque où les communications spécialisées se multiplient, l'adaptation de la langue française à la modernité devient un défi permanent. En 1986, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français ont décidé la création du Réseau international de néologie et de terminologie (Rint) dont la mission est de relever ce défi. Le Canada est effectivement l'un des membres fondateurs du Rint avec la France, la Communauté française de Belgique, la Suisse et le Québec. Le Rint s'est donné plusieurs objectifs très spécifiques, dont celui de stimuler et d'organiser la création terminologique en langue française en suscitant, coordonnant et diffusant les travaux de terminologie et ceux qui touchent l'aménagement terminologique dans les diverses communautés francophones.

Conclusion

Le bilan et les perspectives de la coopération internationale en matière de terminologie sont, certes, encourageants. Sa réussite dépend grandement des efforts (grandement facilités d'ailleurs par les nouvelles technologies de communication modernes) que les divers groupes préoccupés par les questions linguistiques et terminologiques déploient dans le secteur des communications. A cet égard, les colloques et autres formes de rencontre sont d'excellents moyens pour inciter les gens du milieu à communiquer leurs initiatives et à consacrer leurs ressources à la réalisation d'une compréhension et d'une communication meilleures entre les peuples.

International Cooperation in Lexicography

by Sergiusz Czerni *

The past thirty years have seen an intensified growth of activities in the area of publishing dictionaries and encyclopedias throughout the world. It has been accompanied by a marked increase of interest in specialized dictionaries, especially those covering scientific and technical terminology. Due attention has increasingly been given to the importance these publications have for cultural and economic development of particular countries and for international cooperation in all fields. On more than one occasion attention has been called to the necessity of coordinating, as far as possible, lexicographic publications with other studies in the field of terminology, such as terminological standards and information thesauri.

Interesting observations can be made if we compare the development of lexicography and dictionary publication in different countries. The most interest in specialized dictionaries is observed in medium-sized countries with languages of limited dissemination such as Poland. The dynamic growth of modern industry, of scientific, educational and foreign trade institutions has brought about the rise of a large group of technically-minded educated people, scientists, engineers and other specialists with broad interests and an awareness of the necessity for continual refreshment of their knowledge. These people realize that in order to achieve success it is imperative to follow the progress in their particular subjects all over the world, and especially in countries leading in the field of science and technology. Hence the significant interest in Poland in dictionaries, both encyclopedic and translational, particularly in English-Polish, Russian-Polish, German-Polish and French-Polish bilingual dictionaries (in this order).

Countries such as the United States or Great Britain display less interest in dictionaries for translation from other languages except, perhaps, for a rather limited interest with Russian dictionaries. The scientists and engineers in those countries, are aware that about 80 per cent of world scientific and technical literature is published in English. Besides, they can rely on excellent translations of

foreign scientific information supplied by specialized translation centers. Western publishers aim at bringing out technical multilingual dictionaries with English as the source language. In this way, by preparing a dictionary for translation from English, they increase its chances of being exported to countries where the languages of equivalents are used. The well-known Elsevier dictionaries can be an example here.

In addition, factors of an organizational and economic nature may also play an important role. Few publishing houses have their own lexicographic sections that would employ full-time specialists. The majority of western dictionary publishers rely on works compiled totally by independent authors. This, however, is possible only in the case of relatively narrow subjects, when a good specialist, or a small multilingual team of authors, can undertake a job, organize a private vocabulary workshop and provide the publishers with an almost readymade work. On the other hand, large general scientific and technological dictionaries are pretty rare. These, of necessity, must be produced through collective effort, with the cooperation of a number of subject specialists, and under the supervision of professional lexicographers and editors. Works of this kind are published in few countries — Poland is one of them — sometimes through international cooperation.

The Soviet Union provides a vast market for lexical publications, which are particularly inexpensive there owing to the government's subsidies. In contrast to western countries, multilingual dictionaries are not popular in the Soviet Union and are published very rarely (except terminological standards with foreign equivalents and COMECON dictionaries). Very widespread, on the other hand, are bilingual specialized dictionaries, mainly foreign-Russian, often covering quite narrow fields, like aerodynamics, meteorology or welding practice. One must remember, however, that even these narrowly specialized dictionaries are published in very large numbers of copies.

Technological dictionaries differ greatly from the general ones as far as international cooperation is concerned. In some respects the cooperation of publishers in this area is particularly desirable and promising as it often makes it possible to double or even multiply the number of given publication which, nonetheless, is relatively small as

* Linguist, editor of scientific and technical dictionaries.
This article is reprinted by permission from *Neoterm*, 9/10, 1988.

compared with general dictionaries. International cooperation can certainly help in overcoming the great difficulties that face all publishers in the phase of preparing terminological material, which must be done by specialists with the thorough knowledge of languages that are little known in the given country. I am convinced that we would be still unable in Poland to publish technical dictionaries in Czech, Slovak, Hungarian or Bulgarian if it was not for the help the WNT have obtained from their friends in Czech, Slovak, Hungarian, Rumanian and Bulgarian publishing houses.

On the other hand, technological dictionaries present special difficulties for international cooperation. They stem from the specific character of the terminology itself and the problems of its standardization. Even very carefully compiled and edited scientific or technological dictionaries can satisfy the needs only partially and for a short time. New, revised and updated editions must be brought every few years. In course of time they should provide a uniform system of terminological information to meet the needs of all categories of users.

The tasks of specialized lexicography, conceived so broadly, however justified socially, are certainly extremely difficult to realize. They require a high level of coordination and cooperation of specialized publishers with scientific centers capable of providing indispensable theoretical foundations and conducting the necessary research, it is all the more difficult to meet these conditions if a publishing house desires at the same time to cooperate with foreign publishers, who will most probably have to deal with the same kind of problems in their own countries.

We all realize that the final shape of a dictionary (especially a technical one) is often determined in practice by organizational, economic and legal factors, by the publishers traditions and by the longstanding cooperation with the same authors and contributors who have always been in short supply.

However, we should first of all take account of the needs of various categories of the manners in which dictionaries are used. These matters have not been studied sufficiently yet, but one thing seems to be clear: the needs of users everywhere in the world are qualitatively the same, irrespective of the size of the country, popularity of the language or the publishing policy pursued by the state. This is why these supranational considerations should provide the basis of the inevitable classification of dictionaries based both on theoretical premises as well as on the experience and cooperation of dictionary publishers.

The hitherto experience of Polish publishing houses have indicated that the market shows the greatest demand for bilingual dictionaries covering a broad subject matter, e.g. science and technology, as these dictionaries can most fully meet the needs of principal users, i.e. translators, foreign trade specialists and scientific and technological information centers.

Such dictionaries, due to the wide range of subjects they cover, can best present the homonymy and polysemy of terminological entries, illustrating even slight shades of their meanings. They can also, in the most synthetic and appropriate manner, explain the meaning of general terms used in the various scientific disciplines and fields of technology.

General technological dictionaries offer the greatest opportunity for showing the tendencies to intergrate different provinces of knowledge and the development of interdisciplinary sciences, such as computer science, theory of

reliability or environmental protection, which are applicable to all branches of the economy.

Apart from general dictionaries, the practice of publishers in many countries favours dictionaries on branch disciplines (e.g. chemistry, machine building) and on narrow subjects (like motor-cars, welding technology etc.). The authors of such dictionaries should concentrate on a comprehensive treatment of their specific topics with particular emphasis on the latest terminology that often has no established equivalent in other languages. This calls for explanatory circumlocutions or coining of new terms. Dictionaries of this kind can more fully cover the phraseology typical of the given discipline, common abbreviations and even more important current trade names. It must be remembered, however, that these very qualities, so desirable from the user's viewpoint, are most liable to become outdated. The value of narrowly specialized dictionaries lies in the fact that they concentrate on specific fragments of terminology and can supplement general dictionaries with valuable additional information. They must, however, maintain a distinct specialized character and, by the same token a relatively small size, to facilitate frequent publication of revised and updated editions.

The Scientific and Technical Publishers have had rich experience in multilingual dictionaries since the founding of the Terminology Department in 1952. They have brought out a number of multilingual dictionaries with a systematic arrangement of definitions, strictly according to the recommendations of ISO (International Standardization Organization)/TC 37. They have also published multilingual dictionaries without definitions, and arranged in the alphabetical order. These in fact can be looked upon as the sum of bilingual dictionaries with the same source language throughout. Naturally, with the help of indices, one can use them for translation from a chosen language into any of the languages they feature. This, however, is only troublesome but also calls for a degree of experience and critical faculty on the part of the user, as the multitude of synonyms of various shades of meaning, which cannot be fully presented and explained in this kind of dictionary, may often cause misunderstandings and errors.

All multilingual dictionaries, especially those with definitions, are extremely difficult and costly to produce and take long to publish. However, since the multilingual model has unquestionable advantages, attempts have long been made to resolve the problem by deviding the dictionary into smaller parts according to the languages used. These parts may be connected by corresponding numbering so that together they make up one whole. The are printed separately and not necessarily at the same time or in one country.

An example of such a work is the multilingual publication *The Machine Tool: An Interlingual Dictionary of Basic Concepts* (1967) prepared under the auspices of the UN Economic Commission for Europe by a team of specialists headed by Professor E. Wüster, the then Chairman of ISO/TC 37. The main part of the dictionary comprises parallel definitions in English and French arranged according to the UDC. Alphabetical indexes of English and French terms follow. The authors explained in the introduction that the corresponding terms in other languages would appear in separate volumes, as supplements to the main volume, that is, without definitions but maintaining the same numbering of entries as the English and French terms. They would afterwards be repeated in an alphabetical index sup-

plement. A companion volume of German terminology was brought out by the same publishers (Technical Press, London) in 1967, but no further volumes appeared and there are no signs of continuing this series, either.

The Scientific and Technical Publishers have proposed a series of dictionaries called "Parallel" as a continuation and development of Professor Wüster's idea. To begin with, three small monolingual volumes in Polish, English and Russian have been published. The definitions of terms used in publishing and printing trades were not translated from one language into another but appropriately selected (according to the adopted program) from encyclopedias and specialized writings in the given languages. This enabled to demonstrate more clearly the shades of meaning and differences of classifications between close equivalents in various languages. These differences are quite imperceptible in multilingual dictionaries that feature definitions only in the primary languages.

The authors of the "Parallel" series hoped to create possibilities for more effective international cooperation of specialized dictionary publishers, as the basic volumes (in English and Russian) can considerably facilitate the preparation and publication of similar volumes by interested publishers even in countries lacking in lexicographic traditions. The unification of all the volumes, with the preservation of specific differences in particular language versions and the elimination of the "source" language, have been considered favourably not only for practical reasons but also in terms of national prestige, so important in international cooperation. Unfortunately, the initiative has been abandoned mainly because of economic and copyright difficulties, although it obtained moral support from the Conference of Dictionary Publishers of the European Socialist Countries. Perhaps the most plausible future application of the "parallel multilingual dictionary" would be to record and disseminate new terminologies evolving independently in

various highly developed countries. International agreement to coordinate publication of small glossaries of new terms in particular fields of science and technology on free-for-all basis, without copyright barriers, could well serve the implementation of the idea of "transnationalization" of terminology as propagated by the IOUTN (International Organization for Unification of Terminology).

In recent years many people in several countries voiced the opinion that the development of modern information systems will present broad possibilities for automatic translation (at least of technical literature) and possibly create linguistic information system to eliminate the need for translations altogether. These expectations have only partially come true. Despite the enormous progress in the field of information science the existing computerized systems of linguistic data processing and computer-aided translation have reached only a limited scope of application and that only in few highly developed countries. The vast majority of countries still have to rely on traditional dictionaries as the means of facilitating translation, though the users' interests are gradually shifting towards the problems of science, technology and economics. Considering this, international cooperation in lexicography is by no means losing its importance. On the contrary: it seems particularly well justified. The publishers' experience has shown that the best effects are achieved in bilateral cooperation which is flexible and comparatively easy to realize. Multilateral cooperation is no doubt more complex, but it raises greater hopes for a more distant future. A lexicographic workshop differs largely from book editing in its organization and technology. It can be more easily modernized with aids for automatic data processing, desktop editing etc. It seems, therefore, that the future of specialized lexicography, just as that of other projects connected with scientific technical terminology, lies in international cooperation on a global scale.

Dangers Stemming from the Standardization of Terminology before its Transnationalization

by Zygmunt Stoberski *

Some may be surprised by the word "dangers" used in the title of this report in regard to standardization. For years standardization has been viewed as a useful, indeed, indispensable phenomenon facilitating the work of scientists, technicians and translators. Things, however, have developed to a degree when a broader and more scrutinizing look is required at the process of standardization of terminology. Namely, it has to be viewed from the position of an eternal and universal process of differentiation and integration which is present in nature and social life alike. It also has to be borne in mind that human consciousness is the supreme judge in this case, one that can get control, at any time, over the tendency, inherent in everyone of us, to gain supremacy and act from the position of strength. This tendency, which permeates nature as a whole, is omnipresent, also in relations between languages.

In the past centuries, actually as late as in the first half of the 20th century, when specialized terminology was scarce and the international exchange of scientific and technological information was underdeveloped, even standardization was hardly appreciated properly by some peoples.

The German-backed striving to precision, supported in the mid-1930s in the Soviet Union by the internationalist thought of Lenin's close associate, E.K. Drezin, jointly made that a technical committee TC37 was set up at ISO (International Standardization Organization), which was entrusted with the task of standardization of terminology on, theoretically, a global scale. The Committee operated in Austria because Nazi Germany did not want to take up this problem. Actually, the body was to tackle this problem in the ISO member-countries, which established their own ISO/TC 37 committees or had the status of observers in ISO. As is the case with all problems dealt with by ISO, the recommendations of the ISO/TC 37 committees were realized to a degree which was viewed necessary, or possible, by the member-countries, also for financial reasons. And

ized to a degree which was viewed necessary, or possible, by the member-countries, also for financial reasons. And so, there are countries today which either do not belong to ISO or do not have ISO/TC 37 committees. This is a favorable situation, especially for many African and Asiatic countries, because if the entire international terminology were standardized, and consequently petrified, in the languages of these countries, they would hardly be free today to do what they are willing to do, and what some of them are actually doing, namely, to form their own scientific-technical terminology on the basis of the existing international terms.

I personally had the opportunity to get a first-hand look at this process when I was in Addis Ababa in June 1986 to attend a seminar, which gave birth to the Pan-African Center of Terminology. Terms like antenna, compass, kilowatt, camera, telescope and so on are freely borrowed and no one even cares to adapt them to the specific features of the native tongue, but because of the awareness that international terms actually make it easier to read specialized books published in foreign languages which use similar international terms. This situation prevails in a developing country; meanwhile there are other countries which still display a tendency to create new terms solely on the basis of elements taken from their native languages, that is, a tendency to raise ever higher barriers between various languages and nations.

Naturally enough, when it comes to overcoming such linguistic barriers, it is only this part of the language that is called specialized terminology which is concerned; certainly not the literary or daily language. In highly developed countries like Belgium or Canada, linguistic difficulties, which appear in the exchange of scientific-technological information, are overcome — among others — with the help of computerized terminology banks. Things look much worse in this respect when it comes to the developing countries, which have the biggest number of languages and the smallest amount of electronic communications equipment.

But even this kind of equipment is not enough to solve all problems posed by specialized terminology with its millions of entries.

* President of the International Organization for Unification of Terminological Neologisms (IOUTN).

This article is reprinted by permission from *Neoterm*, 9/10 1988.

In June 1987 I was invited to two conferences organized by the United Nations in Geneva. They were devoted to computerized terminology banks and improving the publication of documentation in the UN system. Both were attended by representatives of some 40 organizations like UNESCO, FAO, WHO, GATT, UNU and many others.

Difficulties prompted by all types of translations, add up to one of the barriers hampering the efficient operation of the UN system. It is enough to mention but the different semantic systems in various languages (not to say anything of their alphabets). All this makes translation a pretty complex and expensive job, delays or renders impossible the publication of documents in all UN official languages, is a heavy burden on the UN budget, and obstructs the constructive cooperation of the UN family of nations.

Being aware of my invitation to Geneva, and in an attempt to oppose a differentiation of specialized terms which, as a rule, are translated shortly after their coining and next standardized — a definite obstacle toward their transnationalization — I made a pledge, in a report presented in Geneva, to sent all those interested a draft of an international convention that would enable to shape international terminology, at least in regard to specialized neologisms. According to various research, some four thousand such terms are coined annually. What I have in mind is the text of a Convention on International Exchange of Neologisms in Science and Technology.

And what about the attitude toward this problem displayed by ISO, the International Standardization Organization? It is aware of the negative effects posed by the standardization of terminology introduced prior to exhausting all possibilities to borrow a given neologism by other languages — in an attempt to recommend first of all transnationalized terms for a general use. Because ISO is headquartered in Geneva, I used a break in the conference debates to put this question to one of the competent ISO directors. Having got acquainted with my argumentation, Mr. Jean Blanc said he shared my views. And small wonder since Mr. Blanc had spent many years in the International Electrotechnical Commission (IEC), the oldest standardization organization, which is also interested in specialized terminology.

Why then a relevant terminological policy is not pursued? Several years ago, this was explained to me by a man who headed the Information Center concerned with terminology: namely, the ISO statute does not provide for tackling the issue of transnationalization of specialized terminology. Given all this, the registration and transnationalization of specialized terminology have become the main task of the International Organization for Unification of Terminological Neologisms (IOUTN) and the World Bank of International Terms (WBIT). Ten years ago, a committee was set up as part of the terminology column of *Babel*, the organ of FIT (The International Federation of Translators), which had far more modest goals. In the face of growing tasks, that body was turned into an independent international organization.

The encouraging thing is that despite increased nationalistic sentiments in the world, my organization has been granted an ever wider international recognition. Thanks to decisions by heads of states, it has received financial support and numerous statements like this sent by Professor Traczyk of the Medical Academy in Łódź: *"I agree with the basic thesis on the need for transnationalizing scientific terminology also in the biological and medical*

sciences. It is a highly difficult process here because the opposite process has been going on for more than a hundred years - that is introducing Polish equivalents of all scientific terms".

The developing countries take the greatest interest in our activity, as is best evidenced by the proposal advanced by Mr. Assey GTM, the secretary of the Pan-African Center of Terminology, who is also the General Secretary of the Academy of Ethiopian Languages, that my organization provide two fellowships for the Academy's employees to get firsthand knowledge of the principles of creating specialized terminology promoted by the Warsaw-based IOUTN/WBIT.

The problem of transnationalization of specialized terminology is very acute in the African countries. Ethiopia alone boasts 80 languages, Tanzania 150, Zaïre 270, and so on. On the other hand, the national languages have to be fully respected. So in these countries too, just like in the Soviet Union, the oral literature created in languages that have no written forms, much less any scientific literature, is recorded down. It is virtually impossible to create scientific literature with indigenous terms in each of these languages. It has to be remembered on this occasion that every alien element, so easy to perceive in the language of a neighbor, meets with prejudice which, under some circumstances, may turn into nationalism or hostility capable of provoking conflicts, even armed conflicts. In Europe, too, the old generation remembers the effects of similar nationalistic sentiments, and it would be better if the younger generation could be spared the same experience.

This brings us back to the topic included in the title. The prematurely standardized neologisms have either petrified, or are petrifying now, specialized terminology. The danger consists in the fact that we built, and continue to build, ever higher barriers, not only among languages but among peoples as well. We closed, and continue to close down, the road to transnationalization of specialized terms — this against the long standing natural tendency leading in the opposite direction.

So far, it has been only thanks to the instinctive striving of people aimed at facilitating the exchange of thoughts in sciences that the transnationalizing of every new term was possible. Most often than not, the success occurred when the zealots failed to replace such a term with a native equivalent. The whole process was taking place under the pressure of so called patriots who were not aware, and who continue to be unaware, that they acted to the detriment of world and their own native science, and that by opposing international terms they actually were reviving nationalistic sentiments in their people. Meanwhile, it is always possible to borrow a term-specialized neologism from the language of its creators, if only its form is short and communicative. Scientists have to become aware of the need to create such specialized neologisms that can be borrowed easily by other languages.

A consistent and widespread activity in both directions: the creation of neologisms fit for borrowing and the borrowing of such terms from the original language, is an element of the fine school of educating the human family in the spirit of mutual respect and rapprochement. This aspect of the IOUTN/WBIT activity must have met with a positive assessment which, in turn, had a say on the decision to affiliate the organization to the UN. And that is why our activity has been enjoying wide understanding in multilingual countries like Belgium, Yugoslavia, Canada and

many others in Africa and Asia. We leave the literary sphere of the language entirely to writers and artists as we deem it untouchable. Terminologists are concerned exclusively with the specialized language, whose scope reaches further today than any daily language. In our activity we

count on cooperation with international institutes and organizations employing specialists from various fields of science and technology, and with academies of sciences. A number of such scientific institutions have already become group members of IOUTN/WBIT.

*Science is the property of mankind;
thanks to transnationalized terminology it will be
made more accessible to all nations.*

Annexe

La transnationalisation de la terminologie facilite la communication internationale et renforcera la Maison européenne *

par Zygmunt Stoberski

Je suis persuadé que tous les pays de l'Est et de l'Ouest sont adhérents de l'entière diversité linguistique et du multilinguisme en Europe. Nous apprécions la nécessité de protéger l'héritage de la culture nationale. C'est la langue nationale qui est l'héritage culturel inviolable de chaque nation.

Cependant la terminologie spécialisée créée pendant les derniers siècles sur la base des morphèmes latins et grecs est l'héritage de la science de tous les pays européens. La majorité des termes spécialisés est plutôt l'héritage scientifique de l'Europe que de la culture.

La division et la différenciation multilatérales de l'Europe engendrent un besoin d'abolition des barrières linguistiques d'autant plus pressant que jusqu'à présent, seuls les pays occidentaux parvenaient à surmonter ces obstacles, mieux que les autres pays d'Europe. Cette nécessité croissante d'union et de communication est d'ailleurs conforme au processus universel d'intégration et de désintégration, d'unification et de différenciation observé dans la nature, dans les sociétés et dans les langues.

La nouvelle situation intervenant en Pologne et dans quelques autres pays d'Europe de l'Est va de pair avec la nouvelle situation en Europe occidentale. Le développement tumultueux des techniques nouvelles amorcé au XIX^e siècle donna lieu, à l'aube du XX^e siècle, à la création d'organisations internationales vouées à la normalisation et à l'unification d'abord dans les domaines de l'électronique (Commission électrotechnique internationale, CEI) et dans

l'industrie (Organisation internationale de normalisation, ISO), mais ce n'est qu'en 1937 que furent entrepris, timidement encore, des premiers essais de normalisation et d'unification des langues techniques en général.

Nous assistons au cours des dernières décennies au développement dynamique de nouvelles disciplines scientifiques, telles que: l'énergie nucléaire, la protection de l'environnement ou l'aéronautique. En même temps, à l'échelle mondiale, les échanges culturels et artistiques sans cesse croissants nécessitent déjà, en tout premier lieu en Europe, une pleine normalisation — voire même plutôt une transnationalisation — des moyens de communication dont le langage fait aussi partie, il s'agit bien entendu non pas des vocabulaires littéraires ou courants, mais de cette vaste partie des langues qui surpasse en nombre (presque de vingt fois) les vocabulaires littéraires, et donc de la terminologie spécialisée qui compte déjà des millions de mots.

Quel est, dans cette situation, le rôle des langues moins répandues? Seraient-elles condamnées à l'extinction tout comme les anciennes langues autochtones (prussienne par exemple) ou tribales? Maintes tribus sont chaque année chassées de leur terroir et dispersées, comme le sont par exemple les habitants des forêts brésiliennes par suite de la coupe des arbres.

Il n'est nul besoin de remonter jusqu'aux temps de l'Antiquité, il suffit de rappeler qu'au Moyen Age, dans les sciences et dans la littérature, les auteurs et créateurs — et ce non seulement ceux dont la langue maternelle était peu répandue ou de portée restreinte — avaient très souvent recours au latin, que ce soit en Pologne ou en Lituanie.

Aujourd'hui, les créateurs dont la langue maternelle est peu répandue qui veulent parvenir à un cercle de lecteurs le plus large possible emploient, directement ou indirectement (traductions), les langues européennes d'usage

* Discours prononcé au Colloque sur la diversité linguistique en Europe, organisé par la Commission de la culture et de l'éducation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Varsovie, 19-20 décembre 1989.

international: l'anglais ou le français, puis dans une moindre mesure, l'allemand. Pour pouvoir communiquer avec le monde extérieur, les nationalités fédérées de la partie européenne de l'Union soviétique se servent en général de la langue russe, mais même ici l'on observe déjà des changements: un nombre de plus en plus grand de savants soviétiques se sert de plus en plus fréquemment de la langue anglaise. C'est là l'un des moyens de surmonter les barrières linguistiques, qui rend possible un meilleur entendement et la coopération entre les nations européennes.

Le second moyen pourrait s'effectuer, tout en respectant la pureté de chacune des langues nationales, littéraires ou courantes, en introduisant des rapprochements interlinguistiques durables (transnationalisation). Ceci est possible à réaliser — puisque cela a déjà lieu jusqu'à présent, au hasard des situations et de façon spontanée, en forgeant des rapprochements interlinguistiques de plus en plus conscients dans le plus vaste secteur de chaque langue évoluée, c'est-à-dire dans le langage spécialisé. C'est ce à quoi s'occupent dans une certaine mesure le Comité technique ISO/TC 37, INFOTERM (Centre international d'information pour la terminologie) et tout un réseau d'organismes recueillant les terminologies nationales (Réseau international de la terminologie, TermNet), ou encore l'Organisation internationale d'unification des néologismes terminologiques (OIUNT) et la Banque mondiale des termes internationaux (BMTI) créées en Pologne et qui se sont distinctement et uniquement posé pour but de leurs activités de se consacrer aux problèmes de la transnationalisation de la terminologie spécialisée, en général.

Il y a quelques années, en reconnaissance du rôle assumé par l'OIUNT, l'ONU lui a accordé le statut d'organisation non gouvernementale (DPI) auprès des Nations Unies.

L'OIUNT propage:

- 1) l'emprunt des néologismes tout en conservant leurs définitions originales dans les langues d'auteur, ceci afin d'éviter toute modification de sens et d'écart de signification;
- 2) la collecte et l'échange mutuel des néologismes créés entre divers pays;
- 3) la création des néologismes spécialisés à base des morphèmes latins, grecs, ou d'autres langues mortes, ceci afin de ne pas froisser les sentiments nationaux des pays adoptant la nouvelle terminologie.

Toutes ces activités conduisent à une transnationalisation de plus en plus large des lexiques spécialisés ce qui, à son tour, facilite non seulement le travail des chercheurs scientifiques et des créateurs à l'échelle internationale, mais aussi simplifie la tâche des traducteurs, et rend possible la compréhension et l'entente entre les représentants de la culture, de la science, de la technique, de l'économie, de la jurisprudence et enfin stimule la coexistence et la coopération entre diverses religions et croyances, des arts, de la vie sociale et politique des nations européennes. A mon avis, les langues restreintes peuvent jouer un rôle plus important dans l'Europe différenciée qu'il nous semble si nous prendrons convenablement soin de leur développement. J'ai maintes fois souligné que les auteurs des textes, scientifiques par exemple mais pas seulement eux, créant dans les langues restreintes, pouvaient parvenir à un large cercle de lecteurs du monde entier, et ce non seulement par le truchement des langues principales, mais aussi leurs textes peuvent être rédigés dans la langue

maternelle, à condition d'employer le plus grand nombre possible de termes internationaux.

Cela peut-il avoir lieu sans préjudice pour la langue maternelle courante, sans parler de la langue littéraire? Probablement oui, car d'une part la langue littéraire et courante devrait être protégée, et d'autre part il nous faut enrichir les lexiques spécialisés en y introduisant des termes internationaux, et ce dans tous les cas où cela s'avèrera possible. Il s'agit de ce que les néologismes spécialisés — je souligne: spécialisés — lesquels entrent rarement dans le langage courant, par exemple scientifiques, économiques, du domaine de la culture et des arts, médicaux, pharmaceutiques et même, dans la mesure du possible, du domaine des sciences sociales et politiques sont empruntés en général des langues dans lesquelles ils ont été créés. Bien entendu, il s'agit, après l'emprunt, de conserver les radicaux et définitions des notions originales. En revanche, chaque langue peut et doit adapter le terme emprunté aux règles grammaticales maternelles/autochtones.

En fait, un tel processus intervient dans le monde déjà depuis très longtemps, et ce non seulement dans la terminologie spécialisée. Sous l'influence de l'éternel processus d'immigration et de désintégration, il intervient autant dans la langue que dans les autres domaines de la vie sociale et dans la nature. L'Organisation internationale d'unification des néologismes terminologiques et la Banque mondiale des termes internationaux appuient ce processus vu qu'il est inévitable et, actuellement déjà, des termes spécialisés surpassent maintes fois le nombre des mots constituant les ressources du vocabulaire de base d'une langue courante nationale quelconque.

La langue anglaise constitue par excellence l'exemple d'une langue devenue aujourd'hui internationale la plus répandue dans le monde, entre autres, probablement parce qu'elle ne craignait point les emprunts; ses hommes d'Etat ne dissipaient pas leurs forces à combattre à l'extérieur les influences extérieures et il serait pratiquement impossible aujourd'hui de trouver un quelconque dictionnaire de mots de provenance étrangère.

Que faisons-nous à l'heure actuelle en Europe pour ne pas interrompre à l'avenir la construction d'une maison commune, tout comme l'on interrompit autrefois l'édification de la tour de « Babel ». Je pense que même si le nombre indiqué par les linguistes de quatre mille néologismes créés chaque année dans le monde s'avérait exagéré, alors qu'il n'en surgirait que mille, compte tenu du manque de coopération internationale en ce qui concerne la constitution de règles et principes de création de termes nouveaux, de leurs emprunts et de leur collecte à l'échelle internationale, les problèmes linguistiques et terminologiques retarderont considérablement la construction envisagée.

Par quels moyens peut-on renforcer les fondations linguistiques de la future maison européenne, surtout en ce qui concerne la terminologie spécialisée? Deux projets ont été élaborés en Pologne. L'un d'eux est le projet de Convention sur l'échange international des néologismes spécialisés, et le second est le projet de mise sur pied d'une Organisation mondiale pour les questions de langue et de terminologie. Evidemment, changer la terminologie incrustée depuis de nombreuses dizaines d'années dans les langues particulières serait quelque peu difficile. Nous pouvons néanmoins concentrer au moins nos efforts de façon que les termes nouveaux soient créés sous une

forme qui puisse être empruntée par les autres langues. Nous pouvons créer plus de banques et de centres terminologiques spécialisés et répartir en Europe les travaux terminologiques entre les pays particuliers, comme cela se fait aujourd'hui dans certains pays.

L'Organisation internationale d'unification des néologismes terminologiques (OIJUNT) ci-dessus citée propage, entre autres, la création de néologismes spécialisés en se basant sur les morphèmes latins, grecs, ou d'autres langues mortes, ceci afin de ne pas froisser les sentiments nationaux des pays adoptant la nouvelle terminologie. Toutes ces activités conduisent à une transnationalisation de plus en plus large des lexiques spécialisés ce qui, à son tour, facilite non seulement le travail des chercheurs scientifiques et des créateurs à l'échelle internationale, mais aussi simplifie la tâche des traducteurs, et rend possible la compréhension et l'entente entre les représentants de la culture, de la science, de la technique de l'économie, de la jurisprudence et, enfin, stimule la coexistence et la coopération entre diverses religions et croyances, des arts, de la vie sociale et politique des nations.

En octobre 1989, l'OIJUNT a organisé à Varsovie le II^e Symposium de transnationalisation de la terminologie et une Conférence afférente à la signature d'une Convention sur l'échange international des néologismes scientifiques et techniques. Outre le projet de Convention qui sera adressé à tous les gouvernements par voie du ministère polonais des Affaires étrangères, a été adopté le document intitulé : « Buts et tâches » de l'Organisation mondiale pour les questions de langue et de terminologie — organisation qui a non seulement gagné la bien-veillance du secrétaire général de l'ONU, mais aussi des linguistes et diplomates de près de 30 pays venus assister aux débats de cette rencontre internationale.

La collecte et l'échange des néologismes spécialisés qui commenceront après la signature de la Convention sur l'échange international des néologismes spécialisés accé-

leront l'échange des informations scientifiques et techniques et faciliteront par conséquent le transfert des technologies nouvelles. C'est là un processus auquel tous les pays sont intéressés.

En empruntant les néologismes spécialisés des langues qui les ont créés, même en ne tenant compte que des cas où la forme du néologisme ne posera pas de problèmes linguistiques, nous nous libérons, ainsi que nos enfants, d'un sentiment d'isolement par rapport aux autres langues et nations.

Apprenons à nos sociétés d'agir d'une façon nouvelle. L'humanité a déjà appris à se servir des chiffres arabes universalisés. Nous apprenons à l'heure actuelle et à l'échelle internationale à prendre soin de l'environnement et à le protéger, à nous servir en toute sécurité de l'énergie nucléaire, mais aussi à coopérer de plus en plus étroitement dans de nombreux domaines de la science et de la culture. Nous devons commencer à apprendre maintenant, conformément à la Convention proposée, de créer de façon appropriée les nouveaux termes scientifiques et techniques, les termes spécialisés en général, ainsi que de les collecter afin de pouvoir mieux apprécier les nouvelles acquisitions, celles des autres nations et de la nôtre, mais aussi afin de pouvoir rapidement recevoir les informations sur les sciences nouvelles, ce qui contribuera au développement de l'économie, de la science et de la culture en Europe.

El me semble que la signature de la Convention susmentionnée et la mise sur pied de l'Organisation mondiale pour les questions de langue et de terminologie peuvent contribuer dans une mesure considérable au renforcement des fondations de la future Maison européenne.

J'ai la conviction que le Conseil de l'Europe aidera l'OIJUNT dans son activité et j'appelle tous les intellectuels de l'Europe d'unifier leurs efforts pour rapprocher les nations par leur activité consciente dans l'internationalisation de la terminologie spécialisée dans toutes les langues.

Standardized Terminologies and Cultural Diversity *

by Paul Ghils

Introduction

Within the field of intercultural studies, the place of terminology science is becoming increasingly important with the internationalization of science and technology and the associated transfer of knowledge, especially in new disciplines. Its impact on the transfer of concepts and knowledge in general is being increasingly felt as a key dimension of language use. As a matter of fact, problems created by terminological needs extend beyond the mere transfer of knowledge by linguistic means across interdependent societies, and has a direct bearing on various aspects of language sciences and neighbouring disciplines which have received little attention, either in intercultural studies or in a more linguistic perspective.

Although the scope of terminology is limited to the study and description of concepts, terms and other types of designation, as well as the assignments between concepts and designations (most frequently linguistic units), its theory and methodologies also raise a number of problems of an epistemological, sociological and pragmatic nature. This paper will deal with some of these problems, particularly those linked with:

- the special nature of subject field terminologies as structured aggregates of concepts and designations differing from the "natural" structuring of the ordinary lexicon;
- the international standardization of terminologies and its collective pragmatic significance;
- the epistemological foundation (or lack of foundation) of a terminology science confronted with "universal" standards of conceptual and semiotic frameworks;
- the influence of the terminology science paradigm on some terminological approaches in the social sciences (Riggs 1986).

* Reprinted from *Zeitschrift für allgemeine Wissenschaftstheorie / Journal for General Philosophy of Science*, 22/1, 1991, by permission of © Kluwer Academic Publishers.

This paper was originally presented at the International Pragmatics Conference, Barcelona, July 1990.

Individual terminologies as closed lexicons

Subject field terminologies differ significantly from specialized lexicons as traditionally conceived in semantics. The first reason is that *terms* cannot be equated with *words*. The word is a linguistic symbol which can have a multiplicity of well-defined, ill-defined or non-defined meanings, the appropriate shade of meaning being defined by the context in which the word is used. The term, however, is a linguistic symbol which is assigned to one or more concepts and consists of a word, a word group, a visual symbol, an abbreviation, a notation, etc. The semantic word-to-meaning relation can thus be contrasted with the terminological concept-to-term(s) (name(s)) relation or, in other terms, the semasiological mode with the onomasiological mode. The terminological approach markedly differs from the linguistic apprehension of a concept understood as the "meaning" of a term or word, as in the semiotic triangles introduced by Ogden and Richards (1923), later modified by S. Ullman (1957). Thus, concepts can be defined as the result of the necessary predications of a référent and be represented in a word, term or name (depending on the generality of the référent) or conventionalized in a sentence stating the characteristics in their relationships (Dahlberg 1984).

The creation of conceptual systems representing individual subject fields results in objective classifications rather than semantic structures. The adoption of such systems is deliberate, and proceeds from an agreement, a recommendation or a document released by an official national or international body.

What should be noted here is that the connections between terms and concepts are made in a conscious way (in contrast to the word, in which form and content make up a unit which is usually created unconsciously). A pragmatic consequence of the prescriptive character of terminology standardization, once a standard has been adopted, is that the standardized terminology may enter into competition with a descriptive (semantic) standard for a number of years, before finally replacing it and itself being converted into a new descriptive standard. In this

way, one of the terminologist's tasks, in addition to his descriptive work relating to a subject, will be to make sure that a given term is necessary and actually used in the profession or environment referred to.

Terminology science as an avatar of positivism

The epistemological dimension of terminology work, on the other hand, will be to compare conceptual systems used in different theories within the same field, and to compare the same terms carrying different concepts in different subjects. I shall give these two aspects of terminology work special attention, in so far as such work cannot be undertaken without elucidating its epistemological postulates. The difficulties arising from this investigation appear to differ, as will be indicated, according as it applies to the natural or the social sciences. In the field of natural sciences and technology, the aim of terminology is to oppose any free play of language, which would lead to chaos. For this reason, terminologists have to agree on unified concepts and terms, this kind of agreement usually being called standard or rather, when it has been endorsed by an authority (standardization institute, professional association, etc.), prescriptive standard. Whether it is based on the selection of terms or the creation of new terms, the standardization process unavoidably requires a pre-evaluation of terms and term elements in order to achieve an optimal concept-term correspondence (Felber 1984).

The obvious consequence of this ordering is that all kinds of ambiguity, homonymy, synonymy, extensional vagueness, opacity and contradiction must be eliminated from terminologies of the subject fields, to observe the basic requirement of mononymy (term-concept assignment in which a single term only is assigned to a concept). The ideal proposed in respect of scientific language is that of univocity and of the closure of sense, in accordance with the positivist and empiricist criteria that a uniform language of observation should be built to attain the aim of a unified science (Gerstlé 1989). This position is strengthened by the strictly synchronic nature of concepts and concept systems, and by the emphasis on a context-free approach to establish the concept-term association which is also linked with the positivist approach to language. Recourse to such a timeless context-free approach obviously leaves the question of the "conceptual dynamics" unsolved. Indeed, onomasiological systems such as terminologies are far more affected by linguistic change than are semasiological systems, even though the standardization of the former is not concerned exclusively, or even principally, with arresting language change (Joseph 1987).

The deep influence exerted by logical positivism upon traditional conceptual analysis raises, in turn, another cru-

cial epistemological question: to what extent does the hypothesis of conceptual closure of scientific language meet the needs of the language of the social sciences, or can such a positivistic approach be transferred into conceptual analysis and terminological use in the humanities?

Standardized terminologies as normative international discourse

A third approach to terminology science derives from the assumption that concepts are "units of communication" in the semiotic sense i.e. elements which have to be designated by either linguistic or non-linguistic symbols. In the international sphere, the main problem has been to overcome terminological barriers, so that new fields of knowledge or new technologies can become fully integrated into the system of concepts and values of the recipient society.

This can be done in various ways. In many cases, the volume of material available is so vast that any attempt at translation into a language, especially that of a small scientific community, is futile until machine translation becomes available. As this means is so far being developed only between languages with a sizeable volume of scientific publications, the alternative is to use a lingua franca such as English. However, the wider spread of science means that a greater number of languages than ever before are now used for scientific communication. At this level, lingua francae are generally accepted, whereas at the level of technology they are less acceptable because fewer technologists acquire a sufficient command of a lingua franca, because cultural and environmental constraints make technological concepts difficult to represent in a lingua franca, and because the languages of technology are regionally so diversified that a lingua franca cannot hope to provide an adequate vehicle for communication (TERMIA 1984; Sager and Nkwenti-Azeh 1989). These are the main reasons, in addition to the legitimate aspiration to preserve a cultural heritage, why international communication patterns are now assisted by terminology standardization.

However, as terminology transfer between languages is dependent upon prior conceptual transfer having already taken place and language standards thus serve the dual function of medium of cognition and international communication, its analysis requires both a cognitive and a semiotic dimension. The semantic and pragmatic aspects of terminology transfer will need to be linked with a study of the social, whether international or not, context. In the absence of satisfactory theorizing in intercultural relations (Gudykunst 1983; Knapp 1987; Van Dijk 1990), I shall limit myself to indicating certain of the values and attitudes underlying international terminology transfer by isolating a number of its characteristics.

1. THE THEORETICAL FRAMEWORK

These interactions cannot be properly understood if they are not replaced in their sociological context. The international or transnational communities set up by scientists and technologists in the form of associations and networks pose, furthermore, a challenge to many of the

assumptions on which much of current linguistic thinking is based: members of these communities decide on the choice of the language they use (no hard core of abstract grammatical knowledge here), their contacts are interactional by nature and are influenced by political, social and

psychological factors. If the tension between these dimensions is represented by an axis between the individual (psychological) and institutional (social and political) poles, it can be represented diagrammatically in combination with an axis perpendicular to the former, representing the opposition between conceptual closure and conceptual openness;

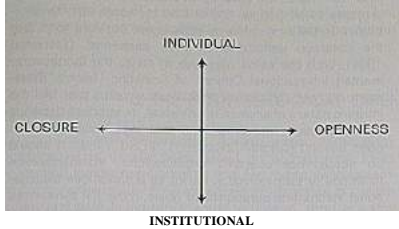


Figure 1.
Concept/term dynamics.
(Adapted from Gerstlé 1989)

This figure represents the intersection of two planes, the first of which (vertical) is examined in its sociological, and the second (horizontal) in its epistemological framework (parts 2 and 3 of this paper).

2. THE TRANSNATIONAL FRAMEWORK

Whatever the theory borrowed from the philosophy of science to account for the nature of scientific knowledge and the kinds of societies in which it appears and flourishes, the striking fact is that, as a social phenomenon, science (and technologies based on it) is "consensual to an astonishing degree" (Gellner 1984) and largely intercultural. As such, it can be transferred to individuals or social groups in any cultural background, even though it implies "thought styles and techniques that are in no way continuous with those of daily life".

The transnational, trans-social or transcultural nature of scientific and technological knowledge does not mean, of course, that it has no implications for the society which has imported the corresponding conceptual systems or on which these have been imposed. The transmission of ideas and the need for universal literacy in the disciplines concerned, against an apparently context-free communicational background, lead to an institutionalized form of culture, often protected by the state. The homogeneous models it conveys also lead to a fair amount of educational and professional mobility and equality and, in the academic sphere, to paradigms shared by sizeable transnational communities of scholars and which persist over prolonged

The insitutionalization of standard terminologies

The internationalization of scientific and technological terminologies has increased the need of institutionalize this new field of communication. Despite their ubiquity and the central role they play in international and intercultural discourse, such terminologies have been given little attention so far in the academic arena. As a discourse genre or sub-genre, the scientific and technological use of language in international communication can be integrated into a multi-disciplinary inquiry into both the structures and functions of discourse.

Following the initial approach of structural semantics, the study of style variations introduced by classical stylistics and the investigation of special operations based on word structure in term formation, the systematic theorizing of terminology work may find in theories of discourse analysis and argumentation suggestive insight. It may show that scientific and technological language is a special sub-genre aiming at the reduction of variation, and that it is based on certain schemata or superstructures, organizing the global contents of discourse by means of conventional conceptual categories.

In the same way, terminological theory may benefit from an analysis of the cognitive representations and processes involved in scientific discourse and comprehension and studied by cognitive psychologists or, as suggested by Teun Van Dijk (1990) in the field of international communication, from future theories accounting for the links between ideological representations and specific discourse structures. In the absence of such theories so far, we may find some relevant indications in practical studies relating to standard terminologies in an international context or in intercultural communication in general, vague though the latter term may sound.

periods. If we accept one of the definitions of culture more commonly given by scientists — the abstract shared knowledge of members of social communities —, it obviously applies to those communities and networks of scholars extending across national borders. Even though those communities may be different in other respect — forms of behaviour, use of specific artifacts, man-made environments, patterns of social organization —, the shared knowledge and discourse of such communities explains why, for instance, an Indian lecturer at London University in many areas of his knowledge and behaviour (including language use) has more in common with his native English colleagues than, say, with a peasant fellow countryman, just as the British-born members of the University staff are in many respects closer to the Indian than to British unskilled workers (Knapp 1987).

From the sociolinguistic point of view, the difficulty is that any community so defined is hardly ever a homogeneous entity. Rather, it is composed of a set of heterogeneous subgroups, in such a way that "the total of the shared knowledge in a social community seems to be of less importance in interactions among members of different communities than the subset of its features which the

respective members themselves use and perceive as important" (Knapp 1987, pp. 4-5). What is interesting for our purpose is that, according to their subject membership, the same traits may be defined as *intra-* or *intercultural*. If differences in sociocultural knowledge between sub-culture x, (as specific shared knowledge) of culture X (as total sociocultural entity, or "macro"culture) and subculture y, of culture Y are considered irrelevant, then communication between x, and y, (through international scientific organizations, for example) may be conceived of as *intracultural*. If the opposite reasoning is applied to the internal components of a global society X, communication between x, and x₂ may be conceptualized as *intercultural*.

The paradox of intersecting *intra-* and *intercultural* planes will be similarly found in subcultural communities using standard terminologies, as well as in terminology transfer between different (macro)cultures. In this case, those traits of communication that are considered irrelevant may be associated with varying individual attitudes, the prevailing mode being prescriptive and institutional. If the dialectic of *intra-* and *intercultural* communication is described by the same theoretical model, the degree of "interculturalness" will be measured by the predominance of heterogeneity over homogeneity, the degree of *intraculturalness* being complementary to the former. It follows from this that in a highly homogenized community, as is the case with scientists or technologists, the standardization of concepts and terminologies may be perceived as elevating personal and group prestige, because of a monopoly over those who do not have access to such community levels. If the divide between minority groups with scientific culture and a non-scientific majority becomes too wide, as in some developing countries, this may be felt as the result of an acculturation process. The problem is that for the general population no cultural assimilation of science has yet taken place, and that in some practical instances this means not assimilation but emancipation from local cultural ties (Harriss 1968, quoted in Joseph 1987, p. 52).

The rather radical view expressed by the Milroys (1985) about similar processes in an *intracultural* context can easily be referred to an *intercultural* level: only in written language standardization can true standard be achieved, and the "ideology" is all that gets transferred from the written to the spoken channel. To this we could add that, as commented by J.E. Joseph, what is transferred to the standard language is something much more significant: an entire way of thinking about language, as a medium composed of discrete units, able to be isolated in time, that is a meta-awareness of language; the means for those who have this power to consciously determine language functions to spread their views within the linguistic community; a form of graphocentrism which strengthens language's political force (what is material can be possessed), etc. (Joseph 1987, p. 38).

In other words standard languages, which are acquired primarily through educational assimilation, acculturation and other prescriptive actions, reflect a cultural intervention against the way in which one's native language is normally acquired. The very notion of a standard language thus implies much more than a mere semantic quibble, since it appears to be the product of a unified culture which, in addition to prescriptivism and culturocentrism, implies value judgements associated with the role of standard language in science as a representation of scientific knowledge. This latter point obviously raises epistemo-

logical questions, which will be examined in the third part of this paper.

At the *intercultural* level, the transnationalization of conceptual systems and terminologies is openly supported by scientific and technological institutions, whether non-governmental or (inter)governmental. The most of the International Organization for Unification of Terminological Neologisms (IOUTN) is "Scientia Gentium Proprietas" or, in the words of its President, Science is the Property of Mankind, so "the terms used by scientists should also be the property of all people and should be accessible to all - thanks to their common or convergent outward form and the common definitions of their concepts" (Stoberski 1990). With the same objective in mind, the (nongovernmental) International Council of Scientific Union's *Statement on Free Circulation of Scientists* claims that "As the intrinsic nature of science is universal, its success depends on cooperation, interaction and exchange, much of which goes beyond national boundaries" (ICSU 1989). It should be noted that scientific organizations, standardization institutes or terminological banks as autonomous transnational institutions pursue these goals in the full awareness of their underlying cultural values, that is, that "technology and its dissemination is a product of culture, because its development depends less on technical capabilities than on its social and cultural desirability and acceptability" (Stoberski 1990, pp. 105-106). These claims legitimize, I think, the analogy between the aims and structures of these organizations and the language/network *intracultural* model proposed by Milroy (1987); this is based on the hypothesis that close-knit network structure is an important mechanism of language maintenance, in that speakers are able to form a cohesive group capable both of resisting outward linguistic and social pressure and of enforcing a focused set of linguistic norms. I do not think that the non-institutional character of Milroy's model invalidates this analogy, since scientific and technological organizations and networks are most often loosely structured. It is precisely here that we have every interest in using the highly flexible network concept, which, unlike the social class concept, is not limited by intercultural differences in economic or status systems, and is consequently most useful to refer to transnational links, especially those with a low degree of institutionalization. Yet, at the same time, it allows us to integrate the dual variability of social ties and patterns of language use, whose degree of openness/closure may move between the loose-knit pole of interpersonal relationships and the close-knit structure of the more institutionalized scientific communities, in which the patterns and mechanisms of language standardization may accede to conscious awareness.

From these remarks on the interrelations between social networks, patterns of language use and terminology standardization bodies, it appears that an indirect consequence of the transnational terminology transfer is the relative autonomy of institutions as collective speakers. The importance of suprapersonal factors is shown, first by the fact that they are not collections or sets of their members, but rather collectives such as physical wholes which more or less keep their identity even when their components are replaced. As far as terminology is concerned, the reality of an "expressive autonomy of institutions", to use G. Macdonald and P. Pettit's terms (1981), is particularly visible in the role played by standardization institutes as producers of discourse. For both consumers and produ-

cers of standardized patterns of language use, collective expression seems to be supervenient on individual expression. This relative homogeneity of institutions is nevertheless limited if placed in the international context, where they will appear to be heterogeneous in relation to one another. And in the same way, the various people who form institutions have contrasting features which cannot be suppressed and will become salient whenever the institution is unable to impose its own standards upon individual expression. The constant tension between subjectivist and objectivist views of expression as found in this example lies at the core of certain problems raised by terminology trans-

fer, in the alternative assumptions that knowledge and values are liable to vary across cultures and even across individuals, or that common concepts and attitudes can be detected and lay the foundations of universal conceptual systems unanimously recognized as such. It is undoubtedly the second option that is most commonly found in terminology science, where, as was suggested above, the use of standard terms as vehicles of transnationalized concepts contribute to a perception of both concepts and terms as non-localized entities, that is, not belonging to any simple area or culture.

3. THE EPISTEMOLOGICAL ORIENTATIONS IN TERMINOLOGY SCIENCE

The analytic concept theory within terminology science has usually been based on philosophical ideas coming mostly from Aristotle and has led to defining concepts as the result of the necessary predications of a referent and their being represented in a word, term or name (depending on the generality of the référent) or conventionalized in a sentence stating the characteristics in their relationships. This conception ascribes to concepts a universal role in recognizing and constructing the world and its objects, categorizing and classifying them, while at the same time considering concepts as "units of communication" in the semiotic sense, summarized in definitions based on the classical logical equation *definiendum - definiens* (Dahlberg 1984). Thus the task of terminology science is to provide the necessary basis for dealing with the concepts formed and used in science and technology, whereas knowledge theory is necessary for describing the various types of knowledge, their structuring and use. International organizations, for their part, agree on prescriptive standards to allow the transfer of knowledge.

The multifunctionality of concepts and terms and the ensuing multidisciplinary of terminology science were inevitably to raise crucial questions as to the status of this new social science in search of a paradigm, the conception of scientific language and the kind of scientific knowledge it represents. This internal account, as it were, of terminology science complements the external dimension constituted by the sociological framework of international scientific exchange, to which I referred in the previous pages. These two sides of the discipline, however, are more closely interlinked than may appear at first sight. The assumed universal acceptance of the scientific paradigm as characterizing the most advanced stage of human development, however questionable this may sound, may not be dissociated from the universal values assigned by scientific and terminological analysis to the conceptual systems built in science and technology. Leaving aside the possible circularity in any discussion of the link between the birth of science and the social conditions of its emergence, the question must be asked whether the present epistemological postulates of terminology science are validated by what is known of the object of terminology work. In simpler terms, the central question to be answered concerns the adequacy of the univocal concept/term link. This question can be formulated in terms of the classical dichotomy between open and closed concepts as an organizing principle in describing the correspondent referents, which may

in turn be classified as discrete or continuous phenomena.

The closure of concepts may be associated with their autonomy, in the sense that they are value neutral, independent of context. Conceptual systems are conceived of as sets of statements which are semantically and syntactically coherent, based on inferences about the structure of observed realities. Observations (concepts) must be linked to terms in an orderly way through the development of operational definitions that prescribe the method for identifying the data which are the referents of the theoretical terms (Shapiro 1981). This conception, commonly applied in terminology work, derives from the positivist view that science ought to be ruled by phenomenalism (a radical form of empiricism), nominalism, objectivism and the unity of science (Gerstlé 1989). There is no place here to debate the merits and defects of positivism, but we need to examine briefly the relevance of two of these rules, namely objectivism and the unity of science, in order to elucidate some postulates underlying conceptual and terminological analysis.

Objectivism, which posits the existence of independent objects, regards our consciousness not as an active constituting force that constructs a set of entities, but as a passive recorder of data. The language of observation should, then, designate aspects of observable physical relations and events. This view implies that the language of description (terminology, in this context) rejects any contextualization for the purpose of elucidating the meaning of concepts, which means that scientific knowledge is supposed to remain valid for all possible referents belonging to a given class.

The conception of the unity of science, on the other hand, is a reductionist one in the sense that the observation of objective realities in the physicalist programme of the Vienna Circle makes it possible to build a uniform language of description (based on logical empiricism) that can be applied to the human sciences as well. This position has long been questioned by epistemologists (Lupasco 1947; Priest 1987) not only in the field of the human sciences, but even in that of the natural sciences, on the assumption that some events are intrinsically paradoxical (Melhuish 1973; Kainz 1988). Critical theorists have argued against the validity of an independent, context-free facticity that provides the basis of assertions that are true by virtue of correspondence. The Frankfurt school and other philosophers influenced by the interpretive tradition of inquiry argue on the contrary, that, human experience is apprehended on

the basis of categories that have meaning in the cultural context of the analyst/observer. Experience is thus always contingent on the normative standards that are presupposed in the selection and constitution of "facts" (Shapiro 1981). The recourse to "open-textured" terms and concepts (Waismann 1952) in relation to empirical theories, or to non-standardized terminologies in the social sciences (Riggs 1986 and 1988), are two attempts, among many others, to deal with conflicting views of conceptual ana-

References

- DAHLBERG I., "Logical arrangements of concepts in systematic glossaries", Frankfurt, March 1984. Report presented to the International Social Science Council under a contract with Unesco, in support of the INTERCOCTA Project.
- FELBER H., *Terminology Manual*, Paris: INFOTERM/Unesco, 1984.
- GELLNER E., "The scientific status of the social sciences", in *International Social Science Journal*, 4, 1984, 567-586.
- GERSTLE J., "Concepts, theories and research programmes", in *international Social Science journal*, November 1989, 607-616.
- GUDYKUNST W.B. (ed.), *Intercultural Communication Theory*, Beverly Hills: Sage Publications, 1983.
- HARRIES L., "Swahili in Modern East Africa", in Fishman et al. (eds), *Language Problems in Developing Nations*, New York: Wiley, 1968.
- JOSEPH J.E., *Eloquence and Power. The Rise of Language Standards and Standard Languages*, London: Frances Pinter, 1987.
- ICSU (International Council of Scientific Unions), *Statement on the Free Circulation of Scientists*, 1989.
- KAINZ H.P., *Paradox, Dialectic and System*, Pennsylvania State U.P., 1988.
- KNAPP K. and KNAPP-POTTHOFF A., "Conceptual issues in analyzing intercultural communications", in Knapp K. et al., *Analyzing Intercultural Communication*, Berlin: Mouton de Gruyter, 1987, 1-14.
- LUPASCOS., *Logique et contradiction*, Paris: PUF, 1947.
- MACDONALD G. and PETTIT P., *Semantics and Social Science*, London: Routledge and Kegan Paul, 1981.
- MELHUISS G., *The Paradoxical Nature of Reality*, Bristol: St Vincent Press, 1973.
- MILROY J. and MILROY L., *Authority in Language: Investigating Language Prescription and Standardization*, London: Routledge and Kegan Paul, 1985.
- MILROY L., *Language and Social Networks*, London: Basil Blackwell, 1987.
- OGDEN C.K. and RICHARD I.A., *The Meaning of Meaning*, London: Paul, Trench, Trubner, 1923.
- PRIEST G., *In Contradiction*, Dordrecht: Martinus Nijhof 1987.
- RIGGS F., *Help for Social Scientists: a New Kind of Reference Process*, Paris: Unesco, 1986.
- RIGGS F., *The Intercoccta Manual: towards an International Encyclopedia of Social Science Terms*, Paris: Unesco, 1988.
- SAGER J.C. and NKWENTI-AZEH B., *Terminological Problems Involved in the Process of Exchange of New Technology between Developing and Developed Countries*, Paris: Unesco, 1989.
- SHAPIRO M.J., *Language and Political Understanding*, New Haven: Yale U.P., 1981.
- STOBERSKI Z., *International Terminology Brings Nations Closer Together*, Warsaw: International Organization for the Unification of Terminological Neologisms (IOUTN), 1990.
- TERMA 1984, *Terminology and International Cooperation*. Papers from the International Colloquium of Terminology, GIRSTERM, 1985.
- ULLMANN S., *The Principles of Semantics*, Oxford, 1957.
- VAN DIJK T., "Discourse analysis in the 90s", in *TEXT*, Berlin: Mouton De Gruyter, 1/2, 1990, p. 233-156
- VILLAIN-GANDOSSI C. and STAMATIYOU W. (eds), *L'Acte final d'Helsinki: l'analyse sémiotique dans la recherche comparative — Le vocabulaire des relations internationales*, Vienna: International Social Science Council / European Coordination Centre for Research and Documentation in Social Sciences, 1985.
- WAISMANN F., "Verifiability", in A. Flew (ed.), *Language and Logic*, Oxford: Basil Blackwell, 1952.

Political Metaphors: Real Creativity or Prestidigitation?

by Francesca Rigotti *

The problems of the pluricultural approach in a diachronic and synchronic perspective.

In March 1974, the Union of International Associations organised a colloquium about the problems of language in the international society. I was only recently able to read the minutes of this meeting (1). The event originated from a strongly felt need of scholars in social sciences and of social workers experiencing the life of groups and societies, to overcome the lack of understanding between themselves, especially when poor understanding develops into a battle-ground.

Based on the questions which arose during the convention, I would like to prelude on the theme I will develop further, i.e. the role of political metaphors in the framework of pluricultural communication. Indeed, why couldn't metaphors, which are the ultimate mental picture, apparently accessible to all, brilliantly solve some of the sensitive problems of pluricultural communication, by presenting concepts in a clear, simple, univocal way and universally understandable? Why not take advantage of existing metaphors, or even create new ones, to communicate complex and difficult concepts in an interdisciplinary and pluricultural dialog?

My answer — which in its substance may sound pessimistic — suffers from basic lack of experience in the area of trans- and international communications as well as from insufficient knowledge of the literature and anthropological research covering that area, i.e. that which has been carried out in close contact with different and distant cultures. However, it does offer other specific advantages, one of them being my present condition of foreigner living in a foreign country, which creates those very special opportunities deriving from having understood, at one's own costs, that incomprehension and misunderstanding caused by the diversity of languages and cultures, lie in ambush

when you least expect them to, even between countries with strong relationships, and that even one single word, of which you think you know the meaning, can have in a given context a particular meaning which not only will not be understood, but of which above all, and perhaps for a long period of time, one will not realise that it never was understood. The second advantage is provided by a long-lasting familiarity with the diachronic plan, i.e. the historical development of the Western cultural events, which could also be defined as "diversified" cultures, however with the necessary special features.

The various societies and cultures which preceded ours also offer very instructive examples of diversity in societies and cultures and if, on the one hand, they offer a disadvantage in that they cannot be surveyed on the spot of observing their protagonists, live; on the other hand, they offer us an enormous advantage of better accessibility and understanding if nothing else, precisely on the linguistic side. I say this because I believe that the past — from a European viewpoint, the European past — is not a world which was completely different and unrelated to ours. Indeed, I think that the fact that we have grown in the vital humus inherited from the past is not indifferent to our development; because I consider that past and present are connected by vital links and deep-set relations; because I believe that to the common anthropological matrix ("we are all human beings and therefore behave as such") one can add the historical matrix — understood as a collective transformation — ("our history is pushing us in *that* direction").

I therefore suggest, based on the above introduction, that when speaking of multicultural perspective, one should also include cultures of the past, even if the absence of an audible dialog in this case suggests that it is meaningless to set standards.

* Seminar für Politikwissenschaft, Fachbereich Sozialwissenschaften der Georg-August-Universität, Göttingen.

What are political metaphors, what are they used for and why is it important to locate them within a historical perspective ?

The metaphor is a linguistic form, probably congenital of our conceptual system, in which we express ourselves about our fields of experience and interests. It is a "figurative" linguistic form, which can assume varied shapes, and it enables us to say something about concepts, events, and phenomena when they border on concepts, events and phenomena deriving from fields of experience which are different from the original ones (3).

There are metaphors of various sizes, from the very short ones or world-metaphors ("ass" 1) to the book-metaphors (*Animal Farm* of George Orwell); there are newborn metaphors (Gorbachev and Bush, dressed up as boxers knock out cold war, in September 1990) and extremely old metaphors (the "ship of State"); dormant metaphors (the "leg" of the table) and wide awake metaphors standing to attention (Saddam like Hitler); there are action metaphors, for everyday purposes, rational and heuristic metaphors, typical of political analysts. It is not our intention here to compile a typology, which would not be more arbitrary than so many others (4) but rather to ask oneself what role the metaphor plays in the framework of communication.

Based on their relationship of analogy with known and familiar events and phenomena, metaphors are mainly used to simplify complex phenomena, by transposing their reading onto simple and accessible planes of conversation (for example the metaphor of the network which epitomizes the idea of a non-fragmentary and multidimensional aspect of a company in which each organised entity is like a node, directly or indirectly linked to other nodes). But they are also used — and here their scientific purity can become soiled by a tendency to manipulate them — to canalise information according to predetermined circuits which please the person who is expressing them.

To create new metaphors?

In recognizing metaphors, an historical education is undoubtedly useful when aiming for open-mindedness.

But does even an active education make sense, when learning to create new metaphors using fantasy and inventiveness? Here my answer is yet again somewhat hesitant, for reasons I will outline below.

To talk in metaphors means transposing characteristics from known and familiar contexts to unknown and unfamiliar contexts; it means redefining events by replacing them, knowingly and based on experience, in the common environment of actual life. If one concentrates for a moment on the adjectives ("known", "familiar", "common") when applied to the issuing metaphorical field, i.e. the one which offers the picture on loan, one immediately understands where the obstacle is which, in my opinion, jeopardizes the possibility of giving a positive answer to the question: "is it possible, useful and reasonable to create new metaphors to simplify intercultural communication?".

If, to get right to the heart of the matter, the common cultural substratum is still lacking and this is the sine qua non condition for any transfer of meaning, how is it possible to achieve this operation?

If a politician describes his opponent as a demon and instigates the stirring up of a holy war against him, not only will he canalise information but also he will engage in a verbally or physically violent crusade. Similarly or alternatively, he can also depict the enemy as a parasite to be crushed, a tumor to be removed, an illness to be cured by all means, whether licit or illicit, and the results will be quite the same.

The historical competence that I mentioned in the first paragraph is useful here, not only for he who conveys metaphors, as he can always refer to an inventory of proven efficiency but also, and essentially, for he who is only meant to be at the receiving end of the metaphors.

To know that metaphors exist, to learn them and recognize them, to be aware of their historical itinerary and their present-day meaning teaches a lesson on how to defend oneself from their perverse aspects deriving from their use in a degenerated rhetorical speech.

When you hear someone talking in paternal or paternalistic metaphors, beware: under an air of goodwill, affection, understanding, the sense of responsibility they convey so well, this always conceals, on the part of the person using the metaphors, a dictatorial intent, in the name of which the freedom, the autonomy and the larger part of the majority should be sacrificed on the altar of "decisionality" of the emancipated minority.

Metaphors of the organic type, in their turn, almost always betray traditionalism and conservative mentalities in those who use them; the organic metaphor, which compares society to a vegetal or animal organism tends in fact to magnify the values of nature, growth, superiority of the whole versus the total sum of the parts, homogeneity of the objectives of the whole but qualitative heterogeneity of the components.

Now, concrete metaphorical fields are almost never the universal heritage of humankind, even if they are not even the exclusivity of a single language (5). They rather belong to the linguistic idea of the world of a given cultural group.

One could conceive translating each metaphor without any hesitation into a similar language, certain that it will be integrated in the metaphorical field it belongs to. Accordingly, it is easier to translate metaphors than words; if human beings had helped each other with metaphors, they may have even been able to complete the Tower of Babel, provided the builders belonged to the same metaphorical community.

The Western languages as a whole contain (or contained) (6) common semantic etymological references which go back to Greek and Latin conceptual roots; they contain common historical references on a background of events and written testimonies of the past, they contain a common development of the thread of a discourse whether it be philosophical, political, sociological, in which the interference of single words join in mutual conversations.

In this area of common references it is possible to exchange metaphors univocally: but what if there are no common references? If it is relatively simple to talk to one another in metaphors in an area of more or less homogeneous cultures, civilisations, languages and traditions, it is not at all simple, and moreover probably impossible, to proceed in the same intellectual manner when philosophies, cultures as a whole, and thinking patterns which are the components of today's world, are to be introduced in a conversation. In which metaphorical field could a metaphor be integrated when it has been "translated" into a remote language and culture?

Some empirical studies, even though carried out with other objectives, eventually support this thesis quite oppositely. These experiments consist in having the subjects read two different metaphorical descriptions of the same political event and inviting them to explain the contents afterwards: the result was that the understanding of the event varied according to the metaphor used. One item of the experiment is particularly interesting: those who con-

Do natural metaphors exist?

One could object against these somewhat sceptical arguments that the metaphors we are interested in, in order to understand, control and govern the world of today and which simplify pluricultural communication, are metaphors that everyone understands because "natural". One knows what Rousseau used to say about the "natural" man, that he does not exist, that maybe he never did exist and probably never will exist. I really believe the same goes for natural metaphors.

According to the theses of the famous anthropologist, Mary Douglas, gathered by Judge, there is at least one area — which does not necessarily exclude the existence of others — which can provide a "natural" system of symbols and analogies. It is the organic system, the organisation of the human body. It is obvious and even commonplace that we all have a head, a stomach, feet, that the head is "up" and the feet "down" in accordance with the laws of gravity, and therefore the top is and can only be powerful and divine and the bottom, unproductive and servile and so on; in fact it is of common knowledge that since we all have the same body, we use it to work out the same symbols at a million kilometers' distance from each other (8).

Why not assume then that other natural systems may exist from which metaphors can be derived, as long as beside having a body and enjoying the same physiological experiment of breathing, walking, sleeping, we all perceive with the organs of sense the same or analog heavenly and atmospheric phenomena, we seek shelter in our homes, we raise our offspring, we use means of locomotion, we use more or less complex tools to transform objects...

In fact, it is from those areas of common experience that the metaphorical inheritance was derived, at least that which has been travelling throughout western culture for twenty-five centuries. Why not extract from those systems and phenomena which are familiar to all, a list of metaphors "that may be used to communicate complex insights into a wide... structure" ? (9), which is in fact what Judge does in his "editorial experiment" when he suggests 88 new metaphors created to simplify the understanding of transition and mutation? (10).

Mary Douglas (11) apodictically maintains that institutions integrate into a solid structure based on an analogy

ducted the research work maintain that the subjects most influenced by the change in metaphor are also the better informed and culturally more sophisticated subjects. In other words, it is maintained that the metaphor only "works" if it has a substratum of knowledge and competence on which it can act, and that otherwise it remains non-active (7).

This statement thus provides an indirect confirmation of the known phenomenon according to which each one of us belongs to a specific metaphorical tradition to which we are extremely sensitive, whereas others leave us indifferent; the emotional reaction to metaphors is then proportional to the manner in which they are integrated in the sphere of inner experience.

Is it therefore not possible, with reference to the main problem, that in trying to impose our metaphors, we end up exercising a kind of "metaphorical imperialism", although animated by the noblest of intentions to overcome the misunderstandings which generate conflicts?

with the body; one of the examples she adopts is that the complementarity of the right hand and the left hand offers a rich source for rhetorical figures of speech; the following equation "woman is to man like the left is to the right" reinforces the principle, which one can even develop further, for example by adding that the people are to the king like woman is to man or like the left is to the right.

To start the whole chain of associations we need a fixed point, since we cannot pull ourselves upwards by pulling our hair as the Baron von Münchhausen used to. It is a fixed point which expresses a judgment of value : because in order to declare that it is obvious that the people are inferior to the sovereign and bound to respect and obey him, we must associate them with something that everyone recognizes as inferior to their partner, i.e. to the left, says Mary Douglas. But this association of a negative and weak left is not universal, contrarily to what one might expect. Here again we have the support of that historical background which has already proven extremely useful.

We modern people are used to thinking of the left and the right in relation to ourselves, and thus like of something subjective and contingent. To us, the left is in most cases, the weakest hand, the right hand being the strongest; the right hand side epitomizes prestige and honour ("sedet ad dexteram patris"), the left hand side, depreciation, which will later on develop into political opposition. But in the antiquity, and in the middle ages, the world itself was the source of orientation and direction. There was a front and a back, a left hand side and right hand side to the world, all objective and permanent factors which towered over physiological components. Moreover there were systems of varied orientations being used within different peoples, according to which the associative process relating to wealth / prestige / power varied.

Peoples with a Northern orientation (- wealthy right) were the Indians, the Greeks, the Hebrews, the Celts, the Goths; peoples with a Southern orientation (= wealthy left) were the Egyptians, the Chinese, the Assyrians, the Babylonians, the Persians, the Etruscans, the Italics, the Romans. Such a tradition is a die-hard as can be seen in Roman-Christian art, which, having its own roots in the mass of the people which was not involved in the hellenis-

tic idea (oriented to the North), granted a place of honour to the left up to just before Giotto's days (as one can see with one's own eyes when one observes the position of Saint Peter in relation to Christ: to the left in the Latin mosaics and frescoes; to the right in the Byzantine style) (12).

If this example may seem a little pedantic, an easier case can be taken such as colour associations; there is nothing more natural and universal, apparently, than a coloured metaphor, not to say synesthesia. And yet, even in this case, the colours are arranged according to the axis of orientation of the world proper of each culture. For us, who are oriented to the North, white is the colour of the East, of the Orient, of the light, of goodness and positivity, but for traditional Chinese culture, oriented South, white is the colour of mourning. For us in the Western part of the world, red is associated with liveliness and movement but mostly with aggressivity ("red with anger"); and for the Chinese, again, for whom red absorbs the characteristics of the solar light at noon, red is luminosity, wealth and joy (13).

What happened then to the naturalness of the association which we spontaneously believe derives from the fact that red is, for everybody, the colour of a liquid of vital importance, blood?

I believe that the previous example already provides solid ground for the argument which states that the relations of similarity, which release the mechanism of metaphors, are induced, selected and applied, following unfathomable criteria of a grammar of the imaginary which has little of nothing to do with the rules of traditional logic or with those of an even more unlikely natural logic.

We all have a body and we all breathe, this is a fact; but it is *not* beyond doubt that we all have to and can have the same associations with the physiological function of breathing. We can suggest the metaphor of oxygenation and interpret between the lines of phenomenon of social breathing as the intake of pieces of news of collective meaning with a stimulating, vivifying effect (14). But breathing can be explained in a thousand new metaphors. Think of the metaphor of breathing such as the soul in the Christian religion, splendidly represented in those medieval pic-

References

- (1) *Les problèmes du langage dans la société internationale*, Colloque organisé par l'U.A.I. à Paris le 28 et 29 mars 1974, en association avec le Comité pour l'analyse des concepts et de la terminologie (COCTA) de l'Association internationale de science politique, U.A.I., Bruxelles, 40 rue Washington, 1975.
- (2) G. Lakoff & M. Johnson, *Metaphors We Live By*, Chicago, Univ. of Chicago Press, 1980, p. 13 and passim.
- (3) For any reference consult the bibliographies of Jean-Pierre Van Noppen et al., *Metaphor: A Bibliography of Post-1970 Publications*, Amsterdam/Philadelphia, John Benjamins, 1985.
- (4) You may possibly consult: Francesca Rigotti, *Metafore della Politica*, Bologna, Il Mulino, 1989; id., "Politische Metaphorik", Habilitationsschrift, Georg-August-Universität Göttingen, 1990.
- (5) Harald Heinrich, "Münze und Wort. Untersuchungen an einem Bildfeld", in *Romanica*, Festschrift Rohlf, Halle, Niemeyer 1958, 503-521.
- (6) Giovanni Sartori, *The Tower of Babel/Committee on Conceptual and Terminological Analysis*, Working Paper 5, Hawaii, Social Science Research Institute, 1973.
- (7) These experiments are described in Joel T. Johnson, Shelley E. Taylor, "The Effect of Metaphor on Political Attitudes", in *Basic and Applied Social Psychology*, 2, 4, 1981, 305-316 and in Jan Bosnian, "Persuasive Effects of Political Metaphors", in *Metaphor and Symbolic Activity*, 2, 2, 1987, 97-113.
- (8) As explained by Umberto Eco in // *Pendolo di Foucault*, Milano, Bompiani, 1988, 287-290.
- (9) Anthony J.N. Judge, "Metaphors", in *Encyclopedia of World Problems and Human Potential*, edited by the Union of International Associations, 2nd ed., Munich, K. Saur, 1986, CM 2011-2094.
- (10) *Ibidem*.
- (11) Mary Douglas, *How Institutions Think*, Syracuse, N.Y., Syracuse Univ. Press, 1986, cap. IV.
- (12) Covering the whole subject, refer to: A.L. Frothingam, "Ancient Orientation Unveiled", in *American Journal of Archaeology*, XXI, 1917, 55-76 (I); 187-201 (II); 313-336 (III); Georges Posener, "Sur l'orientation et l'ordre des points cardinaux chez les Egyptiens", in *Nachrichten der Akademie der Wissenschaften in Göttingen. Philologisch-historische Klasse*, n.2 1965, 69-78; Herbert Glöckner, *Himmelsrichtung • Himmelsgewölbe*, Tübingen, Bök und Schulz, 1979.
- (13) Cit. Herbert Ludat, "Farbenbezeichnungen in Volkernamen. Ein Beitrag zu asiatisch-osteuropäischen Kulturzeichnungen", in *Saeculum*, 1953, 138-155 and Omeljan Pritsak, "Orientierung und Farbsymbolik. Zu den Farbenzeichnungen in den altaischen Volkernamen", in *Saeculum*, 1954, 376-383.
- (14) As Judge does in "Metaphor", cit., CM 2011.
- (15) As in Richard Rorty, *Philosophy and the mirror of nature*.

Recontextualizing Social Problems through Metaphor *

Transcending the "switch" metaphor

by Anthony J.N. Judge

1. Introduction

This paper is based on the assumption that it is useful to question whether the many existing approaches to social problems and global management, however successful, are sufficient to the challenge of the times. Individually they may indeed be necessary and adequate to particular challenges, but there is every possibility that they may collectively be insufficient to the larger challenge. It is possible to adopt an optimistic attitude in order to safeguard the personal and institutional investment in such approaches. There are however sufficient dissenting views to suggest that it is at least worth devoting some effort to the exploration of much more radical approaches.

For space reasons, the paper will not outline some of the major constraints on global management and innovative approaches to it (Judge, 1987). Conditions, such as the following, have been noted by many authors in different ways: complexity (whether for management or modelling); incommensurability of many policy concerns; limits to comprehensibility by the human mind (possibly even the comprehensibility of appropriateness); multiplicity of perspectives concerning any issue or response; information overload; urgency; policy time constraints in relation to electorates; incommunicability of complex insights to those who must vote on them; irresponsibility, in some measure, of most social agents; corruption and deceit of many social agents. For the purposes of the subsequent discussion these can all be usefully treated as design constraints.

Experience of past development decades indicates that implementation of desirable institutional innovations is likely to remain limited however much lip service is paid to them. Part of the difficulty would seem to lie in imaginal deficiency on the part of both the innovators and of those to whom the innovations must be made credible. There is merit therefore in exploring radical approaches to ways of configuring the conceptual elements which are the basis for any social innovation — and relating them to the forms

* Paper prepared for the Meeting on "Demography Issues and Sustainable Development Metaphor", organized by Development Alternatives in collaboration with the Society for International Development Asia Office (New Delhi, March 1990).

of imagery currently favoured (for good reason) by politicians.

Within this context the paper endeavours to envisage the next credible steps that might be taken to provide a more fruitful imaginai framework to sustain more appropriate personal and institutional responses to the challenges of the times. The core question is whether initiatives can be recontextualized or reframed — using more powerful metaphors — in such a way as to offer new insight and greater degrees of freedom.

With this objective in mind, the term "metaphor" is used broadly to denote any conceptual device which facilitates transfer of meaning associated with a phenomenological pattern in one domain to that in another. The term is therefore used as though the range of such devices constituted a continuum, however they might be distinguished or grouped by different schools of thought. The emphasis in this paper is on the relevance of this approach to very practical challenges (e.g. unemployment, drug abuse, overpopulation, etc). A more analytical approach has been taken in earlier papers (Judge, 1987, 1988).

This paper is part of a long-term exploration of the significance of information collected on the networks of some 20,000 international bodies described in the *Yearbook of International Organizations* (UIA, 1989), and on the 10,000 "world problems" with which they claim to be concerned, as described in the *Encyclopedia of World Problems and Human Potential* (VIA, 1986). The latter includes a section on metaphors, with 80 examples.

2. Sustainable Development and the Individual

The image of an appropriate policy for the future is currently being carried within the international community by the term "Sustainable development", reinforced by the recommendations of the Brundtland Commission Report (World Commission, 1983). This concept is now the integrative carry-all for many more specific policies, which it is hoped can be interrelated through it in a fruitful way — despite the apparent contradictions between some of them (e.g. environmental conservation and industrial growth).

Policy discussion of "Sustainable development" deals

with macro-issues, despite the fact that the problems are not only experienced by institutions and governments as administrative and political challenges, but also by individuals personally faced with unemployment, environmental degradation, illness and the like. Such discussion thus cultivates a "top-down" perspective, although individuals tend to have a "bottom-up" experience of them. If the top-down policies did not call for a change of attitude on the part of individuals, such policies might prove adequate to the challenge. But since such changes of attitude are called for, a focus on the bottom-up perspective is appropriate.

In the macro-perspective of sustainable development, it is the sustainable development of human society that is the focus. But the kinds of sacrifices and life-style changes that are called for raise the question as to whether attention should not also be devoted to the nature of the sustainable development of the individual — especially in a period when discussion of "human development" is coming into fashion within the international community. It is indeed possible that the sustainable development of society may be impossible where the sustainable development of the individual is impeded.

In the following sections the role of metaphor is explored in sustaining the development of the individual faced with problems such as unemployment, discrimination, drug abuse and insecurity, and, as a special case, in relation to the opportunity of sexual intercourse and its consequences for further increase in population.

3. The implicit "switch" metaphor

Much has been said in recent years about the inappropriateness of conventional western mind-sets — in responding to the complexities of the environment. Particular criticism has focused on "dualistic" and "linear" thinking. "Holistic" approaches are advocated as more desirable alternatives, but unfortunately without any insights into the practicalities of their implementation. Metaphor may be helpful in this respect — far more than through the above distinction based on the "line" and "hologram" metaphors.

Consider the implicit switch metaphor which governs much of our thinking concerning major problems of society:

- unemployment : an individual has a job, or does not have a job.
- ignorance: an individual is educated or uneducated.
- violence : an individual is subject to violence or is not.
- illegality and criminality : an individual is acting illegally or is not.
- illness: an individual is healthy or is not.
- corruption: an individual is corrupt or is not.
- uncleanness: an individual is unhygienic or is not.
- discrimination: an individual is subject to discrimination or is not.
- ~ environmental exploitation: an individual wastes resources and degrades the environment or does not.
- substance abuse: an individual is addicted to drugs (over-eating, smoking, alcohol, etc) or is not.

Many advocated policies are explicitly designed to "switch" individuals from one condition to the other in each case (e.g. from "on" to "off") — from an undesirable condition to a desirable one. And once such a transition has been accomplished, the object is to prevent backsliding into the undesirable condition. The switch metaphor is a

simple device through which ambiguity can be avoided (Levine, 1985).

Ironically this switch metaphor is also implicit in the thinking of those who identify most closely with a holistic, non-linear, appropriate and sustainable alternative. For them it is a question of how to switch from the inappropriate to the appropriate — and stay there.

It would be a mistake to consider that this metaphor is "just a way of thinking" without any concrete implications. Much legislation is designed around whether a person is in Condition A or Condition B of some such switch, with immediate consequences in terms of social security benefits, various forms of aid, and varieties of social sanction. An extreme example, the apartheid policy in South Africa distinguishing between "white" and "non-white", became administratively feasible following a seemingly innocent census in which people were requested to identify their racial group.

4. Ambiguity

It is important to recognize the extent to which this switch metaphor is natural to western modes of thinking. It is debatable how meaningful such polarities are in other cultures, or within many sub-cultures of western societies (Maruyama 1980, Hofstede 1980). Indications of this are to be found in the ambiguity of attitudes towards corruption in non-western society — and even in western society. If comprehension of the issue is more complex than that implied by the switch metaphor, and if the dynamics associated with each problem dimension call for a more complex description, then unquestioning use of the switch metaphor constitutes a real danger at this time (Judge, 1986).

The issue of smoking is an extremely valuable illustration of many dimensions of individual and collective response to the challenges of these times. It is a neat metaphor of the experiential ambiguities in discovering a more appropriate relationship to these challenges. It is especially valuable because it offers us a framework within which to discuss much more charged or controversial issues such as overpopulation and environmental degradation. Consider:

- an illustration of switch thinking in public policy — legislation on smoking vs. non-smoking (and ways of circumventing such restrictions in restaurants and the workplace)
- a major source of tax revenue for governments — can governments afford to recommend against it?
- the struggle of the individual — whether to smoke, how often to smoke, whether to "stop"
- the fashionable image of smoking — macho, cool, sophisticated, a shared experience, low-key bonding, etc.
- the health aspect — the risk of lung cancer against the challenge of gaining weight
- as a stimulant and tranquilizer — what alternatives are available for mood adjustment
- as a means of self-assertion — imposing a style and subjecting others to its waste products; revolting against parental and other authorities.

Using this metaphor, it is much easier — especially for smokers — to understand the ambiguity of governments and industrialists in restraining their exploitation of the environment. For industrialists "sustainable development" then lends itself to other interpretations far from those of conservationists, for example "sustainable competitive

advantage". It is not simply a matter of the inherent logic of switching from unsustainable policies to sustainable ones. The assumption that industrialists will willingly espouse environmentally-friendly sustainable policies seems extremely naive in this light, even when all the arguments are clearly evident — as the partial results of "health warnings" to smokers illustrate. Can any smoker genuinely expect industry to stop air pollution through smokestacks ?

5. Imaginai deficiency

The previous section illustrates how individuals and groups escape into ambiguity to capture the wider reality on which the options of the switch metaphor have been imposed. There are obviously more degrees of freedom than are implied by the switch metaphor. People have direct experience of those opportunities even though they may be poorly articulated into sets of categories.

In the light of such arguments it is useful to explore further on the assumption that the inadequacies of existing strategies are partly due to poverty of the imagination — namely to imaginai deficiency at the policy level. The question to be asked is whether there is some pattern to our thinking — such as reliance on the switch metaphor — which effectively limits the complexity of the policy options which tend to emerge, especially at the international level.

The concern of this paper is that, perhaps more crucially, the question should be asked whether such imaginai deficiency is not a prime handicap for those most vulnerable to the problems of our times — unemployment, illness, etc. It is well-recognized that rich use of imagination is made by those in underprivileged circumstances, whether in the form of visual imagery or metaphor, and irrespective of educational background. So it is not imagination that is lacking. The question may be rather:

- whether that imagination is appropriately harnessed in response to the challenges
- whether the imaginative form is appropriate to any new response to those challenges
- whether external forces (educators, experts, officials, priests, media, etc) do not actively de-legitimate the effective use of that imagination.

There are many signals that calls on resources are such that relatively little can, or will, be done for those in underprivileged circumstances — to say nothing of looming problems of widespread famine, pollution, global warming, etc. Behind the scenes there is considerable doubt concerning the efficacy of conventional forms of aid. Of the 5 billion people in the world, 4.2 billion are considered "unbankable" by western economists. Invisible social revolutions are taking place in the Third World through articulation of informal economies (De Soto, 1989). In these circumstances, people need to be encouraged to rely on their own resources — rather than live in pious expectation that all will be solved "by the year 2000". And there is the nasty possibility that the prevailing wisdom in the international community is a direct inhibitor of the kinds of creativity which would enable them to do so.

6. Governing metaphors

At a time when there is much discussion of new paradigms, quantum leaps, breakthroughs and imaginative alternatives, it could be useful to explore collective and individual behaviour in search of the implicit metaphors by which they may be governed — or govern themselves

(Judge, 1987). Such exploration tends to take the form of identifying the "belief" or "value" systems within which people operate. And in these terms there has been concern in the international community as to ways of communicating more appropriate value systems — especially those enshrined in human rights convention. There are also many constituencies actively promoting particular belief systems.

Whilst promotion of belief and value systems opens opportunities for some, the track record of this approach does not suggest that it will make a difference in time. They also tend to be presented in relatively diffuse texts that call for special education processes before the full benefit can be derived from them. At the other extreme are the slogans favoured by politicians and politically oriented groups. In this case the difference made, if any, tends not to reflect the complexities of the situation — thus engendering further difficulties.

There have been suggestions concerning the existence of "root metaphors" governing particular world views. Such root metaphors have also been noted in relation to images of social organization (Morgan, 1986). There is currently much emphasis, in the case of particular corporations, of identifying or designing an appropriate "corporate culture". In the past at least, great emphasis has been placed on family mottoes (at least amongst the western aristocracy). Such mottoes were also developed by guilds. In some non-western cultures totems have played an even more powerful role in providing a metaphoric view of the world (Cowan, 1990). In various religious traditions, phrases based on particular metaphors are used to guide personal transformation, often through meditation.

In the light of the recognized cognitive function of metaphor (MacCormac, 1985), these examples suggest the possibility of encouraging more active use of metaphor by individuals in order to creatively "redesign" their cognitive environments so that new opportunities become apparent and acquire legitimacy. The role of metaphor in scientific and artistic innovation suggests that equivalent uses of metaphor are possible in the realm of social innovation.

It should be quickly noted that there are clearly limitations to any metaphor and that it is easy to get trapped in an inappropriate metaphor — or rather in a metaphor which is inappropriate to the circumstances. Current entrapment by the switch metaphor might be an example. The challenge is therefore to provide contextual metaphors which enable people to shift around within a set of metaphors, where each is appropriate to different conditions (Judge, 1989b). This is especially important when it is becoming increasingly apparent that no one explanation, theory, model or paradigm can encompass the complexity within which people have to navigate. It would therefore be a mistake to imply that any particular metaphor can encompass more than an aspect of the reality with which people have to deal.

Given the increasing problems of the educational system, typified by the increasing number of functionally illiterate adults, it is necessary to look to other means of disseminating such metaphors. Of greater interest than such "dissemination from the centre" is the desirability of finding ways to encourage people to select or design their own metaphors using material natural to their own culture and sub-culture, in fact it is more a question of enabling people to harness the social innovation potential of metaphors with which they are already familiar.

Metaphor is widely used by politicians to communicate policy options — both amongst themselves and to their constituencies. However it is used simplistically and in a rhetorical manner divorced from the written articulation of the policy and its implementation in practice. The metaphors currently favoured do not reflect the exigencies of sustainable development or the dynamics between the advocates of competing policy alternatives. It has been suggested in earlier papers that governance could be more effectively based on processes facilitating the emergence and movement of policy relevant metaphors, their relationship (as comprehensible meaning complexes) to more conventional forms of information, and their reflection in organizational form.

The merit of this vision of governance — whether of a society, a group, a family, or as "self-governance" — is that it does not call for an improbable, radical transformation of institutions and programmes. Rather it calls for a change in the way of thinking about what is circulated through society's information systems as the triggering force for any action.

7. Transcending the switch metaphor

In the light of the above arguments it should be possible to look anew at many of the conventional problems with which people are obliged to deal personally. This process should be legitimated by the probability of detecting forms of response by individuals which are not captured by the categories that the switch metaphor reinforces. The existence of additional categories, however confusedly they are currently understood, would then call for richer, and less mechanistic, metaphors to capture the relationship between them. The issue is, as Mark Twain succinctly put it, "If your only tool is a hammer, than all problems look like nails". The principal tool of the international community would appear to be the switch.

Before considering the implications in response to real problems, it is appropriate to note the constructive criticism by Kinhide Mushakoji of what he calls "binary" approaches in science and disciplines affected by its methodology. "By the very nature of scientific logic which is binary, intellectuals tend to form bi-polar structures with two opposed camps rally under two paradigmatic banners. The polarization often takes place even within each of the two poles which then divide themselves into sub-poles, and so on... An inter-paradigmatic process should be able to break the bi-polarity of the intellectual community by introducing a third pole in the dialogical process... The role of such a pole is to introduce extra-paradigmatic considerations (into the discussion) and to break the dichotomic argumentation bringing into the discussion innovative ideas." (Mushakoji, 1978). Edward de Bono had advocated the use of a special term "po" to accomplish precisely this (de Bono, 1973).

But Mushakoji goes on to draw attention to the "logico-real" problem of the relationship between the logical and the reality levels. He suggests that catastrophe theory can help to shed light on the different logical positions in the morphogenetic space by relating the continuous reality (i.e. *signify*) to the discrete set of concepts (i.e. *signifiant*). This leads him to advocate a four-fold non-formal logic model to provide a logical basis for inter-paradigmatic dialogues. Such a logic emerges from another Japanese scholar, Tokuryu Yamauchi (Yamauchi, 1974) who interre-

lates oriental thinking based on "lemmas" with occidental thinking based on "logos". Lemma concerns the modalities according to which the human mind grasps reality, rather than how human intellect reasons about it. Mushakoji sees the lemmic approach as offering a breakthrough in response to the static ontology of the West.

The tetralemmic model Mushakoji describes stipulates the existence of four lemmas: (a) affirmation, (b) negation, (c) non-affirmation and non-negation, (d) affirmation and negation. Here (a) and (b) both belong to formal logic, whereas (c) and (d) are unacceptable to it, although they are necessary in theoretical physics. "Only an acceptance of the third and fourth lemmas can allow a full representation of the contemporary world *problématique* in its totality since contemporary world reality is full of cases where a mere affirmation or negation does not make sense".

As has been noted elsewhere, it is unfortunate that Mushakoji has limited his concern to representing or grasping reality for the purposes of revolution in thinking. This does not respond to the problem of how to intervene in that reality on the basis of any such conceptual revolution — the vital preoccupation in furthering human and social development. And yet the four lemmas lend themselves to such an action-oriented interpretation as the basis for a more general "action logic" discussed elsewhere (UIA, 1986).

Following Mushakoji's lead concerning catastrophe theory, essentially what we could usefully explore is the possibility of enabling people to recognize how they redefine the morphogenetic surface on which they function. The switch metaphor is associated with a surface with two focal positions (attractors or wells) separated by a "col" and surrounded by impracticable "mountains". The challenge is to modify that topography to offer a multiplicity of alternatives — including the original positions.

The nature of this challenge has been well explored from a somewhat different angle by Edward de Bono, especially in his most recent book *Am Right; You Are Wrong* (de Bono, 1990). The title is intended as an illustration of the thinking trap in which western-inspired cultures are caught. He clarifies the challenge admirably — making very extensive use of metaphors, but without referring to them as such. But although he stresses the importance of such insights for a more appropriate response to the crises of these times, his emphasis is on the need to teach people to think in more fruitful ways.

De Bono has been very successful in introducing his methods into the educational systems of a number of countries — especially in the Third World — although he is criticized by others for claiming to have "the answer". Whilst he would argue that such criticism is a symptom of the thinking trap, it is also a symptom of a dimension of the *problématique* with which his approach fails to deal, namely the failure of conventional "delivery systems" to reach more than a circumscribed audience. It would be naive to expect that people in villages would read his books, or respond appropriately to educators who have followed his courses. The renowned lags in the education system following any innovation are measured in decades.

Hence the need to rely more on existing insights, which do not call for "informing" people through initiatives, and on communication systems such as those through which rumour and humour travel. The speed of such systems is renowned — even across continents and even in Third World countries. And the challenge is not so much to

deliver insights from a centre "of excellence", through such processes, to various peripheries, but rather to encourage the cross-fertilization of insights moving between "peripheries".

6. Paradoxical context

Before exploring some possibilities for fruitful metaphors, it is useful to recognize the paradoxical context within which the present challenges have emerged (Barel, 1989). This can be summarized by the following :

(a) Many conventional solutions to problems are themselves problems — at least to some constituencies. Examples include: conservation, aid, divorce, abortion, unemployment, benefits. And conversely...

(b) Many problems are themselves solutions to other problems. Examples include: drug abuse, corruption, unemployment, starvation, war.

(c) Many solutions are advocated in a form which effectively make them somebody else's responsibility. A solution can be "safely" advocated provided some other group has to provide the resources to carry it out. And conversely...

(d) People tend to recognize as important those problems which are beyond their current means to resolve. Problems tend to get defined at a level of abstraction beyond that at which institutions or individuals are competent to deal with them (cf. the "Peter Principle" of career advancement).

Such avoidance mechanisms are important to personal and institutional survival. Too close a proximity to a problem — with full recognition of one's own responsibility for its continued existence — is destructive of existing behaviour patterns with which one's identity is associated. An appropriate metaphor might be that of the Gorgon of Greek mythology — the sight of whom froze people to stone. But unless we understand how we are part of a problem, we cannot understand the nature of the solution required.

In this context explanations (however insightful), recommendations and prescriptions (however innovative and resourceful), and proscriptions (with whatever degree of authority), are of limited value — as the track record of the past decades has illustrated. The situation is getting worse.

Such a paradoxical context calls for paradoxical, counter-intuitive, strategies of a different quality (Gordon 1978, Hillman 1983, Seltzer 1986), such as might be suggested by "setting a thief to catch a thief", the "Zen of problem solving", and the lateral thinking of de Bono. In the case of the Gorgon, one device used was a mirror-like shield which allowed the Gorgon to be seen, and approached, without looking at it. Such a shield is not that of the rational mind (which cannot handle the complexity of our personal involvement in the problem), but rather of the imaginative mind (which can dance imaginatively with the horrors for which we are in some ways responsible).

In a situation in which prescriptions, even if insightful and appropriate, cannot be disseminated effectively to those who need them (despite hopeful technocratic scenarios of satellite education), it is not explanations and recommendations on which we can rely. The "resource delivery system" is inadequate (as rising adult illiteracy in industrialized countries indicates) and it is very probable that what we think ought to be delivered is in fact inappropriate. Geoffrey Vickers, an early doyen of the policy sci-

ces, noted that "a trap is a function of the nature of the trapped" (Vickers, 1972). As a consequence it is to be expected that our society should be trapped by the very nature of the intellectual mode which is most dominant and on which we most rely - what Konrad Lorenz has described as "technomorphic thinking" (Lorenz, 1988). The switch metaphor is a typical product of such thinking.

But it is possible that evoking imaginative responses might allow people to redefine their problems in ways which open new opportunities to them. Evocation rather than explanations or prescriptions — although all should occur where feasible.

9. Problems as metaphors

As has been noted by a number of authors, part of the thinking trap is perceiving the challenge as being one of "problem-solving". To avoid this it is useful to reframe the approach by asking what a problem is "trying to tell us" — or, better still, is the problem as understood in effect a metaphor for something we would prefer not to understand? From this perspective "institutionalized" problems may in effect be a sort of metaphorical euphemism — a package which it is better not to unwrap. For problems are not only nasty in themselves, they are also nasty in what they imply about ourselves — however saintly we might wish to appear as disinterested change agents, victims or innocent bystanders. Through this approach the problems themselves may be able to tell us something about the way forward.

It would be totally presumptuous to assume that much could be accomplished along these lines in a paper like this by a single author. The following is therefore intended merely as a biased indication of a fruitful line of inquiry. Examples might include:

(a) Substance abuse (including drugs and alcohol): Is it too trite to suggest that substance abuse is signalling a desperate need for different modes of thinking, feeling and experience than those sanctioned by a society governed by antiquated thinking patterns which have been only too effectively institutionalized in "acceptable" modes of work and leisure? Again, since many in key positions in such institutions also use drugs or alcohol "to relax", what should be learnt from the level of stress — and schizophrenia — at which the prevailing mode of thought is requiring them to function? Is substance abuse not effectively offering a remedy for the imaginai deficiency and mechanistic patterning characteristic of "acceptable" individual and collective behaviour? And consequently would not substance abuse become less necessary if society acknowledged more imaginative opprotunities? What is the incidence of substance abuse in cultures whose languages make very extensive use of metaphor? Too what extent is it useful to perceive our relation to the prevailing thinking pattern as a form of "addiction" - a habit that we do not know how to kick, even if we wanted to?

(b) Unemployment (including underemployment and absenteeism) : it is no longer fruitful to argue that a significant proportion of unemployment is simply due to laziness, reluctance to learn new skills, lack of initiative or lack of opportunities — whatever truths these may imply. Is it possible that the prevailing mode of thinking is inhibiting peoples ability to imagine new forms of action of value to others, encouraging people to perceive existing employment opportunities as worthless both to themselves and to

others, as well as impoverishing the manner in which people consider what to do with their lives? Is unemployment telling us that much of the work on offer is not worth doing — and that much which is done is pointless? This would certainly be consistent with many criticisms of the consumer society and of industrial exploitation of the environment. Perhaps it is also saying that what we value doing, or are obliged to do, is not appropriately valued (as "work") in an economic system governed by an inadequate mode of thinking. This would certainly be consistent with the debate about the economic value of housework. Contrasting employment with recreation (as opposed to unemployment) is somewhat ironic in that unimaginative leisure opportunities are increasingly incapable of offering "re-creation" — despite the degree of economic investment in them. Is the level of unemployment also indicating that we really do not know to what society could usefully devote its human resources? Worse still, is it indicating that we have dissociated the challenges to human society from opportunities for "work" because of the way such challenges are perceived within the prevailing pattern of thinking?

(c) Ignorance (including functional illiteracy): is the level of ignorance, even in industrialized countries, telling us that much of the information on which that judgement is based is not worth learning? This concern has certainly been expressed in debates about existing curricula. Is it suggesting that for their psychic survival people are educating themselves along pathways which are not considered meaningful, or indicative of intelligence, within the prevailing pattern of thinking? This is suggested by the immense resources devoted to music and to "alternative" therapies and belief systems. Is it suggesting that people feel deprived of an imaginal education, faced with the formal (even rote) learning so frequently considered most appropriate (especially "to the needs of industry")? This is suggested by the enthusiasm for graphics, cartoon books, science fiction, fantasy and the archetypal portrayal of cult figures in music. Is our concern with the ignorance of many concealing the fact that those with most expertise and power are really quite ignorant about how to navigate through the current crises and those on the horizon?

(d) Homelessness : Is the lack of appropriate shelter, even in industrialized countries, indicating that with our current pattern of thinking we are ineffective in our ability to provide, construct, or acquire cognitive and affective frameworks to shelter us appropriately from the turbulence of the times? This would be consistent with concerns about alienation in modern society. It would also follow from the recognition that many traditional frameworks and belief systems have been torn down or discredited. Even where people are well sheltered, it is often in houses or apartments which reflect an impoverishment of architectural imagination as reinforced by unimaginative building regulations and construction economics. Are our imaginative lives so impoverished by the media that the ability to provide a hospitable "interior decoration" for our psyches has been degraded?

(e) Illness: Disease as a metaphor has been explored, especially by Susan Sontag. Nevertheless the preoccupation of the World Health Organization with "Health for all by the Year 2000" fails to address the increasing prevalence of stress, neurosis and personality disorder — especially in industrialized countries. Just as the range of individual diseases provides admirable metaphors for a taxonomic study of the world *problématique*, so it might also be used to

explore the diseases of the imagination and of imaginal deficiency.

(f) Hunger (including malnutrition) : At the time of writing some 4 million people are threatened with death by starvation in Ethiopia alone. Is this problem not signalling the existence of a subtler and more widespread form of deprivation — a malnutrition of the psyche and a spiritual hunger which we are even less capable of addressing? This would be consistent with concern about the artificiality and superficiality of experience offered in the emerging "information society" or "global village" — and with the desperate attempts to increase the level of "realism" by increasing the quantity and degrading quality of violence portrayed in the media. To what extent are our imaginations appropriately nourished at this time — despite the surfeit of imaginative material (junk food?) available and to come?

(g) Wastage (including environmental degradation) : Is our insensitivity to the processes of wastage and pollution, for which we are individually responsible, signalling the existence of an indifference to the "salubrity" of our imaginative lives? This would be consistent with the concern expressed by some non-western cultures and constitencies at the indifference to "spiritual purity". There is little consensus on what is or is not healthy for the psyche — just as we are no longer clear, with the increasing scope of pollution, to what extent which foodstuffs are safe. The depletion of natural resources associated with wastage calls for reflection on the possibility that western-inspired culture is depleting its psychic resources in ways that we have yet to understand? Can the imaginative resources of a culture be depleted to a point of "bankruptcy" and how can such resources be conserved and "recycled"? Do empires fall through imaginative failure?

(h) Corruption (including crime) : A major criticism of the development aid process is that the resources are diverted away from those most in need, despite agreements to prevent this. Various forms of bribery or "commission" are a common feature, even in industrialized countries. In any position (including intergovernmental agencies), people endeavour to obtain perks and privileges for themselves, for relatives or for friends — whether this is limited to pilferage of office supplies, extended into the imposition of a "socially acceptable taxation" (or "sweetener") on any transactions which they control, or developed into a full-blown criminal activity. What can be learnt from this degree of self-interest and the associated rule-breaking propensity? Is this an indication that people cannot survive within the mechanistic regulations which emerge from the current pattern of thinking — or at least choose not to do so, and feel free not to do so when possible? This would be consistent with the admiration for people who can get things done despite the rules, because they are capable of imagining more subtle opportunities. To what extent is corruption associated with a more creative world view — as reflected in the term "creative accounting".

10. Reframing problems: the case of "overpopulation"

The previous section has indicated how problems may be seen in a new light by exploring the implications for the sustainable development of the individual — through the individual's eyes. This provides an integrative focus which

is absent when such problems are projected onto the global level, where mutually exclusive perspectives retain some measure of credibility. But, however valuable, it is not sufficient just to see such problems in a new light. The key question is whether they enable some new approach to them. The ultimate test is the case of "overpopulation", which many would argue to be at the origin of the problem outlined above.

There are many well-known difficulties in approaching this problem as opposed to those above:

- (a) There are strong constituencies which do not consider overpopulation to be a problem in the first place. These include religious groups, such as the Catholic Church, with a vested interest in increasing the number of people of that faith, as well as countries which believe that their own population does not reflect their desired importance, either in absolute terms, or because of declining birthrate, or because of a threatened reduction in the influence of one ethnic group due to the high reproductive rate of some other ethnic group.
- (b) There are strong constituencies which view with suspicion any suggestion, especially by outsiders, that their birthrate should be restrained or reduced. This may be seen as a violation of their rights, as catering to the interests of the outsider group, or as an effort to deprive them of the socio-economic benefit of children in the form of labour, income, and social security in old age.
- (c) There are strong constituencies which view prevention of conception and/or termination of pregnancy with repugnance (the abortion issue, etc).
- (d) There is a very strong consistency which views any discussion touching on the intimacies of sexual relationship as improper and to be avoided.
- (e) The above factors reinforce the tendency of politicians to avoid such a controversial issue or to dramatically de-emphasize it — as evidenced by the fate of international population programmes under the influence of President Reagan.

Family planning and sexless euphemisms

Because of all the above factors, even discussion of the "overpopulation" issue takes place through euphemism and indirection. This is compounded by the tendency, reinforced by intergovernmental agencies, to discuss problems through terms denoting programmes to solve them or through the values enhanced by solving them. Examples include: the "peace" and "youth" problems, literacy (instead of illiteracy). In this case we have "family planning", "demography", "fertility", "population dynamics", etc. Programme agencies favour this approach because it lends itself to upbeat reporting concerning their programmes, whatever relationship they have to the problems. Academics favour it because it emphasizes theoretical and methodological issues, irrespective of their relevance to any substantive problem.

Use of such sanitized terms to refer to an extremely charged issue may undoubtedly be appropriate under many conditions — just as any reference to sexual relations tends to be avoided in the presence of children. It is questionable whether the discussion can be confined in this way in attempting to respond to the problem in a more innovative way. The sanitized terms, which are in effect euphemisms when they are not deliberate avoidance mechanisms, can be viewed as a sort of "metaphorical dissociation". The term used provides an uncharged metaphor through which

to view an uncontroversial aspect of the problem. In this sense metaphors are being used to distort perception of the problem.

In discussion of the population issue there is in fact remarkably little discussion of sexual relations (especially the individual's perception thereof) — as though one had almost nothing to do with the other. This is all the more remarkable given the importance of sex in the media and especially in advertising — and, much more explicitly, in worldwide warning campaigns concerning AIDS. Advertising has made an art form out of metaphoric references to sex — reinforced by visual metaphors in product design and packaging. In contrast, and paradoxically, there is a sexless quality to "family planning" which impedes any imaginative response to the issues involved — especially to those aspects exacerbated by advertising, given the natural interest in sex.

This sexless quality is rendered even more unrealistic to the popular imagination given the widespread and extensive use of sexual metaphors in informal discussion. This is most remarkable in many job situations, including those at the highest level — as President Richard Nixon demonstrated in his choice of expletives. Such metaphors are a basic characteristic of management dialogue in most corporations, as well as on the shop floor where things get done. Some people make use of them in every sentence. For example, other than its use as a simple expletive, "fucking" ("screwing", etc) is widely used to articulate an attitude to a group (another department, clients, competitors, etc) to whom one is doing something or by whom one is being manipulated.

The question which merits exploration is how the tremendous amount of psychic energy articulated (however inappropriately) by this metaphor is related to the "fertility" issue. Is it that the use of this basic metaphor for "doing" or "being done to" channels — as a form of sublimation — some of the energy which would otherwise go into sexual intercourse? The contexts in which the metaphor is used must certainly feedback onto the perception of sexual intercourse.

The challenge of "family planning" and "contraception" is that these are essentially processes of "not-doing" and as such do not excite the imagination — except to those inclined to philosophies of inaction (and action through inaction). It is questionable whether the metaphors for such processes are sufficiently meaningful in competition with the richer sexual metaphors. It could be argued that the "contraception" issue involves only the prevention of contraception, not the prevention of sexual intercourse, and therefore does not detract from the energy of sexual relations. This brings into focus the core issue of whether "contraception" calls for any modification in the attitude to sexual relations in order to be successfully implemented by those gripped by a variety of powerful metaphors of sexual relations. Specifically is there a possibility of discovering metaphors which would enable people to articulate their attitudes to sexual relations in a manner consistent with the objectives of "family planning"?

Sexual intercourse as a metaphor

It would be presumptuous to hope to explore here this central theme in literature, psychoanalysis and advertising techniques. But some questions can be touched upon as they relate to the "overpopulation" issue.

In social conditions widely characterized by turbulence, insecurity, savage competition for resources, deprivation and the like, the privacy and intimacy of sexual intercourse creates a world in which individuals can experience a sense of security, caring and personal value, whilst at the same time offering them opportunities for imaginative self-expression and enjoyment away from the censure of wider society. It is a world in which they have a real opportunity to fulfil their desires, to experience a sense of personal integrity and to repair the psychic damage suffered in daily life. But as a metaphor this "world" also encodes many of the problems and dilemmas of the "sustainable development" of wider society — the microcosm mirrored in the macrocosm. It is a world in which one partner may seek to dominate and subjugate the other, a world of resources which may be exploited until they are depleted beyond any measures of conservation, and a world in which the frustrations of wider society may be given a new, an often crueler, focus — often without any court of appeal. The shared intimacy may decay into alienation.

It is into this world that "family planning" endeavours to insert "contraception". But little is said concerning the implications for the psychic life of the individual. The matter tends to be discussed and described using plumb metaphors, in "practical, down-to-earth" terms. And undoubtedly this may be totally appropriate for those of unimaginative temperament who believe that problems can be "fixed" with an appropriate device — or for those who are so desperate that they will use anything provided it works. It is not clear that this approach is appropriate to others, and especially to those for whom contraception acquires some symbolic significance. In this sense it is useful to consider how contraception can function as a metaphor. Understanding its potential, and limitations, as a metaphor may suggest other approaches. Lines of investigation might include:

(a) Preventing, or aborting, completion of a process: With the increasing mechanization of society, and the increasing fragmentation of fields of activity, there are few integrative processes of which people are personally aware. The processes to which people are exposed in society are increasingly embedded in bureaucratic procedures, manufacturing cycles or information systems. Most processes are subject to "production deadlines" — including academic research. There are few opportunities for process completion, which it could be argued are vital to the psychic integration of the individual. Even in manufacturing there is increasing recognition of the merit of allowing people to personally complete a process (e.g. assembly of a car). For those for whom the significance of the sexual process is not limited to the act, but includes the socio-biological consequence (and possibly religious implications), to what extent does contraception become a metaphor for a restraint which is increasingly intolerable in an alienating society?

(b) Rechanneling sexual energy: Does contraception have no effect on sexual energy and the way it is channelled? It can easily be argued that it is a liberator of sexual expression. It is less clear how it affects the quality of that expression. It is possible that exploring the limitations of the "channel" metaphor, and that of contraception in relation to it, might suggest a more appropriate approach. The use of such mechanistic metaphors, of the same class as the switch metaphor discussed earlier, inhibits recognition of less polarized insights into the movement of sexual

energy (such as through diffusion or resonance processes, for example). The standard argument that access to a television at home reduces fertility needs to be explored in this light. What function is the television exploring and how is it affecting the imaginative life in relation to the need to fulfil sexual desires? Is the television an example of a wider class of opportunities for the movement of sexual energy that obviates the need for sexual intercourse? What is the function of dance and partying in this respect? Do these suggest the existence of processes which are metaphorically equivalent to intercourse, but diffused beyond the confines of the switch metaphor (making-it, or not)?

(c) The "developer mentality" of family planning: The community of international development agencies seldom accords attention to the "developer's" view of development — by which land, for example, is "developed" when it is "cleared" of unproductive trees and wildlife, drained of unnecessary surface water, and segmented by access roads permitting construction of any required buildings. In arguing for greater literacy for women, UNICEF indicates that four years of schooling enables women to plan smaller families, to space the children for the better welfare of all, and to make use of preventive health care. It is quite unclear what effect the rationality of such procedures has on the imaginative life of those who accept them, and whether any resistance to them arises from a repugnance analogous to that of "romantic" conservationists towards the initiatives of developers. To what extent is psychoanalytical expertise used in population programmes?

The above possibilities raise the question of whether other kinds of metaphor might prove more appropriate as a way of articulating the imaginative life of sexually active people. Or rather, whether they have access to other metaphors which conflict with those implicit in their perception of contraception and "family planning". And how a greater proportion of sexual energy might be expressed through activities which are metaphors for sexual intercourse — a concern close to the interests of advertising agencies endeavouring to market products which effect this transfer. Can the objectives of "fertility reduction" be served by a transfer of this kind. In this light something as simple as more cafes (social "intercourse") and dances might achieve more than strenuous attempts to extend family planning programmes — however ridiculous this might appear to those seeking a technical fix.

As with the other problems, discussed above, it might then be possible to move on to the metaphoric implications of the global dimensions of "overpopulation". Somehow the proliferation of the species has become an absolute good. The action of any inhibitory feedback mechanism has itself been inhibited. The same phenomenon may be seen with the proliferation of information and products — and any form of creativity. All such processes could be explored as metaphors of a human attitude in which withholding or holding back is inhibited. This suggests the need to discover attractive metaphors for "withholding", but without becoming trapped in the switch metaphor. An early, and perhaps inadequate, example is the increasing fashionability of "soft" sex (as opposed to penetrative sex), as a result of the rising threat of AIDS.

The creative value of exploring such metaphors of relationship is well illustrated by a study of metaphorical theology, namely of possible new metaphors of a person's relationship to God (McFague, 1983). The justification is a similar one.

11. Conclusion

This paper evokes the possibility of shifting the centre of reference from which we respond to the challenges of our times. Currently it is associated with explanation, recommendation and proscription — flowing from centres of authority to those who ought to respond for their own good. Without denying the value of such expertise and the associated resources, circumstances suggest that more might be accomplished by shifting the centre of reference to the imaginative level to which most people have access. Reality will not be effectively trapped by rhetoric governed by the switch metaphor. That metaphor, as with any tool, remains very useful but richer metaphors are needed to carry more complex patterns of activity. Thus sustainable development itself may become more realistic if understood as a sustainable ecology of development policies — rather than as a naive attempt to "have one's cake and eat it too" (Judge, 1989a).

A world in which metaphor came into its own as a con-
References

The references on the policy-related use of metaphor in the papers by Judge (below) are presented in a bibliography, with some of that material, in the 1990 edition of the Encyclopedia of World Problems and Human Potential (below).

Atkin, Ron: *Multidimensional Man: Can man live in 3-dimensional space?* London, Penguin, 1981.

Barel, Yves : *Le Paradoxe et le Système: Essai sur le fantastique social*. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1989.

Barrett, Frank J and Cooperrider, David L. : *Using generative metaphor to intervene in a system divided by turfism and competition: Building common vision*. Case Western Reserve University, 1989.

Bernstein Richard J., *Beyond Objectivism and Relativism*. Oxford, Basil Blackwell, 1983.

Bougoin, Henry: *L'Afrique Malade du Management*. Paris, Editions Jean Picollec, 1984 (Collection Perspective 2000).

Cowan, James: *On Totems*. Resurgence, 138, January/February 1990, pp. 30-34.

De Bono, Edward : *Am Right; You Are Wrong — From rock logic to water logic*. London, Viking, 1990.

De Bono, Po: *Beyond Yes or No*. Penguin, 1973.

De Soto Hernando: *The Other Path: The invisible revolution in the Third World*. New York, Harper and Row, 1989.

Fuglesang, Andrés: *About Understanding: Ideas and observations on cross-cultural communication*. Uppsala, Dag Hammarskjöld Foundation, 1982.

Gordon, David: *Therapeutic Metaphors*. Cupertino CA, META Publications, 1978.

Hillman, James: *Healing Fiction*. Station Hill, Barryton NY, 1983.

Hostede, Geert: *Vultures Consequences: International differences in work-related values*. London, Sage, 1980.

Judge, A.J.N.: *Policy Alternation for Development*. Brussels, Union of International Associations, 1984 (Papers arising from work in connection with the Goals, Processes and Indicators of Development project of the United Nations University, 1978-1982).

tinuing articulation of a dynamic reality would constitute a direct challenge to the imagination — transcending the procedural and methodological red tape which currently disempowers any attempt to effectively harness the energy of individual and collective imagination. Recognizing the need for discipline and rigour, these should not however function as conceptual contraceptives.

A world governed explicitly through metaphor — rather than implicitly as at present - would offer new possibility for unity and diversity, and for a new relationship to problems, however they can be most fruitfully understood. Metaphor is not "the solution". It is not a "silver bullet" to ensure the final demise of all our ills. But it does create a bridge between the creative imagination and the fields of technical expertise which we have been unable to use effectively either in isolation or in relation to other disciplines. Metaphor has the power to reframe our use of such resources — for better and for worse. To break out of our conceptual totalitarianism, let a 100 metaphors bloom!

Judge, A.J.N.:

— 1986 : *Comprehension of appropriateness* : Project on Economic Aspects of Human Development (EAHD) of the Regional and Global Studies Division of the United Nations University. Paper submitted informally to Rome workshop, 10-13 September 1986. Brussels, UIA, s.p.

— 1986: *Governance through metaphor*: Project on economic aspects of human development (EAHD) of the Regional and Global Studies Division of the United Nations University. Paper submitted to Geneva workshop, 25-27 June 1987. Brussels, UIA, s.p.

— 1988: *Metaphoric revolution: In quest of manifesto for governance through metaphor*. Paper prepared for the 10th World Conference of the World Future Studies Federation (Beijing, Sept 1988), under the auspices of the China Association for Science and Technology. Group 8; Changing political institutions, UIA, s.p.

— 1989a : *Through metaphor in a sustainable ecology of development policies*. Paper prepared for the International Workshop on Collaborative Policy Forums for Sustainable Development organized by the Commission on Sustainable Development of IUCN - The World Conservation Union (Claremont CA, October 1989). Brussels, UIA.

— 1989b: *Innovative global management through metaphor*. Paper prepared for The Conference on Social Innovation in Global Management, organized by The Weatherhead School of Management, Case Western Reserve University, 1989.

Levin, Donald N.: *The Flight from Ambiguity*. Chicago, University of Chicago Press, 1985.

Lorenz, Konrad : *The Waning Humaneness*. London, Unwin, 1988.

Maruyama, Magoroh: *Mindscapes, social patterns and future development of scientific theory types*. Cybernetica, (1980), 23, 1, pp. 5-25.

McCormac, Earl, M.: *A Cognitive Theory of Metaphor*. Cambridge, M.I.T. Press, 1985.

McFague, Sallie : *Metaphorical Theology: Models of God in religious language*. London, SCM Press, 1983.

Morgan, Gareth: *Images of Organization*. London, Sage, 1986.

- Mushakoji, Kinhide: *Scientific revolution and inter-paradigmatic dialogues*. Paper for the United Nations University, Human and Social Development Programme, Geneva, 1978.
- Seltzer, Léon F. : *Paradoxical Strategies in Psychotherapy: A comprehensive overview and guidebook*. New York, Wiley, 1986 (Appendices: Examples of planning and execution; Checklist of symptoms and problems treated paradoxically; 500-item Comprehensive bibliography).
- Srivastva, Suresh and Barfrett, Frank J. : *The transforming nature of metaphors in group development: A study in group theory*. Human Relations 41, 1988, 1, pp. 31-64.
- Tokuryu, Yamauchi: *Logos to Lemma*. Tokyo, Logos and Lemma, 1974.
- Union of International Associations (UIA)
— 1986 : *Encyclopedia of World Problems and Human Potential*. München, Saur, 2nd ed., 1480 p. (3rd ed. 1991).
- 1989: *Yearbook of International Organizations*. München, Saur.
- Vol. 1 Organizations descriptions and index, 26th ed., 1624p.
- Vol. 2 International organization participation: country directory of secretariats and membership (geographic volume), 7th ed., 1632 p.
- Vol. 3 Global action network: classified directory by subject and region (subject volume), 7th ed.
- Van Noppen, J.P. et al (Comp.) : *Metaphor: A bibliography of post-1970 publications*. Amsterdam, John Benjamins, 1985 (Amsterdam Studies in the Theory and History of Linguistic Science).
- Vickers, Geoffrey: *Freedom in a Rocking Boat: Changing values in an unstable society*. London, Pelican, 1972.
- World Commission of Environment and Development: *Our Common Future*. Oxford, Oxford University Press, 1987.

L'identité culturelle de la «Grande Europe»: mythe ou réalité? *

par Jan Berting et Hans van de Braak

Introduction

A quoi bon se préoccuper de la notion d'identité culturelle de la Grande Europe? La tâche est difficile parce que cette notion implique la conjonction de trois concepts déjà grevés de problèmes lorsqu'ils sont abordés séparément: ceux d'identité, de culture et d'Europe. Les rassembler pour définir l'identité culturelle de la Grande Europe, c'est donc s'aventurer dans l'évasif et l'ambigu mais le défi mérite d'être relevé.

Reprenons d'abord la question à sa base: existe-t-il une identité culturelle européenne? Si oui, en quoi consiste-t-elle? Quel en est le fondement quels en sont les vecteurs? A quoi sert-elle: est-elle simple réflexion sur le substrat matériel de notre vie d'Européen ou peut-elle influencer nos comportements, non seulement culturels mais aussi politiques et économiques? Et, finalement, quel pourrait être le rôle des universités de l'Europe dans son affirmation?

Penser l'identité culturelle de l'Europe, c'est aussi réfléchir à ses contradictions, apparemment fort nombreuses: opposition entre la culture technique (la rationalisation de la vie) et la culture conçue comme le domaine des valeurs; opposition entre culture d'élite et culture de masse, par exemple. Mais n'y a-t-il pas même la possibilité d'opposer identité et culture européenne? En effet, si l'identité européenne repose sur la conjonction de l'universel et de l'individuel, cela ne contredit-il pas une notion de culture européenne qui souligne le particularisme européen et sa diversité par rapport aux autres parties du monde? Ces divergences n'indiqueraient-elles pas une crise de l'identité culturelle de l'Europe?

* Repris de C. Villain-Gandossi et al. (dir.), *Le concept de l'Europe dans le processus de la CSCE/ The concept of Europe in the process of the CSCE*, Centre européen de coordination de la recherche et de documentation en sciences sociales / Gunter Narr Verlag Tübingen, 1990,33-50, avec l'autorisation de l'éditeur.

Une identité culturelle de la Grande Europe ?

L'Acte final d'Helsinki et l'identité culturelle de l'Europe

Pour répondre à cette question, consultons tout d'abord un document qui est le produit de la politique de tous les Etats européens: l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) de 1975. Ils y déclarent : «*Animés par la volonté politique, dans l'intérêt des peuples, d'améliorer et d'intensifier leurs relations, de contribuer en Europe à la paix, à la sécurité, à la justice et à la coopération, ainsi qu'au rapprochement entre eux et avec les autres Etats du monde* » (1). Ce texte permet-il de cerner diverses notions d'identité culturelle de l'Europe? Pas de manière explicite car l'Acte final, bien qu'il contienne un chapitre sur la «*coopération et les échanges dans le domaine de la culture*», ne se réfère pas directement à cette notion.

Implicitement, pourtant sur le plan politique européen, l'identité de la région semble être celle d'une association d'Etats où chacun a droit à l'égalité juridique, à l'intégrité territoriale, à la liberté et à l'indépendance politique. L'identité de l'Europe est celle d'Etats qui reconnaissent mutuellement l'inviolabilité de leurs frontières et de celles de tous les Etats participants à l'Acte final (2). Il y aurait donc une notion - même vague - de l'identité culturelle de l'Europe, notamment lorsque le texte évoque les Etats participants, «*conscients de leur histoire commune et reconnaissant que l'existence d'éléments communs dans leurs traditions et leurs valeurs peut les aider à développer leurs relations, et désireux de rechercher, en tenant pleinement compte de l'originalité et de la diversité de leurs positions et de leurs vues, des possibilités d'unir leurs efforts afin de surmonter la méfiance et d'accroître la confiance...* » (3). Cependant, l'Acte final n'élabore pas davantage cette notion de culture européenne. En effet, dans le chapitre sur la coopération et les échanges dans le domaine de la culture, c'est surtout la pluralité des cultures européennes qui est souli-

gné. Les Etats sont convaincus qu'un accroissement substantiel de leurs échanges culturels en ce qui concerne les personnes et les œuvres dans tous les domaines de la culture «...contribuera à enrichir les cultures respectives, tout en respectant l'originalité de chacune, ainsi qu'à renforcer entre elles la conscience de valeurs communes... » (4).

Le texte témoigne ici d'un optimisme certain quant aux effets désirables des échanges culturels entre les Etats de l'Europe. Néanmoins, on peut y discerner à la fois une attitude utilitaire face à la culture et l'idée que le développement économique de nos pays nécessite une collaboration internationale - même culturelle. Ainsi, les échanges culturels semblent, d'une part, l'outil d'une entente durable entre les Etats et, d'autre part, l'émanation d'un processus de développement économique touchant toute l'Europe.

En soulignant que le développement des contacts, des échanges et de la coopération dans les différents domaines de la culture contribuera comme tel à la paix et à la stabilisation des rapports internationaux des Etats de l'Europe dans leurs croissance économique, l'Acte final s'intéresse au processus mais néglige le contenu des idées, les connaissances, des valeurs participant à l'affirmation d'une conscience commune; il ignore l'intérêt de fond des idées mêmes.

Or, si l'on peut considérer que des échanges culturels accrus entre les pays européens sont en soi un objectif important, rappelons cependant que la recherche en sciences sociales n'a pu jusqu'ici démontrer que l'amélioration des connaissances concernant « autrui » contribue en soi à la confiance et incite à une attitude plus favorable vis-à-vis des autres pays ou systèmes politiques et idéologiques existants. Les débats sur le rôle des droits de l'homme et les libertés fondamentales en sont un exemple. D'ailleurs, les « cultures » ne sont pas facilement identifiables et ne coïncident guère avec les territoires d'un Etat ou d'un ensemble d'Etats. Si l'Acte final reconnaît la présence de traditions et de valeurs communes, il laisse dans l'ombre le fait que certains Etats partagent des valeurs ignorées par d'autres groupes et il ne relève pas l'importance de minorités culturelles pouvant déborder les frontières d'un Etat. A Helsinki, en 1975, on ne conçoit que des «minorités» restreintes à des frontières nationales et donc n'existant que sur le territoire d'un seul Etat.

En bref, l'Acte final pense l'identité culturelle de la Grande Europe comme: (5)

1. une conscience de l'histoire commune et de l'existence d'éléments communs dans les traditions et valeurs de la région;
2. un ensemble de cultures nationales dont les cultures individuelles ont une identité culturelle distincte, identité qui peut être enrichie par des échanges mutuels;
3. une nouvelle identité culturelle européenne en formation, résultant du développement économique et technique dont les exigences poussent les sociétés industrielles dans une même direction. Cette évolution ne les empêche pas cependant de conserver une partie de leur identité originale.

En outre, dans le contexte de l'Acte final, la notion d'identité culturelle des minorités, notamment dans ses liens avec les autres notions d'identité, reste cachée.

C'est dire que ce document, reflétant un consensus international, ne répond pas suffisamment à notre question concernant l'identité culturelle de la Grande Europe. Il faut poursuivre l'analyse par d'autres chemins car, pour arriver

à un accord politique, les délégations nationales ont dû laisser floues les notions d'identité culturelle et se contenter du plus petit dénominateur commun, particulièrement lorsque l'idée de culture dans sa substance s'oppose aux objectifs officiels des gouvernements.

L'identité culturelle de la Grande Europe: une notion nouvelle ?

«La France, l'Allemagne, l'Europe sont des inventions des hommes, et l'invention de l'Europe comme unité politique est singulièrement plus récente que celle de la France ou de l'Allemagne», remarque Duroselle (6). Complétons cette observation en rappelant que la « Grande Europe », n'a jamais existé comme unité politique et que l'invention moderne de l'Europe concerne d'abord une unité politique restreinte: dans le cas de l'Europe occidentale, la Communauté européenne. En outre, même comme entité géographique, les frontières de la Grande Europe sont mal définies. Certes, on s'accorde à dire qu'elle va de l'Atlantique à l'Oural mais cette limite orientale paraît bien arbitraire et n'est guère acceptable - nous semble-t-il - pour l'Union soviétique. Une telle démarcation laisse entendre qu'au-delà de l'Oural un autre monde existe, peuplé par les Asiatiques. Oublions cette chaîne de montagnes et constatons que l'Europe n'a pas de frontières géographiques que l'on puisse délimiter clairement (7) mais plus on va vers l'Est, plus l'Europe tend à se fondre avec l'Asie. A partir de cette réalité géographique mal définie, «... il y a eu, depuis que les hommes y réfléchissent, une immense variété d'Europes» (8). Etant donné que l'Europe, dans un sens géographique et politique, peut être considérée comme une invention, une construction de l'esprit humain, l'identité culturelle de la Grande Europe est-elle également une construction de l'esprit, une création toute neuve? Pour le savoir, il nous faudra aborder quelques problèmes importants dans les pages suivantes. Néanmoins, il nous semble utile de constater préalablement que tous les pays de la «Grande Europe» - celle de l'Acte final d'Helsinki - relèvent d'une même culture, celle où l'on comprend d'emblée la portée des divers courants du christianisme, où les mots Moyen Age, Renaissance, Siècle des Lumières ou Romantisme ont un sens car on s'y réfère toujours.

Est-ce à dire que l'identité culturelle de la Grande Europe a préexisté au développement politique de l'Europe moderne, et qu'en fait cette identité s'est morcelée avec l'apparition des Etats modernes dès le XVIe siècle, avant d'éclater sous les coups des mouvements nationalistes du XIXe siècle qui se sont poursuivis jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale? A vrai dire, au XIXe siècle, on ne parle guère d'une identité culturelle de l'Europe. L'époque napoléonienne se termine, quand Saint-Simon parle de réorganiser la société européenne, il la conçoit essentiellement comme une organisation des nations, dans laquelle la France et l'Angleterre - les seuls nations «libres» selon Saint-Simon - puis l'Allemagne, après son indépendance, seront les garantes de la tranquillité des peuples du continent. Le rôle politique des autres pays est absent de ce projet où l'Europe n'a pas d'identité culturelle propre. Pour Saint-Simon, l'important est le développement d'une société industrielle car si « la philosophie du siècle dernier a été révolutionnaire, celle du XIXe siècle doit être organisatrice » (9).

Au XIXe siècle, l'accent porte donc sur l'identité culturelle des nations constituant la société européenne, l'Allemagne, la France, l'Angleterre ou l'Italie, même si on leur reconnaît une évidente parenté. Mais que signifie ce langage quand, jusqu'aux temps modernes, la plupart des habitants des pays de l'Europe ne raisonnaient pas en termes nationaux? Dans un récent ouvrage, Braudel remarquait que l'unité de la France - et non pas bien entendu son histoire - ne s'affirme vraiment ni avec Jeanne d'Arc ni même avec la révolution française mais bien sans doute avec la tardive mise en place d'un réseau de chemins de fer (liaisons en leur temps miraculeuses) et avec l'extension de l'école primaire (10). Ajoutons même que ni le développement de la société industrielle ni la modernisation de l'existence quotidienne n'ont anéanti la diversité française ou celle des autres pays de l'Europe. Soulignant la diversité culturelle de la France, Le Bras et Todd soutiennent la thèse que la France est une invention, «...*processus de fabrication d'une nation à partir d'éléments divers et contradictoires*» (11). Ainsi, parler de l'identité d'un pays suscite déjà toute la discussion sur les relations entre les diversités culturelles, politiques, économiques et sociales d'un côté et l'intégration à un ensemble de l'autre. Et ce qui est valable pour les nations est forcément valable pour l'Europe comme un tout qui, lui aussi, peut être conçu de multiples manières. Suivons le conseil de Braudel qui nous invite à nous méfier de tout langage trop simple: il «... est certainement vain de ramener la France à un discours, à une équation, à une formule, à une image, à un mythe... » (12). Faire de même pour l'Europe serait également une erreur.

Nous venons de remarquer qu'au XIXe siècle, spécialement pendant sa deuxième moitié, on se référait d'abord à l'identité des nations avant de parler de l'Europe comme telle. A l'apogée de l'évolutionnisme, il allait de soi que les sociétés avancées de l'Europe occidentale représentaient les formes sociales les plus évoluées de l'humanité. L'analyse de la sociogénèse des notions de «culture» et de «civilisation» par Elias fait ainsi ressortir de manière très claire des différences entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Elias conclut de son analyse que la construction de la conscience nationale, telle qu'elle est reflétée par ces deux notions, n'est pas partout la même. La notion de civilisation (européenne) se réfère à un processus, à un mouvement continu. Elle fait - peu ou prou - reculer les différences entre les peuples; elle accentue ce que tous les hommes ont en commun ou ce que les hommes devraient avoir en commun selon ceux qui sont les dépositaires de cette notion. Elle exprime la conscience de ces peuples - français et anglais, par exemple - qui ne disputent plus leurs frontières nationales parce qu'elles sont bien établies; ce sont ces peuples qui connaissent depuis longtemps une expansion hors de chez eux. Au contraire, la notion allemande de culture souligne la différence, relève le caractère unique d'une nation; elle s'intéresse aux produits des hommes, aux objets d'art, aux livres, aux systèmes philosophiques et religieux, domaines où s'exprime la spécificité d'un peuple: «*Der Begriff 'Kultur' grenzt ab*» (13).

L'analyse d'Elias élucide les relations qui existent entre la position sociale des groupes porteurs de ces notions de culture et de civilisation et leur contenu. Elias explique spécialement le rôle des couches bourgeoises dans le processus d'industrialisation et de modernisation. Or ce rôle varia passablement de pays à pays suivant la dynamique locale des structures sociales respectives.

Cette constatation est pour nous lourde de signification: discuter l'identité culturelle de la Grande Europe, c'est non seulement se rendre compte des diverses interprétations données à la notion d'identité culturelle mais s'est aussi comprendre la sociogénèse de ces différences et percevoir comment les relier entre elles.

Les différences entre les nations d'Europe occidentale persuadées, au niveau de leurs élites, de jouer un rôle décisif dans le développement culturel du monde, sont évidemment liées aux courants d'idées qui baignent la pensée de l'époque: les Lumières, le Romantisme et l'Évolutionnisme. Les Lumières soulignent les conséquences favorables et bénignes d'un accroissement des connaissances scientifiques et de l'application des techniques nouvelles. Mettant en cause les structures traditionnelles, elles accentuent le rationalisme, l'universalisme et l'individualisme qu'elles fondent sur la dignité de l'homme comme tel. L'évolution consiste dès lors dans le progrès, conduisant à l'avènement d'un nouvel ordre social basé sur les principes de la Raison. En revanche, le Romantisme s'oppose à l'idée d'un contrat passé entre individus libres pour poser le primat de l'identité des totalités sociales et culturelles qui donnent leur dignité aux individus dont elles sont la somme. Dans le système, l'évolution sociale représente le déploiement d'une totalité, d'une culture qui conserve son identité, son génie particulier.

Ce que nous venons de dire ne se rapporte pas directement à l'Europe orientale où, en Russie notamment, coexistent et s'opposent deux courants de pensée durant la seconde moitié du XIXe siècle: les Slavophiles qui ne voient de salut pour l'art, la philosophie et la politique même, que dans une inspiration purement russe, traditionnelle, orthodoxe, terrienne, et les occidentalistes qui prônent les bienfaits des influences extérieures. Pour les Slavophiles, l'Occident est synonyme de débauche et de décadence; sûrs de leurs particularismes, ils conçoivent la Russie comme guide spirituel de l'humanité; les occidentalistes, en revanche, «*se disaient ouverts au monde, ouverts au progrès et souhaitaient que la Russie se fondît à l'Europe*», ainsi que le remarque Troyat (14).

Et Kundera d'attirer notre attention sur le grand danger du panslavisme, instrument possible d'une Russie impérialiste. Pour lui, cette «idéologie du monde slave» est une mystification politique inventée au XIXe siècle (15) tendant à dissimuler le pluralisme culturel des pays qui font partie de l'Europe centrale et qui, sur le plan culturel, ont toujours participé à la culture occidentale. En effet, les peuples hongrois, polonais, tchèque, Slovène, serbo-croate, ont tous contribué à la culture européenne, «*à une notion spirituelle qui est synonyme de celle d'Occident*» (16).

Le grand espoir du XIXe siècle, le développement d'une Europe où tous les peuples pourraient vivre dans la paix et l'abondance fut, à la fin du siècle dernier, difficile à réconcilier avec l'exacerbation des nationalismes. Ces derniers battaient en brèche l'universalisme inhérent au libéralisme comme au socialisme de leurs particularismes aigus sous forme de patriotisme, de chauvinisme, sinon de xénophobie. C'est à cette époque que se construisent puis se diffusent les théories pseudo-biologiques - d'abord en France, puis en Allemagne et dans d'autres pays du continent -, ces théories qui ont fourni leur base soi-disant «scientifique» au racisme et à tous les crimes atroces commis au nom de la protection de «pureté» de la Race, de la Nation ou du «Volk». C'est alors le repli des nations et des peuples sur eux-mêmes, l'affolement du sentiment

national brisant toute velléité d'ouverture vers la diversité internationale, vers le sentiment de curiosité, vers la volonté d'innovation. Rétrospectivement, l'explosion de la première guerre mondiale nous apparaît comme l'éclatement définitif des rêves envisageant l'identité d'une nouvelle Europe, fondée sur un patrimoine commun et ouverte vers l'avenir.

Le refus de discuter l'identité culturelle de la Grande Europe

Nous avons mentionné plus haut la lutte entre les nations d'Europe occidentale pour prétendre au rôle d'initiateur du développement universel. Après les deux guerres mondiales, que les grandes nations souveraines de l'Europe ne surent éviter et ne purent limiter, ces prétentions n'ont plus guère de sens: ce rôle est pris par les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique. Et avec quelle assurance ces nations assumèrent-elles leur rôle international! Les nations de l'Europe, divisées entre elles, n'ont plus qu'à suivre. Etats-Unis et URSS imposent au monde leurs modèles de développement, leurs théories de la modernisation (17), leurs conceptions des relations internationales. C'est dans ce cadre que fut présentée la Déclaration internationale des droits de l'homme - dont nous avons célébré en 1988 le quarantième anniversaire.

Avec la fin des colonies européennes, les nouvelles grandes puissances avaient beaucoup plus de chances d'exporter leurs modèles de développement, même d'imposer leurs idées aux peuples qui venaient d'être libérés de la domination coloniale, que les anciennes métropoles. Même les idées humanitaires, d'origine européenne, couraient le risque d'être interprétées par les pays en voie de développement comme un prétexte pour une nouvelle domination. Sur le plan culturel l'Europe était condamnée ainsi à rester repliée sur elle-même.

Mais les changements des relations internationales n'étaient pas la seule source de la crise d'identité de l'Europe. C'était au plus profond d'elle-même qu'elle doutait de son avenir après le développement inattendu et fâcheux de ses restructurations sociales, résultats malheureux de l'application de modèles inadéquats de développement (18) qui avaient conduit au nationalisme, au racisme et au fascisme. Or Hitler avait conçu un nouvel ordre européen qu'il voulait fondé sur «*l'identité aryenne*». Tous les crimes commis par les nazis au nom de ce nouvel ordre ont noirci dès lors la notion même d'Europe aux yeux des intellectuels d'après-guerre.

A cette disqualification du concept vinrent s'ajouter d'autres motifs pour mettre en veilleuse, vingt à trente ans durant, le débat sur l'identité culturelle du continent après la seconde guerre mondiale. Le premier fut l'activation du débat culturel au plan international. En effet, pour contrer les conséquences néfastes des théories proclamant la supériorité de certaines races et cultures par rapport à d'autres, pour lutter contre la suppression des libertés au profit des totalités comme l'Etat, la Nation ou la Race, les pays vainqueurs avaient décidé la création d'une Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Unesco. Cette nouvelle institution, d'envergure universelle, «*était chargée de veiller à la liberté d'opinion et d'aider à vaincre les oppositions aberrantes, les doctrines qui prolongent la haine en système de pensée ou qui donnent un alibi scientifique à la volonté de puissance. Son*

rôle devait donc être de protéger la pensée contre les abus du pouvoir et d'éclairer les hommes pour empêcher jamais les démagogues d'égarer leur pensée » (19). C'était: projeter au plan mondial les idées de l'époque des Lumières qui, en Europe, avaient fait les frais des deux conflits mondiaux; on soulignait la totalité de l'humanité, l'égalité de toutes les expressions culturelles et la libre circulation nécessaire des idées entre toutes les nations de la planète. L'Europe qui venait de surgir du gouffre totalitaire du fascisme où elle avait failli sombrer n'était pas mûre cependant pour reprendre le débat en ces termes sur sa propre identité culturelle ni sur celle des nations la constituant.

Second motif de mutisme à propos de la culture: la pensée marxiste, nouvelle référence dominante, ne poussait guère à analyser l'identité culturelle de l'Europe car le prisme socio-économique ravale au rang de conséquence les phénomènes de culture qui, dès lors, se restreignent à un ensemble de relations entre les producteurs de créations culturelles et leur public potentiel.

Troisièmement, la notion de culture a longtemps conservé un sens élitaire «*s'attachant aux créations 'supérieures' et l'esprit où la curiosité critiques s'est limitée, tout d'abord, aux lettres, aux arts et aux sciences*» (20). Cependant, avec la démocratisation des sociétés européennes après 1945 et la généralisation de l'égalité des chances, l'affaiblissement des hiérarchisations sociales eut d'importantes conséquences culturelles. En effet, si l'on accepte que toutes les cultures sont également légitimes, comment faire la distinction entre culture élitaire, culture populaire ou culture de masse? Dans cette perspective, tous les produits de l'homme sont «culture». Comme le dit Finkelkraut dans sa critique de ce type d'égalité: «*Le footballeur et le chorégraphe, le peintre et le couturier, l'écrivain et le concepteur, le musicien et le rocker sont au même titre, des créateurs*» (21). Il va de soi que cette confusion des genres n'était pas très propice à un débat sur l'identité culturelle de la Grande Europe.

Bref, de 1945 à 1975 environ, l'Europe a refusé de discuter son identité culturelle: nous croyons avoir montré que ce silence a résulté de la fin de l'ère coloniale, du nazisme, de la relativisation égalitaire de toutes les cultures et civilisations, de la crise de la pensée occidentale face à son avenir, de la référence marxiste dominante et du refus des hiérarchies sociale et culturelle. Nous pouvons y ajouter le clivage de l'Europe par le «*rideau de fer*», qui empêcha longtemps la libre circulation des idées et des objets de culture d'un côté à l'autre du continent, situation ne justifiant guère une reprise du dialogue sur l'identité de l'Europe.

L'identité de la Grande Europe aujourd'hui

Au commencement, l'Europe n'est qu'un mythe, celui de l'enlèvement d'Europe, fille du roi de Tyr Agénor, par le dieu Jupiter métamorphosé en taureau. Selon ce mythe, la trop confiante princesse s'assit sur le dos du taureau qui s'élança à la mer, nageant jusqu'en Crète où il l'épousa. Elle devint ainsi l'ancêtre de Minoïde et de sa dynastie (22). L'Europe est-elle toujours un mythe ou se prolonge-t-elle plutôt, sous sa forme moderne, en une idéologie séduisante, utile à des objectifs de politique internationale? Sans doute cet aspect idéologique entre dans tout débat sur l'identité culturelle du continent, ce qui rappelle notre

analyse de l'Acte final d'Helsinki, mais la discussion ne peut être réduite à cette unique dimension. Nous devons en effet nous interroger sur les motifs de la relance du débat sur l'identité culturelle après sa longue mise en veilleuse. Pourquoi prendre à nouveau conscience aujourd'hui de notre spécificité d'Européen?

Constatons que parmi les causes de refus de ce thème certaines se sont estompées. Néanmoins, cette disparition d'éléments négatifs n'explique pas le regain d'intérêt à l'égard de l'Europe. Cette attention renouvelée à l'égard de notre identité mériterait une analyse approfondie. Essayons d'en indiquer quelques aspects.

Tout d'abord, sur le plan politique, nous éprouvons une interdépendance croissante entre pays occidentaux et pays de l'Est face aux problèmes de la paix, de la sécurité et de l'environnement. Ces difficultés nous amènent à réfléchir à nos liens de fait, à en clarifier les points communs - dont notre héritage culturel. La conscience d'un patrimoine partagé, accrue par des échanges culturels, peut cimenter - pense-t-on à tort ou à raison - les bénéfices d'une reconnaissance réciproque.

Cette prise en compte de notre interdépendance face aux problèmes internes de la Grande Europe ne nous incite pas seulement à réfléchir à notre identité. Nous sommes aussi stimulés par le malaise de nos identités nationales, car, plus l'on accentue la société pluriculturelle, la décentralisation, la régionalisation et plus l'on insiste sur la qualité comparable de toutes les expressions culturelles, plus il est difficile d'indiquer ce qu'est une identité nationale vidée de ses références. Braudel, dans son ouvrage *L'identité de la France*, ne parvient plus à la définir sinon comme diversité. Et c'est chose valable pour bien d'autres pays. Si les nations de l'Occident eurent une spécificité reconnue, celle-ci semble maintenant en voie d'effritement rapide. Cette atténuation de l'unité devient fonction de la transformation de notre continent. Ainsi, plus les nations s'ouvrent à l'Europe, plus le débat sur l'identité nationale prend un caractère défensif. Le Bras pense que l'argumentation d'un Le Pen, par exemple, et les thèses du Front National en France sont le signe d'une ultime crise avant de passer à l'Europe (23). Est-ce que penser l'identité culturelle de l'Europe serait donc s'opposer à un nationalisme où chaque pays est représenté comme «un tout, comme un bloc, entité venue de la nuit des temps...»? (24) Oui, dans la mesure où l'on aborde la question de l'identité de manière scientifique et donc ouverte. Non, lorsque le débat tend à opposer une certaine conception de l'identité culturelle de l'Europe à «une autre Europe» car ce sont alors les différences et même les ruptures que l'on accentue sur le plan idéologique entre Europe méridionale et Europe septentrionale, entre Europe occidentale et atlantique et Europe de l'Est. Sous cette approche, l'on perçoit même l'étincelle du supra-nationalisme.

Or l'identité culturelle de la Grande Europe, c'est aussi le sentiment d'appartenir aux grands courants d'idées européens, courants dont nous sommes imbibés et qui nous inspirent. Cette identité, c'est l'affirmation de la diversité de la pensée et des expressions culturelles face aux forces politiques et économiques qui tendent à la standardisation de la vie, à la centralisation, à l'uniformité. C'est l'opposition aux forces de la rationalisation et du marché qui, si elles ne sont mises en question par la pensée humaniste, nous emprisonnent dans un système surordonné. Pour les esclaves du système, l'appel à «l'Europe

des idées» indique une volonté de rupture, un désir de participation créatrice à la vie culturelle de l'Europe.

Finalement, le débat sur la spécificité du continent se comprend aussi comme réponse à son interdépendance changeante avec les autres parties du monde. Il est évident que l'Europe est forcée de se redéfinir lorsque, à l'extérieur d'elle, des entités importantes affirment leur spécificité et formulent leurs exigences économiques et politiques en fonction de leur identité, par exemple le monde arabe ou le Japon. Il va de soi que cette remise en cause touche aux fondements de l'identité culturelle de l'Europe. Dès lors, quel en est le noyau dur pour la Grande Europe?

Existe-t-il une identité culturelle de la Grande Europe ?

Quelle est-elle, cette spécificité de la Grande Europe? Une conscience collective de ses peuples ou une simple image saisissable par sondage de l'opinion publique? Certes, ces recherches existent (*Europabild*) mais nous ne croyons pas qu'elles puissent définir l'identité profonde du continent car une telle enquête conduit à une pluralité d'images diverses et floues, que l'on peut difficilement conjuguer en une description de l'identité culturelle de l'Europe. En effet, pour la plupart des Européens, il n'y a pas conscience quotidienne de leurs racines culturelles. Où chercher alors cette identité? est-ce plutôt une idéologie dont les apparences changent en fonction de ses utilisateurs? S'agit-il d'un héritage commun, précieux mais sans prise réelle sur la vie moderne, ou encore d'un idéal de la culture en formation, une image pilote à l'usage de ceux qui réfléchissent aux problèmes du développement de l'Europe?

A notre avis, l'identité européenne est d'abord historique, résultat et devenir d'une lutte entre diverses conceptions de l'avenir, comme le dit Touraine: «Les hommes font leur histoire: création culturelle et conflits sociaux produisent la vie sociale et au cœur de la société brûle le feu des mouvements sociaux» (25).

La plupart des auteurs qui traitent de l'identité culturelle de la Grande Europe en soulignant la diversité, le pluralisme et les contradictions au plan des valeurs. Duroselle voit dans l'Europe comme civilisation «...la diversité et la contradiction poussées à un point inconnu dans le reste du monde, diversité et contradiction qui sont inhérentes à chacune de nos nations, et qui sont en somme, si l'on peut dire, leur seul trait vraiment commun». Et il continue en établissant un contraste entre cette diversité de l'Europe occidentale et la monotonie, le conformisme, l'unité forcée de l'idéologie socialiste ou la gigantesque pression sociale des Etats-Unis (26).

L'unité dans la diversité est-elle alors la marque distinctive de notre identité culturelle en tant qu'Européens? A notre avis, ce trait ne suffit pas à ancrer une identité car ce n'est pas la diversité en tant que telle qui compte mais bien son caractère spécifique. Pour Kundera, la spécificité de l'identité européenne réside dans ce qui a été créé par l'esprit (27). Ainsi il oppose l'autonomie de l'esprit, donc la diversité de la pensée européenne, à tout ce qui la menace: la centralisation, la standardisation, l'uniformité, la rationalisation, la bureaucratisation, bref, à toutes les tentatives de ceux qui s'efforcent de la subjuguer.

Mais suffit-il d'ancrer l'identité culturelle de l'Europe dans l'autonomie de l'esprit par opposition aux forces

cherchant à en régler l'expression? Il nous semble plutôt que l'identité européenne réside dans le phénomène même de l'opposition. Rougemont nous la signale ainsi au cœur du développement de l'Europe quand il dit: «*L'histoire nous montre la naissance, dans la Grèce, des cités autonomes, d'une Europe du dialogue, de la solidarité unique, de la raison et de la mesure, de l'esprit critique et de la tolérance socratique*». Il décrit aussi la naissance d'une naissance d'une autre Europe dans la Rome impériale, celle «... de la dictature, des règlements collectivistes uniformisants, de la «raison d'Etat» généralement contraire à la raison, et de la «juste place» réservée selon Lénine à l'opposition politique, à savoir la prison» (28). La première Europe, c'est une Europe des citoyens actifs et responsables, la deuxième, c'est une Europe des sujets passifs, celle des nationalismes étatisés. Et Rougemont de dire que, pour lui, ce qu'il reste en propre à l'Europe, «...c'est le sens grec de la mesure, le sens romain du droit, le sens germanique d'une communauté d'hommes libres, le sens celtique de l'aventure spirituelle - pour ne rien dire de quelque vague nostalgie ou remords chrétiens, à cause de l'amour bafoué dans les relations publiques et privées mais qui s'exprime de préférence en terme de revendications de justice et d'égalité» (29).

Bien entendu, on peut décrire le cheminement divergent des deux Europes d'une autre manière, comme le fait Dumont quand il analyse, sur le plan idéologique, la relation entre l'individu et la nation en France et en Allemagne. Pour les Français, la nation est une collection d'individus; pour les Allemands, elle est l'individu au plan collectif. «*Côté français, je suis homme par nature et Français par accident. Comme dans la philosophie des Lumières en général, la nation comme telle n'a pas de statut, et la nation est simplement la plus vaste approximation empirique de l'humanité qui soit accessible au plan de la vie réelle...; pour la pensée française, pour le libéralisme français... en fin de compte la nation se limite à être le cadre de l'émancipation de l'individu, qui est l'alpha et l'oméga de tous les problèmes politiques*» (30). Pour les Allemands, l'individu est conçu comme un être social dont la subordination à la société est généralement reconnue comme normale et nécessaire. «*Le besoin d'émancipation de l'individu est moins fortement ressenti que son besoin d'encadrement et de communion*» (31). On reconnaît cette opposition dans la critique que Marx fait de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, notamment lorsqu'il attaque l'idée que l'individu peut être le porteur de certains droits fondamentaux comme individu mais sans qu'il ait rapport à la vie sociale où il s'insère (32).

Ce qui est très important chez Dumont, c'est que les deux positions «... expriment une aporie de la nation qui est à la fois collection d'individus et individu collectif; toutes deux traduisent dans les faits la difficulté qu'a l'idéologie moderne à donner une image suffisante de la vie sociale (intra- et intersociale)» (33).

L'Europe est donc la continuation des tentatives de réconcilier des courants d'idées opposés, comme ceux des Lumières et du Romantisme (34), de conjuguer des cultures diverses, telles que les sciences naturelles et les sciences humaines et sociales (35).

Pourtant le mouvement allant du divers à la réconciliation de l'irréconciliable, en passant par l'affirmation des différences, ne suffit pas encore à expliquer l'identité culturelle de l'Europe. Il y a plus. En effet, ce processus de pensée s'accompagne d'une idée de l'individu comme per-

sonne avec sa dignité imprescriptible : «*Les hommes nés et demeurent libres et égaux en droits*» (*Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* du 26 août 1789; Article premier); «*Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde*». (*Déclaration universelle des droits de l'homme*, adoptée et proclamée par l'Assemblée Générale dans sa résolution 217A(III) du 10 décembre 1948).

Les sources ou racines européennes de l'évolution menant à cette mise en valeur de la personne sont très profondes et diverses (36). En nous référant à notre discussion des deux notions de l'Europe, il est bien évident que la combinaison de l'universalisme, de l'individualisme (les droits de l'homme valent pour chacun) et de la raison doit se heurter à la polarisation entre particulier et collectif. Le primat de la première combinaison «... implique le rejet du principe de non-intervention dans les affaires de l'Etat invoquant sa souveraineté. Il se relie à un cosmopolitisme qui doit prendre le pas sur toute autorité positive (toute 'polis' particulière), et à un humanisme (les droits sont ceux de tout homme, comme tel)» (37). Il est bien difficile de relier ce cosmopolitisme aux objectifs de ceux qui se comprennent d'abord comme membres d'une totalité particulière, source de leur dignité, notamment quand cette entité d'allégeance est considérée par ses membres comme de valeur supérieure à d'autres sociétés, idéologies ou religions.

Ici nous pouvons ajouter encore un élément formateur de l'identité européenne, le dialogue. L'histoire de l'Europe a certes connu les nombreux exemples de tragédies immenses résultant d'un refus du dialogue. Cependant, au cours de la longue marche de l'histoire, les Européens ont peu à peu appris que du choc des idées naissent de nouvelles notions: à la fois valables et imprévues, ils se sont rendu compte que derrière les systèmes politiques et idéologiques désirant s'approprier le présent, c'est la dignité de l'homme qui importe finalement. La base culturelle de la (Grande) Europe est donc fondamentalement le dialogue (38). La réflexion sur les droits de l'homme et leur développement né du dépassement de conflits anciens et répétés en témoignent.

Cette identité culturelle en formation est pourtant continuellement menacée, non seulement par les différends politiques divisant les nations de l'Europe mais aussi par ces modèles de modernisation qui exaltent le rôle de la rationalisation et de la technologie tout en négligeant — quand ils ne le repoussent pas — le rôle d'autres valeurs centrales, comme l'égalité sociale et culturelle, la liberté des individus et des associations ou la protection de notre environnement naturel et social. Notre acquis d'Européen est constamment remis en cause par les multiples tensions existant au cœur de nos sociétés modernes — qui sont aussi le tremplin de sa mise en valeur.

Culture et identité culturelle de la Grande Europe: universités et réseaux internationaux

L'identité culturelle de la Grande Europe, comme nous l'avons définie, semble donc chose fragile. Elle existe, bien sûr, mais elle doit être protégée, nourrie continuellement par ceux qui ont une conscience claire de son

importance dans l'histoire européenne et de sa précarité face aux forces pouvant la détruire. Or cette histoire nous montre que ce sont toujours des minorités qui ont été conscientes de ce rôle et ont aussi eu le courage, pour le défendre, de s'opposer aux forces antihumanitaires, quitte à mettre en péril leur propre existence.

Dans ce domaine, les universités ont une fonction importante, particulièrement au vu de l'emprise croissante des connaissances scientifiques et techniques dans la vie moderne. Ici leur rôle est double:

1. faire prendre conscience aux étudiants de leur identité culturelle européenne et renforcer cet acquis dans nos sociétés par tous les moyens disponibles;
2. protéger les sources de l'intelligence contre les meneurs de la modernisation aveugle — où l'on compte souvent les responsables de la gestion des universités —, ceux qui veulent restreindre le rôle des universités aux activités scientifiques ou pseudoscientifiques qui contribuent à tout ce qu'ils considèrent comme utile aux objectifs du marché, de l'Etat ou de la nation.

Pour parvenir à ces fins, il nous semble que la collaboration entre les universités d'Europe est de rigueur afin d'établir ou de renforcer des réseaux internationaux de coopération et pour exploiter les réseaux existants de manière plus efficace. Prenons pour exemple le domaine des sciences sociales. Il y a 25 ans maintenant que le *Centre européen de coordination de recherche et de documentation en sciences sociales* a été créé par la Conférence générale de l'Unesco. Le «Centre de Vienne» est un institut autonome placé sous les auspices du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) et subventionné par les académies des sciences ou les ministères de l'éducation et des sciences. Il a pour mandat de promouvoir la collaboration scientifique entre les pays de l'Est et de l'Ouest de l'Europe, surtout dans le domaine de la recherche comparative à dimension internationale. Soulignons le succès de cette collaboration malgré nombre de problèmes, financiers notamment, et en dépit de difficultés quant à l'échange libre d'informations et à la coordination des recherches comparatives. Néanmoins, l'expérience du Centre de Vienne montre que les chercheurs qui s'attellent

Notes

- (1) *Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Acte Final*, Helsinki, 1975, p. 203.
- (2) *L'Acte Final*, p. 207.
- (3) *L'Acte Final*, p. 205.
- (4) *L'Acte Final*, p. 249.
- (5) Dans le texte de l'Acte Final, le concept de «culture» est mentionné 23 fois et celui de «cultures» 13 fois; «culturel(le)», 48 fois.
- (6) J.B. Duroselle, *L'idée d'Europe dans l'histoire*. Paris, Denoël, p. 19.
- (7) H. Brugmans, *Europa - bakermat en springplank ? (L'Europe - berceau et tremplin?)*, in: J. Berting et al., *Maatschappijproblemen*. Leide, Spruyt, Van Mantgem & De Boes BV, 1982, p. 312.
- (8) J.B. Duroselle, *op. cit.*, p. 25.
- (9) M. le Comte de Saint-Simon et A. Thierry, *De la réorganisation de la société européenne ou de la nécessité et des moyens de rassembler les peuples de l'Europe en un seul corps politique en conservant à chacun son indépendance nationale* (1814). Lausanne, Centre de recherches européennes, 1967, p. 23.
- (10) J. Braudel, *L'identité de la France. Espace et Histoire*. Paris, Arthaud-Flammarion, 1986, p. 12.

à un même projet savent généralement se comprendre et apprécient la contribution de chacun à la réussite du programme. Qui plus est, on voit mieux que naguère la signification des différents contextes culturels et politiques dans le processus d'interprétation des données sociales. Cependant il y a des différences entre les pays portant sur l'engagement dans les projets, sur les habitudes de travail (discipline, organisation des recherches, par exemple), sur les préférences existant pour des sujets particuliers. On peut repérer des barrières, des seuils culturels entre régions européennes qui entraînent certains déséquilibres dans le développement des réseaux internationaux de coopération. Parfois ces décalages semblent être moins profonds entre les pays de l'Europe du nord-ouest et de l'Europe centrale (y compris entre les pays dits socialistes et les pays dits capitalistes) qu'entre les pays de l'Europe du nord-ouest et les pays méridionaux (39).

Du point de vue pratique, même si les échanges d'idées et de données entre chercheurs de l'Est et de l'Ouest sont possibles dans le cadre de réseaux internationaux (dont l'organisation avait commencé bien avant la rédaction de l'Acte final de la CSCE à Helsinki en 1975), ces relations sont encore souvent déséquilibrées. Les chercheurs d'Europe de l'Est sont soumis en effet à des restrictions sévères quant aux conditions de leur participation à certains projets — restrictions qui ne portent pas toujours sur la qualité de leur engagement; c'est dire que l'échange des idées et des informations est souvent très asymétrique.

En outre, si nous nous souvenons de notre analyse de l'Acte final en ce qui concerne l'identité culturelle de l'Europe, il est bien évident que nous sommes encore assez éloignés, sur le plan officiel, d'une collaboration internationale bien équilibrée portant sur les problèmes que nous venons de décrire. Une telle collaboration va bien au-delà des actions de l'identité culturelle de la Grande Europe comme elle a été décrite à Helsinki en 1975. Beaucoup reste à espérer, beaucoup reste à faire dans la coopération entre les universités de l'Europe. Mais l'identité culturelle de l'Europe n'est pas un mythe, c'est une réalité à laquelle il vaut la peine de contribuer.

- (11) H. Le Bras et E. Todd, *L'invention de la France. Atlas anthropologique et politique*. Paris, Librairie générale française, 1981, p. 9.
- (12) F. Braudel, *op. cit.*, p. 17.
- (13) N. Elias, *Über den Prozess der Zivilisation. Soziogenetische und psychogenetische Untersuchungen*. Basel, Haus zum Falken, 1939. Erster Band, p. 4.
- (14) H. Troyat, *Tourgueniev*. Paris, Flammarion, 1985, p. 39.
- (15) M. Kundera, «The Tragedy of Central Europe», *New York Review of Books*, April 26, 1984, p. 33.
- (16) M. Kundera, *op. cit.*, p. 33.
- (17) Par exemple : W.W. Rostow, *The Stages of Economic Growth (A non-communist manifesto)*. London, Cambridge, University Press, 1960; D. McClelland, *The Achieving Society*. Princeton, Van Nostrand & Co., 1961.
- (18) Pour un compte rendu de ces modèles: J. Berting, *Goals of Development of Developed Countries*. Unesco: *Goals of Development*, Paris, 1988, p. 141-182.
- (19) A. Finkielkraut, *La défaite de la pensée*. Paris, 1987, p. 66.
- (20) P. Gerbod, *L'Europe culturelle et religieuse de 1815 à nos jours*. Paris, PUF, p. 256.
- (21) A. Finkielkraut, *op. cit.*, p. 138.

- (22) A. Lombard, *Un mythe dans la poésie et dans l'art: l'enlèvement d'Europe*, Neuchâtel, A la baconnière, 1946, p. 7.
- (23) H. Le Bras, directeur de recherches à l'Institut national d'études démographiques, dans une interview récente, *L'Express*, 22 avril 1988, sur «L'histoire de France contre Le Pen».
- (24) B. Stora, «Contes et légendes de Jean-Marie», *L'Express*, 22 avril 1988, p. 27.
- (25) A. Touraine, *La voix et le regard*, Paris, Editions du Seuil, 1978, p. 9.
- (26) J.B. Duroselle, *op. cit.*, p. 319.
- (27) M. Kundera, *op. cit.*, p. 33; de même : A. Finkielkraut, « What is Europe? », *New York Review of Books*, 5 December 1985; « Europe is a certain idea of culture, which can be best defined by the words: autonomy of the spirit ».
- (28) D. de Rougemont, *Sur l'Etat de l'Union de l'Europe*, Rapport au Peuple européen, Editions Stock, 1979, p. 20.
- (29) D. de Rougemont, *op. cit.*, p. 22.
- (30) L. Dumont, *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Editions du Seuil, 1983, p. 129-130.
- (31) L. Dumont, *op. cit.*, p. 130.
- (32) K. Marx, «Zur Judenfrage». In: K.Marx, *Die Frühschriften*, Stuttgart, Kroner Verlag, 1971, p. 190. Par contre, il soutient : « La participation à la communauté et surtout à la communauté politique («am politischen Gemeinwesen, am Staatswesen»), ça c'est leur contenu » (p. 190).
- (33) L. Dumont, *op. cit.*, p. 130-131.
- (34) R.H. Foerster, *Geschichte einer politischen Idee*, München, Nymphenberger Verlagshandlung, 1967, p. 221: «Aufklärung und Romantik, das Rationale und das Irrationale, des Geometrische und des Phantastische — es sind zwei Fäden, aus völlig unterschiedlichem Material gesponnen. Aber an einer bestimmten Stelle sind sie miteinander verknüpft. Dieser Knotenpunkt ist die Französische Révolution. Sie sollte das Europäische Staatensystem der Aufklärungszeit vernichten».
- (35) W. Lepenies, *Die drei Kulturen. Soziologie zwischen Literatur und Wissenschaft*, München/Wien, Hauser Verlag, 1985.
- (36) Ici la contribution de la Renaissance est très importante. Comme le dit Burckhardt: «... est erwacht eine objektive Betrachtung und Behandlung des Staates und der sämtlichen Dinge der Welt überhaupt; daneben erhebt sich mit voller Macht das Subjektive, der Mensch wird geistiges Individuum und erkennt sich als solches» (J. Burckhardt, *Die Kultur der Renaissance in Italien*, Stuttgart, Alfred Kroner, 1922, p. 99).
- (37) G. Haarscher, *Philosophie des droits de l'homme*, Editions de l'Université de Bruxelles, 1987, p. 21.
- (38) C. Delmas, *La civilisation européenne*, Paris, PUF, 1980. Delmas voit l'Europe comme foyer du libéralisme (p. 98) et la civilisation européenne comme celle qui est fondamentalement du dialogue (p. 99).
- (39) J. Berlins, «The Significance of Different Types of Cultural Boundaries in International Comparative and Cooperative Research in the Social Sciences». In: L. Hantrais and S. maagen, *Language and Culture in Cross-National Research*, Birmingham, Aston University, 1987, p. 1-14.

1989

Geographical distribution of international meetings by continent, country and city

Répartition géographique des réunions internationales par continents, pays et villes

INTRODUCTION

For the past 41 years, the Union of International Associations has undertaken, for the benefit of its members, statistical studies on the international meetings that took place worldwide in the preceding years.

The statistics are based on information collected by the UAI Congress Department and selected according to very strict criteria maintained for the last years, this enabling meaningful comparison.

Meetings taken into consideration include those organized and/or sponsored by the international organizations which appear in the "Yearbook of International Organizations" and in the "International Congress Calendar", i.e. : the sittings of their principal organs, congresses, conventions, symposia, regional sessions grouping several countries, as well as some national meetings with international participation organized by national branches of international associations.

Are excluded from the UAI figures: purely national meetings as well as those of an essential religious, didactic, political, commercial, sportive nature such as religious gatherings, course, party conferences, fairs, sales meeting, contest, etc... are also excluded: meetings strictly limited in participation such as committees, group of experts, etc... most of those being held at an intergovernmental level and taking place mainly at the headquarters of the large IGO's in New York, Geneva, Rome, Brussels, Vienna...

This is a typical situation made following the researches compiled by the UAI Congress Department and using the current available information from international organizations.

Explanation of figure: * = ** + ***

* Total of international meetings.

Number of international meetings organised/sponsored by international organizations.

*** Number of national meetings with large international participation.

INTRODUCTION

Depuis 41 ans, l'UAI a établi à l'intention de ses membres, un relevé statistique des réunions internationales tenues dans l'année écoulée.

Les présentes statistiques reflètent la courbe ascendante du nombre total des réunions internationales et sont basées sur des données recueillies par le Département Congrès de l'UAI et retenues selon les critères spécifiques décrits ci-dessous.

Sont prises en considération, les réunions organisées et/ou patronnées par les associations internationales reprises dans l'«Annuaire des Organisations Internationales» et dans l'« International Congress Calendar», c'est-à-dire: les assises de leurs principaux organes, congrès, sessions régionales (groupant plusieurs pays), symposia, colloques, etc... ainsi que certaines réunions nationales à très large participation internationale, organisées par les branches nationales des OING.

Sont exclues des statistiques: les réunions nationales, cérémonies/manifestations à caractère essentiellement religieux, didactiques (cours), politiques, commercial (foires, salons), sportif (compétitions, tournois...) ainsi que les réunions très limitées dans la participation ou spécifiques: sessions régulières de comités, groupes d'experts, etc... particulièrement nombreuses au niveau inter-gouvernemental; ces réunions se tiennent généralement au siège même des grandes OIG à New York, Genève, Bruxelles, Rome, Vienne...

Il s'agit d'une situation typique établie sur base des recherches compilées par le Département Congrès de l'UAI.

Explication des chiffres: * = ** + ***

* Total des réunions internationales.

** Nombre de réunions internationales patronnées/organisées par des organisations internationales.

*** Nombre de réunions nationales à large participation internationale.

AFRICA					
ALGERIA		8- 6 + 2	AMERICA		
BENIN		6- 6 + 0	ARGENTINA		78 - 44 + 34
BURKINA FASO		8- 8 + 0	Buenos Aires	62 - 34 + 28	
CAMEROON		11- 11 + 0	Others	16- 10 + 6	
CONGO (BRAZZ)		2- 2 + 0	BRAZIL		21 - 58 + 63
IVORY COAST		14- 13 + 1	Rio de Janeiro	59 - 27 + 32	
EGYPT		38- 30 + 8	Sao Paulo	29- 12 + 17	
Cairo	32- 27 + 5		Others	33 - 19 + 14	
ETHIOPIA		14- 14 + 0	CANADA		189- 146 + 43
Addis Ababa	13- 13 + 0		Montréal	46 - 39 + 7	
GHANA		10- 10 + 0	Ottawa	25 - 18 + 7	
KENYA		31- 29 + 2	Toronto	38 - 31 + 7	
Nairobi	24- 24 + 0		Vancouver	23 - 17 + 6	
MALAWI		9- 9 + 0	Others	57 - 41 + 16	
MOROCCO		20- 20 + 0	CHILE		19- 19 + 0
NIGERIA		19- 19 + 0	COLOMBIA		26- 23 + 3
SENEGAL		17- 17 + 0	COSTA RICA		18- 17 + 1
SOUTH AFRICA		16- 9 + 7	CUBA		31- 11 + 20
TANZANIA		17- 16 + 1	La Habana	30 - 10 + 20	
TUNISIA		18- 17 + 1	Others	1- 1 + 0	
ZAIRE		10- 10 + 0	DOMINICAN REP		9- 9 + 0
ZAMBIA		12- 12 + 0	ECUADOR		16- 13 + 3
ZIMBABWE		22- 20 + 2	Quito	10- 9 + 1	
OTHERS		54- 54 + 0	Others	6- 4 + 2	
		356 - 332 + 24	GUATEMALA		9- 8 + 1
			JAMAICA		12- 11 + 1
AUSTRALASIA			MEXICO		28 - 26 + 2
AUSTRALIA		124- 82 + 42	Mexico City	18 - 16 + 2	
Adelaide	11 - 6 + 5		Others	10 - 10 + 0	
Brisbane	14- 8 + 6		PERU		14- 10 + 4
Canberra	12- 6 + 6		PUERTO RICO		12 - 12 + 0
Melbourne	17- 14 + 3		URUGUAY		22 - 21 + 1
Perth	8 - 7 + 1		USA		973 - 711 + 262
Sydney	26 - 18 + 8		Atlanta	23 - 16 + 7	
Others	36 - 23 + 13		Baltimore	20 - 15 + 5	
NEW ZEALAND		20- 15 + 5	Boston	22 - 17 + 5	
Auckland	8 - 7 + 1		Chicago	45 - 28 + 17	
Others	12- 8 + 4		Dallas	21 - 16 + 5	
OTHERS		31 - 31 + 0	Honolulu	28 - 18 + 10	
		175 - 128 + 47	Miami	28 - 27 + 1	
			New Orleans	30 - 19 + 11	
			New York	72 - 64 + 8	
			San Francisco	37 - 22 + 15	
			Washington	20 - 10 + 16	
			Others	527 - 365 + 162	
			VENEZUELA		20 - 17 + 3
			OTHERS		68 - 68 + 0
					665 - 1224 + 441

Repartition géographique des réunions Internationales par continents, pays et villes - 1989

ASIA				
BANGLADESH		8- 6+ 2	BELGIUM	2 84- 198+ 86
CHINA		84 — 64+ 20	Antwerp	34- 13+ 21
Beijing	49- 36+ 13		Brussels 1	65- 133+ 32
Others	35- 28+ 7		Liège	27- 11+ 16
HONG KONG		74- 30+ 44	Others	58- 41+ 17
INDIA		88- 65+ 23	BULGARIA	21- 14+ 4
New Delhi	48- 39+ 9		Sofia	13- 10+ 3
Others	40- 26+ 14		Others	8- 7+ 1
INDONESIA		24- 21+ 3	CYPRUS	18- 17+ 1
Jakarta	10- 7+ 3		CZECHOSLOVAKIA	92- 58+ 34
Others	14- 14+ 0		Bratislava	12- 1+ 1 1
IRAQ		10- 10+ 0	Praha	47- 39+ 8
ISRAEL		96- 62+ 34	Others	33- 18+ 15
Jerusalem	51- 37+ 14		DENMARK	134- 87+ 47
Tel Aviv	18- 11+ 7		Aarhus	22- 13+ 9
Others	27- 14+ 13		Copenhagen	70- 43+ 27
JAPAN		195- 105+ 90	Others	42- 31+ 11
Kyoto	23- 13+ 10		FINLAND	161 — 117+ 44
Tokyo	69- 48+ 21		Espoo	23- 12+ 11
Others	103- 44+ 59		Helsinki	62- 52+ 10
JORDAN		13- 13+ 0	Turku	16- 10+ 6
Amman	13- 13+ 0		Others	60- 43+ 17
KOREA REP		56- 43+ 13	FRANCE	734- 478+ 256
Seoul	45- 40+ 5		Lyon	20- 12+ 8
Others	11- 3+ 8		Marseille	17- 13+ 4
MALAYSIA		37- 36+ 2	Montpellier	29- 15+ 4
Kuala Lumpur	29- 27+ 2		Nice	40- 24+ 16
Others	8- 8+ 0		Paris	388- 223+ 165
PAKISTAN		19- 16+ 3	Strasbourg	82- 70+ 12
PHILIPPINES		62- 40+ 22	Toulouse	14- 10+ 4
Manila	55- 33+ 22		Others	154- 111+ 43
Others	7- 7+ 0		GERMAN DEM REP	28- 15+ 13
SINGAPORE		111- 76+ 35	BERLIN EAST	13- 12+ 1
SRI LANKA		10- 10+ 0	BERLIN WEST	160- 61+ 99
TAIWAN		17- 16+ 1	GERMANY FED REP	345- 236+ 109
THAILAND		62- 54+ 8	Hamburg	47- 31+ 16
Bangkok	52- 44+ 8		Köln	24- 10+ 14
Others	10- 10+ 0		München	59- 30+ 29
OTHERS		58- 52+ 6	Others	215- 165+ 50
		1024-718+ 306	GREECE	63- 56+ 7
			Athina	43- 41+ 2
			Others	20- 15+ 5
			HUNGARY	63- 51+ 12
			Budapest	51- 42+ 9
			Others	12- 9+ 3
			ICELAND	14- 13+ 1
			IRELAND	58- 31+ 27
			Dublin	41- 20+ 21
			Others	17- 11+ 6
EUROPE			ITALY	344- 262+ 82
AUSTRIA		199- 157+ 42	Firenze	28- 12+ 16
Innsbruck	14- 10+ 4		Milano	21- 17+ 4
Salzburg	14- 7+ 7		Roma	108- 88+ 23
Wien	129- 107+ 22		Trieste	17- 17+ 0
Others	42- 33+ 9		Venezia	27- 26+ 1
			Others	143- 105+ 38

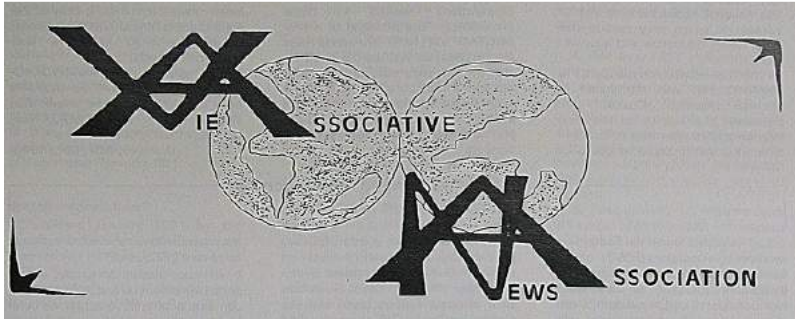
Geographical distribution of international meetings by continent, country and city - 1989

LUXEMBOURG G.D.		25 - 25 + 0			
MALTA		17 - 17 + 0	SWITZERLAND		292 - 268 + 24
MONACO		16 - 16 + 0	Geneva	170 - 160 + 10	
NETHERLANDS		367 - 206 + 161	Lausanne	14 - 14 + 0	
Amsterdam	101 - 52 + 49		Zurich	16 - 13 + 3	
Den Haag	54 - 43 + 11		Others	92 - 81 + 11	
Maastricht	37 - 21 + 16		TURKEY		36 - 31 + 5
Rotterdam	19 - 5 + 14		Istanbul	2 0 - 1 9 + 1	
Others	156 - 85 + 71		Others	16 - 12 + 4	
NORWAY		65 - 55 + 10	UK		700 — 428 + 272
Oslo	2 2 - 1 4 + 8		Birmingham	2 7 - 1 6 + 1 1	
Others	43 - 41 + 2		Brighton	43 - 32 + 11	
POLAND		59 - 45 + 14	Cambridge	2 7 - 1 7 + 1 0	
Warszawa	21 - 18 + 3		Edinburgh	30 - 21 + 9	
Others	38 - 27 + 11		London	261 - 160 + 101	
PORTUGAL		65 - 57 + 8	Manchester	19 - 12 + 7	
Lisboa	39 - 32 + 7		Others	293 - 170 + 123	
Others	26 - 25 + 1		USSR		78 - 65 + 13
SPAIN		273 - 161 + 112	Moskova	30 - 26 + 4	
Barcelona	54 - 35 + 19		Others	48 - 39 + 9	
Madrid	139 - 55 + 84		YUGOSLAVIA		74 - 54 + 20
Others	80 - 71 + 9		Dubrovnik	2 2 - 1 3 + 9	
SWEDEN		138 - 109 + 29	Others	52 - 41 + 11	
Goteborg	16 - 13 + 3		OTHERS		9 - 5 + 4
Stockholm	73 - 55 + 18				4945 - 3408 + 1537
Others	49 - 41 + 8				

TOTAL		
AFRICA		356 - 332 + 24
AMERICA		1665 - 1224 + 441
ASIA		1024 - 718 + 306
AUSTRALASIA		175 - 128 + 47
EUROPE		4945 - 3408 + 1537
NOT DETERMINED		8165 — 5810 + 2355
		42 - 42 + 0
		8207 - 5852 + 2355

Addendum

Le Comité de liaison des ONG de développement auprès des Communautés européennes nous fait savoir que le document «Les systèmes de cofinancement dans la C.E. », publié dans le n° 3/1990, est un document à usage interne dont les données ne sont que provisoires.



Third UNCTAD-NGO Consultation

The third in the annual series of UNCTAD-NGO consultations, organized by NGLS on behalf of UNCTAD, took place in Geneva, 1-3 November. The meeting, held under the generic theme of *The International System in Transformation : Lessons since UNCTAD VII, Prospects for UNCTAD VIII*, was attended by 60 NGO representatives from 20 European and Third World countries, 11 members of the UNCTAD Secretariat, and three members of the Secretariat of the UN Conference on Environment and Development.

The meeting was launched by a wide-ranging overview of the changes in the international economic and political context since UNCTAD VII in 1987, presented by Michael Zammit Cutajar, Officer-in-Charge of UNCTAD's Policy Development and Communications Service. Simon Stocker of the International Coalition for Development Action, and Patrice Robineau of UNCTAD then drew lessons from the recently-held Second UN Conference on the Least Developed Countries and examined the current state of play of North-South negotiations. Discussion on

the implications for the Third World of the EEC Single Market and regional trade blocks, was introduced by Ed Mayo of the UK World Development Movement and Chandra Patel of UNCTAD. Chandra Patel was then joined by Vladimir Kollontai of the Institute of World Economics and International Relations, Moscow, and Aleksander Sulejewicz of the Research Institute for Developing Countries in Warsaw, for a discussion on the impact of the political changes in Eastern-Central Europe on East-West, North-South, and East-South cooperation.

The second morning of the Consultation was given over to a discussion on the impact of growing environmental awareness upon North-South cooperation, introduced by Edward Dommen of UNCTAD and Wouter Veening, representing the Nairobi-based Environment Liaison Centre International. The Consultation was then joined by Nitin Desai, Andrei Vavilov and Yolanda Kakabadse of the Secretariat of the UN Conference on Environment and Development to discuss preparations for the 1992 Conference in Brazil, including NGO

involvement in the process. UNCTAD's entering the environment and development debate was a result of the decision taken in October 1990 by the Trade and Development Board as seen by many NGOs as an important step towards multilateral discussions on the «economics of sustainability». This in turn would contribute to the UNCED process, particularly in respect of the major « cross-sectorial issues » on the Conference agenda, ie new and additional resources for developing countries, and access to, and transfer of, environment-friendly technology.

The afternoon session was concerned with the Uruguay Round of multilateral trade negotiations with the discussion introduced by Murray Gibbs and Hardeep Puri of UNCTAD, Clive Robinson from the Food Matters Working Group of the NGO Liaison Committee to the EEC and Martin Khor from the Third World Network in Penang.

The final morning began with an NGO panel discussion (Arturo Gallesse, CRIES Nicaragua; Jasper Okelo, Kenya Consumers' Organization; Martin Khor, Third World Network,

Penang; Hikka Pietilä, the Finnish UNA; John Denham, European Debt Campaign) of how NGOs should, and do, respond to the changes in the international economic and political context in which they pursue their information, education and advocacy work.

The final session, on prospects for UNCTAD VIII, was introduced by Michael Zammit Cutajar who presented the agenda of the Conference and its relevance to intergovernmental North-South cooperation

and to the NGO community. NGO participants agreed that, on the assumption that UNCTAD VIII would take place in September 1991, NGO preparations needed to begin immediately. The principle of a pre-UNCTAD VIII NGO workshop was also agreed, as well as the need for NGOs to prepare substantive inputs through a collaborative North-South effort. The session concluded with the setting up of an informal NGO reference group to initiate NGO preparations for UNCTAD VIII.

Participants welcomed the all-party format of the meeting and considered this to be the best of the three consultations to date, due largely to the sustained quality of the contributions of both UNCTAD Secretariat and NGO speakers and resource persons.

The report of the third UNCTAD-NGO Consultation will be available early in 1991. For more information contact Tony Hill at NGLS (tel. 734.60.11 ext. 2009).

(Dialogue, Nov.-Dec. 1990)

Les relations syndicales internationales marquent un tournant

Les relations entre la Fédération syndicale mondiale (FSM) et la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), qu'un fossé idéologique sépare de longue date, s'engagent dans une période de transition. On est en pleine incertitude concernant leurs rapports futurs. Comment conçoivent-elles leurs nouveaux rôles? Verront-elles l'une et l'autre leur puissance et leur poids politiques diminuer?

La FSM. Des réponses même partielles à ces questions ne devraient commencer à se dessiner qu'après le douzième congrès de la FSM qui devait se tenir à Moscou en novembre 1990. Toutefois, pour la première fois, les documents préparatoires destinés au congrès sur des thèmes tels que le droit au travail, le chômage et les répercussions des techniques nouvelles indiquent quelles sont les positions de la CISL sur ces sujets.

Une transformation radicale. Selon Guennadi Yanaev, ancien président du Conseil central des syndicats de l'URSS, pilier de la FSM, celle-ci devrait connaître une transformation radicale qui ferait d'elle « une organisation démocratique, une tribune

pour l'échange de points de vue, pour une coopération et un travail en commun entre les centrales syndicales des différents pays... ». A son avis, si aucune négociation n'a été entamée avec la CISL jusqu'en juin 1990, les deux organisations ont des positions similaires ou identiques sur bon nombre de questions importantes.

La CISL prêche la prudence. Pour sa part, le secrétaire général de la CISL, John Vanderveken, a déclaré, s'agissant d'une éventuelle admission des syndicats d'Europe de l'Est à la CISL, « il faut être prudent ». Le prochain congrès de la FSM à Moscou offrira aux syndicats membres l'occasion de débattre de l'avenir de leur organisation, a-t-il ajouté.

Réaction de l'AFL-CIO. Une importante sous-commission de l'AFL-CIO, chargée d'étudier la perestroïka, a estimé que la centrale américaine devrait développer les relations avec les mouvements de travailleurs indépendants en URSS sur la base des premiers contacts qu'elle a noués avec eux, et qu'elle devrait entamer « un programme accéléré de contacts et de coopération avec les organisations indépendantes de travailleurs et

des organisations syndicales authentiques de l'URSS... ».

La coopération s'impose. Il est particulièrement important, dans le contexte économique actuel, de combler le fossé qui s'est creusé dans le mouvement syndical international. A mesure que le chômage augmente et que la récession économique s'aggrave en Europe de l'Est, les réclamations des travailleurs syndiqués aussi bien que non syndiqués iront crescendo.

De toute évidence, les relations entre les partenaires sociaux seront d'une importance cruciale pour l'avenir alors que l'URSS et l'Europe de l'Est auront à relever le défi immense de la reconstruction.

Sources :

FSM : *Le mouvement syndical mondial* (Prague), n° 3 et 4, 1990;

Flashes sur le monde syndical, n° 4-24, mai-juin 1990

CISL: *Lettre aux organisations affiliées* (Bruxelles), 21 mai 1990, 5 pp.

AFL-CIO : *International affairs report* (Washington, DC), fév. 1990

(Bulletin d'Informations sociales, 3/90)

Le droit d'association

S'adressant à la foule, à la Place St Pierre à Rome, le 24 février dernier, le Pape Jean Paul II rappelait les vœux prophétiques de l'encyclique *Rerum Novarum* à propos du droit d'association :

«... Léon XIII considère qu'il est illusoire de penser que l'Etat puisse faire régner plus facilement et rapidement la justice sociale, en monopolisant la gestion du bien commun et

des rapports de travail ».

L'histoire de notre siècle, et particulièrement de ces dernières années, confirme la vérité de ce jugement, prophétique pourrait-on dire du Pontife.

C'est un droit que « de s'unir en société » - observe-t-il - « en raison du fait que l'expérience quotidienne que fait l'homme de l'exiguïté de ses forces l'engage et le pousse à s'adjoindre une coopération étrangère.

De cette propension naturelle, comme d'un même germe, naissent la société civile d'abord puis, au sein même de celle-ci, d'autres sociétés ». Elles ne peuvent pas être interdites par l'Etat, car l'Etat doit défendre les droits naturels, et non les détruire. En interdisant ces associations il se contredirait, car l'origine de la coexistence civile, comme des autres coexistences, se trouve justement dans la socialibilité naturelle de l'homme (cf. Enc. *Rerum Novarum*, V).

C'est aux citoyens qu'il revient de les créer (les associations) et de les faire fonctionner en toute liberté, car le mouvement vital naît d'un principe intrinsèque et les impulsions extérieures l'étouffent, alors que l'Etat a le devoir de les respecter et de les défendre. Elles ont toutefois besoin d'une organisation et de normes adaptées, pour avoir une unité d'action et pouvoir ainsi atteindre leur objectif qui est de promouvoir, outre le bien des associés, celui de la société tout entière.
(Osservatore Romano, 26 févr. 1991)

Which information?

Published January 1991 by the European Coordination Bureau of International Youth Organizations (ECB), a memorandum entitled *International Non Governmental Youth Organizations and the European Community* is the first fruit of an effort from these international NGOs to define and explicate their feelings and expectations towards the European Community and in general their perception of its future developments, their fears, their problems and daily difficulties.

A questionnaire was sent to the 29 members of the ECB on: «International Non Governmental Youth Organizations and the European Community». Analysis of the answers received is given in this memorandum. We extract a few lines about the question of information from the final chapter «the EC and the INGYOs: two worlds apart».

From the EC Memorandum, it emerges quite clearly that youth information should be a key priority in the EC action. Still we have to wonder what kind of «youth information» we are talking about.

In fact, we can talk about «youth information» when we want to «inform» young people on the EC or on the «European dimension» at large. In this case, young people «receive» information from the EC which uses a whole series of instruments and networks (including youth organisations) to reach the largest possible number of young people. This seems to be the idea underlying the «clearing house» project.

But when we talk about «youth information», we also mean all those activities that give young people the opportunity to inform young people, the public opinion, European institu-

tions, ... about their ideas, opinions, activities on Europe.

Both elements are important for the establishment of an effective youth information policy at EC or European level. But they cannot be separated, otherwise we risk on the one hand that «youth information» is nothing else than a official EC «propaganda», and on the other hand that the EC loses any kind of interest in supporting magazines or publications which are not at all interested in the EC itself.

If we can be more or less satisfied about the project of developing youth information in its first meaning, we have to regret the present situation as far as the second is concerned.

DGICC cut all subsidies to INGYOs for their international publications, and it is not clear why. The official reason is that there are «no more available funds». But then we hear from the pipeline about interesting projects of youth press agencies or centres which show that the lack of money is not the main difficulty.

Possibly the problem lies more in a certain reluctance to support youth magazines, perhaps because they are not considered efficient enough in promoting and informing about the EC itself or do not reach millions of young people. It would be useful to start a serious and frank discussion on the definition of a «youth information» policy within the Youth Forum and with the competent services of the Commission.

Economique et social

A l'issue de leur vingt-et-unième réunion conjointe, le 5 février à Luxembourg, les délégations du Comité économique et social des Communautés européennes (CE) et du Comité consultatif de l'Association européenne de libre-échange (AELE) ont publié le communiqué suivant:

«1. Les représentants de la vie économique et sociale de la CE et des pays de l'AELE au sein du Comité économique et social des CE et du Comité consultatif de l'AELE se sont réunis à Luxembourg, le 5 février 1991, sous la présidence de MM. François Staedelin et Heinz Zurek. Ils ont regretté l'absence d'une quelconque référence au rôle des représentants d'intérêts économiques et sociaux dans le cadre de l'EEE (Espace économique européen) d'une part à la dimension sociale

Association News

d'autre part, dans la déclaration des ministres de la CE et de l'AELE du 19 décembre 1990, et ont rappelé les demandes déjà formulées conjointement dans ce sens à Göteborg en juin 1990.

4. Dès lors, l'EEE doit également renforcer et élargir la coopération en ce qui concerne l'environnement, l'éducation, les PME, la R&D, les conditions de travail, le bien-être social ainsi que la protection des consommateurs et contenir des dispositions visant à réduire les disparités économiques et sociales dans les régions.

5. Pour ce faire, les représentants d'intérêts économiques et sociaux soulignent la nécessité de leur implication et demandent l'établissement d'un organe propre à l'EEE constitué à partir de représentants du CES et du CSC qui leur permettrait de prendre part activement au développement dynamique du processus d'intégration européenne.»

(Communiqué, 7 février 1991)

NGOs and UNCTAD

Rule 77 of the rules of procedure of the UN Trade and Development Board provides for the participation of non-governmental-organizations in the activities of UNCTAD. In accordance with Board decision 43 (VII), a distinction is made between international non-governmental organisations which exercise functions, and have a basic interest, in most of the activities of the Board and of all of the Committees, and those which have a special competence in, and are concerned with, specific matters falling within the terms of reference of one or two Committees or of the Board itself. The former are places in the *General category* and the latter in the *Special category*. National non-governmental organizations of recognized standing which are deemed to have a significant contribution to make to the work of UNCTAD may be entered by the Secretary-General of UNCTAD in a *Register* established for that purpose.

In 1990, at its thirty-seventh session, first part, the Board approved the application by three non-governmental organizations for inclusion in the list provided for in rule 77 of its rules of procedure. The three non-governmental organizations are the following:

New... Plans... Creations... New... Plans... Creations... New... Plans... Creations... New...

Le COMECON ou CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle) cessé d'exister le 20 février (46e et dernier sommet de l'Organisation), pour être aussitôt remplacé par l'Agence internationale pour le développement et technoscientifique créée à la mi-décembre.

Depuis la réunification allemande, le COMECON ne comptait plus que neuf membres: les six pays du Pacte de Varsovie — URSS, Bulgarie, Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie et Roumanie — ainsi que la Mongolie, le Vietnam et Cuba. La nouvelle Agence internationale est destinée à «élargir la coopération économique entre ses membres (...) sur la base du marché», indique Tass.

*

Twenty European NGOs — from Belgium, Denmark, France FRG, Greece, Ireland, Italy, the Netherlands, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland and the U.K. — have banded together to form EUROSTEP, a non-denominational network to lobby the European Parliament, the European Commission and UN system institutions in Europe and the U.S., and to collaborate with the other existing NGO networks such as CIDSE and the EEC-NGO Liaison Committee.

Pierre Galand (OXFAM-Belgique) and Max van der Berg (NOVIB) are respectively Chairman and deputy Chairman of Eurostep. A small secretariat is being set up in Brussels and the first General Assembly was planned for December last year.

*

Le Palais de la paix, à La Haye, a prêté son cadre à la fois prestigieux et symbolique, lundi matin 11 février, à la naissance de l'UNPO, l'Organisation des peuples et des nations non représentés.

Envoyant à une multiplicité d'histoires, de situations politiques et de réformes juridiques, la notion de «peuples et nations non représentés» est vaste. Elle s'applique, selon les fondateurs de l'UNPO, aussi bien aux Tibétains qu'aux Etats baltes et à la Mongolie Intérieure, aux Masais

qu'aux Indiens d'Amérique. Pays occupés, Etats fédérés, majorités ethniques ou minorités culturelles: leur point commun est « de ne pas être représentés dans la communauté internationale ».

C'est précisément cette carence qu'entend pallier l'UNPO dont la charte constitutive est signée par dix-huit participants (1), six mois seulement après le tenue d'une première réunion préparatoire, en septembre 1990 à Tartu, en Estonie.

Se présentant comme «une ONU alternatives», l'UNPO a quatre principes fondateurs: la non-violence (les mouvements ayant recours au terrorisme ne sont pas admis), le respect des droits de l'homme (les membres doivent expressément adhérer au corpus international que forment la déclaration universelle des droits de l'homme, la convention sur les droits civils et politiques et la convention sur les droits économiques, sociaux et culturels), le non-alignement (ni économique, ni politique) et la non-ingérence (l'UNPO se défend de vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats souverains ou de fomentier le désordre).

Le but principal de la nouvelle organisation est de conseiller et d'aider ses membres «à exprimer leur doléances et leurs besoins dans des forums légitimes» afin de réduire «la tentation d'avoir recours à la violence pour se faire entendre». L'UNPO proposera à cette fin à ses adhérents un grand nombre de services (formation diplomatique, gestion des conflits, rédaction de constitutions, plans de protection de l'environnement) dont le premier sera de constituer une passerelle avec l'ONU. Un bureau sera ouvert à Genève ou à New-York faisant office de « mission diplomatique » auprès des Nations unies et notamment de la commission des droits de l'homme.

(Christian Chartier,
Le Monde, 12.2.91)

(1) Ont adhéré à l'UNPO: Amazonie, Aborigènes d'Australie, Cordillera (Philippines), Cimés, Erythrée, Estonie, Fédération Internationale pour la protection des droits des minorités ethniques, religieuses, linguistiques et autres, Géorgie, Kurdistan, Lettonie, Mongolie-Intérieure, Palau, Papouasie-Ouest, Taiwan, Tataristan, Tibet, Timor-Est et Turkoestan-Est.

In response to the rapid transformation in Europe five countries (Italy, Yugoslavia, Hungary, Czechoslovakia and Austria) have taken a new initiative which transcends the distinction between NATO-member, neutral, non-aligned and Eastern European Countries. With the Pentagonal Initiative these five countries have agreed to cooperate in different fields that comprise common regional interests and problems. The Pentagonal does not aspire to become yet another form of European integration, and it should not and indeed cannot try to replace the cooperation in the wider European Framework. It can only supplement it with a practical and issue-oriented approach for cooperation on the regional level.

Without doubt the main objective of the Pentagonal Initiative is to contribute towards a) establishing and strengthening mutually beneficial partnership structures based on the shared values of parliamentary democracy and human rights and b) the consolidation of democratic institutions and economic recovery and development. Despite the Pentagonal's geographically limited field of activity it considers itself an important contribution to the modelling of a new Europe.

The Pentagonal has established nine working groups (environment, traffic, information, telecommunication, small and medium-sized enterprises, science and technology, culture, energy production and transport, migration) so far, the working group on environment presided by Austria and that on migration being of highest priority for the whole of Europe.

*

Lors de leur dernière rencontre, en juin 1990 à Göteborg (Suède), les délégations du Comité économique et social (CES) des Communautés européennes et du Comité consultatif de l'Association européenne de libre échange (AELE) ont convenu que le futur traité de l'Espace économique européen devrait prévoir un organe consultatif de l'Espace économique

européen composé de représentants du Comité consultatif de l'AELE et du Comité économique et social des CE, investi du pouvoir d'agir de sa propre initiative. Elles se sont également prononcées en faveur d'une intervention active dans le processus de négociation en cours.

*

La deuxième Réunion de consultation sur le Projet de la mer Baltique

s'est tenue à Tallin, en Estonie (URSS) du 21 au 24 avril 1990, en présence de représentants des pays riverains de la Baltique. Lancé par la Finlande en 1989, le Projet de la mer Baltique a pour objet de promouvoir à la fois l'éducation relative à l'environnement et l'étude mutuelle des cultures dans la sous-région, en faisant appel à deux réseaux de l'Unesco, le Système Unesco des écoles associées et l'INISTE (Réseau international pour l'enseignement de la science et de la technologie). Cent vingt écoles des sept pays riverains de la Baltique collaborent actuellement au Projet. Les participants à la Réunion de consultation ont décidé de s'attacher à mettre au point un programme d'études commun en matière d'éducation relative à l'environnement, et sont convenus des activités futures à mener, dont une troisième réunion de consultation au Danemark en 1991, un camp de vacances pour les jeunes à Kiel (République fédérale d'Allemagne) en juin 1991, un atelier international à Stuttgart en octobre 1991 et un atelier d'enseignants à Kotka (Finlande) en 1992. Ils ont par ailleurs pris part à une cérémonie qui s'est tenue à l'occasion du Jour de la Terre le 22 avril, en présence du président de l'Estonie et des ministres de l'Education et de l'Environnement. Le premier numéro du bulletin du Projet de la mer Baltique est paru, et on peut l'obtenir auprès de la rédaction à l'adresse suivante: BSP Newsletter, Kakaniemenkatu 2, 00530 Helsinki (Finlande).

*

The Latin American Center for Social Ecology (CLAES) is an international NGO based in Montevideo, Uruguay, which is the coordinator of the American Network of Social Ecology. The network stress south-south communication in the region, strengthening Latin-American NGOs as tools for the expression of local com-

munities, and recovering an integrated perspective of human-human and human-environment relationships. The network produces a bulletin (*Teko-ha*), and holds members and subscribers, in 12 countries. CLAES support network members with its publications, exchange of information and material, direct assistance particularly on human-environment relations, participatory methodologies and communication skills, and promotes joint efforts on research and promotion. Network members meet for the first time in 1989, at Montevideo (Uruguay), and more recently in 1990 at Buenos Aires (Argentina). New features of the network are the development of a bibliographic system to handle literature after a social ecology perspective (SIES) and the Latin American Information System on Trade and Environment. CLAES also has research and promotion programs focussing on environment and development, participative procedures. CLAES also published the Latin American Journal of Social Ecology, and the series Studies on Social Ecology.

Address : Centre Latino Americano de Ecologia Social, Casilla Correo 13000, 11700 Montevideo, Uruguay. Fax 598-2-921117 Atn. CLAES.

*

Dix associations de juristes d'entreprise d'Europe ont constitué une association internationale dénommée Association Européenne des Juristes d'Entreprise.

La profession de juriste d'entreprise connaît depuis la fin de la seconde guerre mondiale un important essor. Dans la plupart des pays les juristes d'entreprise sont regroupés dans des associations nationales, tantôt au sein des associations d'avocats (Allemagne, Grande-Bretagne), tantôt au sein d'associations indépendantes du barreau (Belgique, France, Italie, Hollande).

Au début des années 1980, l'initiative de l'Association belge des juristes d'entreprise, une concertation régulière s'est instaurée entre les diverses associations nationales. Mais devant la nécessité d'une collaboration toujours plus étroite entre tous les juristes d'entreprise d'Europe tant sur le plan scientifique (droit comparé, droit européen) qu'éthique (nécessité d'exercer sa

Association News

profession selon des règles de déontologie harmonisés, d'honnêteté et d'équité), les différentes associations nationales ont constitué une association à but scientifique de droit belge dotée de la personnalité juridique; cette association est dénommée Association européenne des juristes d'entreprise (AEJE) ou European Company Lawyers Association (ECLA).

L'association, constituée à Bruxelles, a obtenu la reconnaissance publique par Arrêté Royal du 25.6.1990 et doit être un partenaire dans la grande profession juridique qui se met en place au plan européen.

Parmi les objectifs: la représentation des membres à l'échelon international, la création de centres d'études, de documentation et de contacts, l'organisation de réunions, conférences ou colloques, et la promotion de la recherche scientifique juridique.

Le conseil d'administration de l'AEJE est composé de représentants de chaque association nationale de juristes d'entreprise. Les membres du bureau sont les suivants: président: Georges Carie (Koweit Petroleum); vice-présidents: Marco Allegra (Italstat) et Daniel Froessel (Thann et Mulhouse); secrétaire général: Anne Scheltema Beduin (Verbond van Nederlandse Ondernemingen 5 Prinses Beatrixlaan, PO box 93093, NL-2509 AN The Hague. Tel.: 31-70 3497 397. Fax: 31-70 3819 508. Trésorière: Françoise Sweets (Association belge des banques).

(Correspondance)

Une douzaine de personnalités représentant les douze pays de la Communauté européenne — dont plusieurs membres du Parlement européen, ont fondé à Bruxelles l'Association internationale pour la coopération et le développement en Afrique australe (ACODA). Celle-ci a pour objet de favoriser la coopération entre la Communauté européenne d'une part et la Communauté des Etats d'Afrique australe d'autre part, mais aussi de favoriser la détente et la coopération entre les Etats d'Afrique australe eux-mêmes. Le siège est établi: Avenue des Nerviens 51, 1040 Bruxelles.

(Annexe au *Moniteur Belge*, 6 déc. 1990)

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES TRANSNATIONALES ASSOCIATIONS

Some items in récent issues:

Issue number:

Parmi les thèmes traités récemment:

Numéros:

The recognition of the legal personality of INGOs to reconnaissance de to <i>personnalité juridique des OING</i>	3/1986, 3/1990 5/1990, 6/1990.
Latin American Associations <i>Les associations latino-américaines</i>	6/1986, 6/1989, 3/1990.
INGOs tomorrow <i>L'avenir des OING</i>	3/1987, 1/1990.
INGOs' vision of education for Peace <i>L'éducation pour la paix selon les OING</i>	6/1987, 3/1989.
New social movements tes nouveaux <i>mouvements sociaux</i>	1/1988, 6/1989, 1/1990, 3/1990.
Cooperatives in today's world <i>Les coopératives dans le monde contemporain</i>	3/1988, 1/1990, 5/1990.
Evaluation of association work <i>L'évaluation des projets associatifs</i>	5/1987, 4/1988, 4/1990.
Voluntary work te travail <i>volontaire</i>	2/1989, 3/1990, 4/1990, 6/1990.
Cooperation between development NGOs and the EEC <i>La coopération entre les ONG de développement et la CEE</i>	3/1990.
INGOs' view of environmental problems <i>Les OING et les problèmes écologiques</i>	3/1989, 4/1989, 1/1990.
Humanitarian aid <i>L'aide humanitaire</i>	2/1988, 6/1989, 4/1990.
The future of trade-unions <i>L'avenir des syndicats</i>	2/1988, 5/1989, 6/1989.
External debt and structural ajustmont: INGOs and the World Bank <i>Dette extérieure et ajustement structurel: les OING et la Banque mondiale</i>	2/1990.
Europe 1993	5/1990, 6/1990.

Forthcoming topics:

Dans les prochains numéros:

- The changing world of Northern NGOs
L'évolution des ONG du Nord
- Global Social Change Organizations
L'éthique universelle et les organisations transnationales
- Social change in Eastern and Central Europe.
L'évolution sociale en Europe centrale et orientale
- Civil Society in Africa
La société civile en Afrique

Articles appearing in the journal are indexed in PAIS - Public Affairs Information Service.

